



Réseau national de lutte
anti-corruption

PRIX : 1000F CFA

ETAT DE LA CORRUPTION AU BURKINA FASO

Avec le soutien financier de :

- l'Ambassade Royale du Danemark/OXFAM
- le Bureau de la Coopération Suisse
- l'ONG Diakonia

RAPPORT 2019

ETAT DE LA CORRUPTION AU BURKINA FASO

RAPPORT 2019

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS	IV
LISTES DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	VII
RESUME	1
INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE.....	5
1.1. Méthodologie de l'enquête par sondage.....	6
1.2. Méthodologie de l'élaboration de l'état de la lutte anti-corruption	11
DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ETUDE.....	12
2.1. Résultats du sondage	13
2.2. Etat de la lutte anti-corruption	43
2.3. Recommandations	106
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE.....	112
ANNEXES	115

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AN	: Assemblée nationale
ANPE	: Agence nationale de Promotion de l'Emploi
ARCOP	: Autorité de Régulation de la Commande publique
ASCE-LC	: Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption
BTLA BF	: Bolloré Transports et logistiques SA Burkina Faso
BUMIGEB	: Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina
CAC	: Comité Anti-Corruption
CADDL	: Coordination des Associations pour la Défense du Droit au Logement
CARFO	: Caisse autonome de Retraite des Fonctionnaires
CCVA	: Centre de Contrôle des Véhicules automobiles
CENTIF	: Cellule nationale de Traitement des Informations Financières
CEP	: Commission d'Enquête Parlementaire
CEPSUR	: Commission de l'Evaluation des Politiques publiques et du Suivi des Recommandations
CFE	: Contribution financière en Matière d'Eau
CGE	: Contrôleur général d'Etat
CGI	: Code général des Impôts
CGT B	: Confédération générale du Travail du Burkina
CNRST	: Centre national de Recherche scientifique et de la Technologie
CNSS	: Caisse nationale de Sécurité sociale
CNT	: Conseil national de la Transition
CO.NA. C.F.P.	: Coordination nationale de Contrôle des Forces de Police
CRF	: Cellule de Renseignement Financier
CSC	: Conseil supérieur de la Communication
CSC-PS	: Cadre de Suivi Citoyen des Prestations de Service
CSM	: Conseil supérieur de la Magistrature
CSP	: Catégorie Socio-Professionnel
DGD	: Direction générale des Douanes
DGI	: Direction générale des Impôts
DGMG	: Direction générale des Mines et de la Géologie

DGTTM	: Direction générale des Transports terrestre et maritime
DI	: Demande d'Information
DOS	: Déclaration d'Opérations Suspectes
DRH	: Directeur des Ressources Humaines
ECOFI	: Economique et Financier
ENEP	: Ecole nationale des Enseignants du Primaire
ENSK	: Ecole normale supérieure de Koudougou
ENSP	: Ecole nationale de Santé publique
FDS	: Forces de Défense et de Sécurité
GIABA	: Groupe intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
GSPR	: Groupement de Sécurité et de Protection républicaine
INSD	: Institut national de la Statistique et de la Démographie
IUTS	: Impôt unique sur les Traitements et Salaire
JNRC	: Journées nationales du Refus de la Corruption
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MACO	: Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
MENA-PLN	: Ministère de l'éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
MINEFID	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MIP	: Mission d'informations parlementaires
MPP	: Mouvement du Peuple pour le Progrès
NSP	: Ne sait pas
ODJ	: Organisation démocratique de la jeunesse du Burkina Faso
ONASER	: Office national de la Sécurité routière
ONEA	: Office national de l'Eau et de l'Assainissement
ONI	: Office national d'Identification
ONU	: Organisation des Nations Unies
OPJ	: Officier de Police judiciaire
OSC	: Organisation de la Société civile
PC	: Permis de Conduire
REM	: Rapport d'Evaluation mutuelle
REN-LAC	: Réseau national de Lutte Anti-Corruption

RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SITA	: Salon international du Textile africain
SND	: Service national de Développement
SOFITEX	: Société des Fibres textiles
SONABEL	: Société nationale d'Electricité du Burkina
SONAGESS	: Société nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des Postes
SPENPU	: Secrétariat permanent des Engagements nationaux et des Programmes d'Urgence
TGI	: Tribunal de Grande Instance
UAP	: Unité d'Action populaire
ZD	: Zone de Dénombrement

LISTES DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Liste des tableaux

Tableau I: répartition des enquêtés par ville	13
Tableau II: points de vue des enquêtés relatifs à leur appréciation de l'importance de la corruption dans des villes du Burkina en 2019	15
Tableau III: perception de la fréquence de la corruption par ville d'enquête.....	17
Tableau IV: raisons avancées par des enquêtés pour justifier l'évolution de la corruption au Burkina entre 2018 et 2019.....	19
Tableau V: répartition des enquêtés ayant personnellement fait une expérience de corruption selon le sexe et le statut d'occupation	24
Tableau VI: répartition des enquêtés témoins par service	30
Tableau VII: répartition de l'opinion des enquêtés sur les actions du Gouvernement contre la corruption en 2019.....	32
Tableau VIII: perception des enquêtés sur les actions de lutte anti-corruption que doit mener le gouvernement pour réduire la corruption	33
Tableau IX: classement des services selon le degré de corruption perçu par les enquêtés en 2019	35
Tableau X: perception des enquêtés informés sur la corruption par sexe	40
Tableau XI : appréciation de l'efficacité de la loi anticorruption selon le sexe	41
Tableau XII: Etat des dossiers du pôle ECOFI du TGI de Ouagadougou	63
Tableau XIII: répartition des dossiers selon leur efficacité et leur conformité technique	77
Tableau XIV: Tableau 4 : DOS et DI reçues par catégorie de déclarant au 31/12/2019	78

Liste des graphiques

Graphique 1: répartition des enquêtes (en %) par CSP	14
Graphique 2: perception de la fréquence de la corruption en 2019	15
Graphique 3: perception de l'évolution de la corruption entre 2018 et 2019	18
Graphique 4: proportion des enquêtes qui estiment que la corruption régresse par ville.....	22
Graphique 5: perception de la régression de la corruption au Burkina Faso de 2006 à 2019	23
Graphique 6:répartition des témoins d'actes de corruption selon la tranche d'âge et le niveau de scolarisation	29
Graphique 7: exposition à la corruption selon le genre et le domaine d'activité.....	34
Graphique 8: connaissance de la plateforme anticorruption selon le niveau de scolarisation.....	41
Graphique 9: répartition des plaintes par domaines concernés	86

RESUME

L'enquête par sondage 2019 a couvert tous les 13 chefs-lieux de régions et la ville de Pouytenga.

La démarche méthodologique utilisée a combiné les méthodes quantitatives et qualitatives. Un plan d'échantillonnage par quota a été adopté pour constituer l'échantillon de chaque ville d'enquête. L'échantillon dans lequel les informations ont été collectées comprend 1990 personnes dont 49,3% d'enquêtés de sexe féminin. Les enquêtés sont jeunes, instruits et économiquement actifs dans leur majorité.

Les résultats de l'enquête par sondage indiquent que le niveau de la corruption est très élevé. En effet, plus de 7 enquêtés sur 10 estiment que la corruption est fréquente voire très fréquente. Au total, 30,3% des enquêtés déclarent avoir été victimes d'actes de corruption ou en avoir été témoins.

Comparativement à l'année 2018, la corruption est en régression pour seulement 22,3% des répondants. Cette proportion a diminué de 14 et de 5 points de pourcentage par rapport respectivement aux proportions de 2017 et 2018.

Dans le classement des services selon leur degré de corruption perçu par les enquêtés, la Police municipale, les Douanes et la police nationale occupent respectivement les trois premiers rangs.

L'année 2019 n'est pas différente de celle 2018 en termes d'actions des différents acteurs de lutte contre la corruption.

Au niveau de l'Exécutif, à l'exception de la continuité des actions de sensibilisation, les analyses font état d'un exécutif impuissant et en manque de volonté politique dans la lutte contre la corruption.

Dans l'exercice de sa mission de contrôle de l'action gouvernementale, l'Assemblée nationale a toutefois mis en place des Commissions d'enquêtes parlementaires et Missions d'informations parlementaires.

La justice, quant à elle, s'est organisée en pôles judiciaires spécialisés

dans la répression des infractions économiques et financières et a instruit plusieurs dossiers dont quelques-uns ont été jugés ou sont en cours de jugement. Elle reste toujours un des maillons faibles du dispositif national de lutte contre la corruption.

Les structures de contrôle, principalement l'ASCE-LC, la Cour des Comptes, l'ARCOP et la CENTIF de par leur fonctionnement et leurs actions donnent l'impression d'être réduits à la pratique de routine ou à l'incapacité d'exercer l'entièreté de leurs prérogatives.

Les actions des organisations de la société civile restent dominées par celles du REN-LAC et des médias qui au cours de l'année 2019, ont poursuivi leurs actions de dénonciation, de plaidoyer, de sensibilisation et d'information des citoyens sur les méfaits des pratiques corruptrices.

L'année 2019 a été l'image fidèle des années précédentes, celle d'accompagnement et d'encouragement de la corruption par l'exécutif au grand dam des populations burkinabé, à l'impuissance des structures administratives et de régulation, et à la colère des acteurs non-étatiques de lutte anti-corruption.

INTRODUCTION

Le rapport annuel sur l'état de la corruption au Burkina Faso est un examen critique que le REN-LAC fait sur la gouvernance dans notre pays. L'opinion des populations sur les faits et pratiques de corruption, les actions des acteurs étatiques et non étatiques face au fléau de la corruption, constituent le socle de cet examen.

La dix-neuvième édition du rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso a été produite dans un contexte international et africain marqué par l'ampleur toujours répandue des faits et pratiques de corruption. Face à cette situation de corruption ambiante, des acteurs restent mobilisés et des efforts sont observés dans certains pays. Ainsi, en décembre 2019, alors que les enquêtes sur les allégations de corruption progressaient, un tribunal angolais a ordonné le gel des avoirs de Isabel Dos Santos, la fille de l'ancien président angolais connue comme « la femme la plus riche d'Afrique ». De même, au cours de l'année 2019, il a été ouvert le procès pour corruption de deux anciens premiers ministres algériens, ainsi que d'autres ex-hauts dirigeants politiques et de grands patrons du secteur automobile. Ces actions dirigées contre ceux qu'on considérait comme des *“intouchables”* fondent l'espoir dans la lutte contre la corruption et la mal gouvernance en Afrique.

Le contexte national de l'édition du rapport 2019 a été fortement caractérisé par des conditions singulièrement difficiles : défi terroriste, exactions et massacres en masse de populations civiles, pré-campagnes électoralistes permanentes sur fond de réconciliation nationale, etc., auxquels s'ajoutent le développement de la corruption et des pratiques de mal gouvernance.

Le rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso a eu pour objectifs de décrire en 2019 la perception des populations des principales villes du pays, de l'ampleur et de l'évolution de la corruption, et d'analyser d'une part, les actions de lutte anticorruption des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, et des structures administratives de contrôle, et d'autre part, celles du Réseau

national de Lutte Anticorruption (RENLAC) et des médias. Il comprend les deux parties suivantes : 1) méthodologie de l'étude ; 2) résultats de l'étude

PREMIERE PARTIE :

METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Deux approches méthodologiques ont été menées en vue de rédiger le rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso : une pour l'enquête d'opinion et l'autre pour la revue documentaire.

1.1. Méthodologie de l'enquête

La réalisation du sondage 2019 s'est effectuée suivant une méthodologie basée sur la méthode des quotas qui permet de faire en sorte que la structure de l'échantillon soit similaire à celle de la population toute entière, selon un certain nombre de critères préalablement choisis. Le sondage de 2019 a consisté à l'administration d'un questionnaire de sondage à partir d'un support électronique. Le questionnaire a été conçu sur la Plateforme *Survey solutions* et déployé sur des smartphones pour collecter les données. Un guide d'entretien a aussi été utilisé pour approfondir les expériences de corruption.

1.1.1. Le cadre, la population et les variables de l'étude

Le sondage 2019 a couvert tous les 13 chefs-lieux des régions administratives du Burkina Faso et la ville de Pouytenga (située dans la région du Centre-Est). Le choix de ces quatorze (14) villes est lié au fait qu'elles constituent, non seulement des centres d'animation administrative et politique, mais également des lieux de concentration des populations et des activités socioéconomiques. La population enquêtée âgée de 18 ans et plus, sans distinction de sexe, de catégorie socioprofessionnelle, de nationalité ou de durée de séjour dans lesdites villes.

Les variables d'intérêt pour cette enquête sont essentiellement la perception des populations sur l'ampleur de la corruption, son évolution ainsi que les expériences de corruption vécues.

1.1.2. L'échantillonnage et l'échantillon

Dans le cadre de cette enquête, un plan d'échantillonnage par quota marginal, basé sur les données du Recensement Général de la Population

et de l'Habitat 2006 (RGPH 2006) a été utilisé. Cette méthode part de l'hypothèse que la structure de l'échantillon est une photo-réduction de celle de la population cible.

Cette méthode non probabiliste de choix des enquêtés a été renforcée par des tirages aléatoires des Zones de Dénombrements (ZD). L'option aléatoire permet d'avoir des résultats proches de la stratification proportionnelle à la taille qui est une méthode probabiliste couramment utilisée.

D'abord, des Zones de dénombrement (ZD) ont été aléatoirement sélectionnées dans chacune des villes d'enquête. Ensuite, ces ZD ont été utilisées pour identifier les secteurs d'enquête. Enfin, dans chaque secteur, des quotas ont été appliqués en tenant compte du sexe, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle.

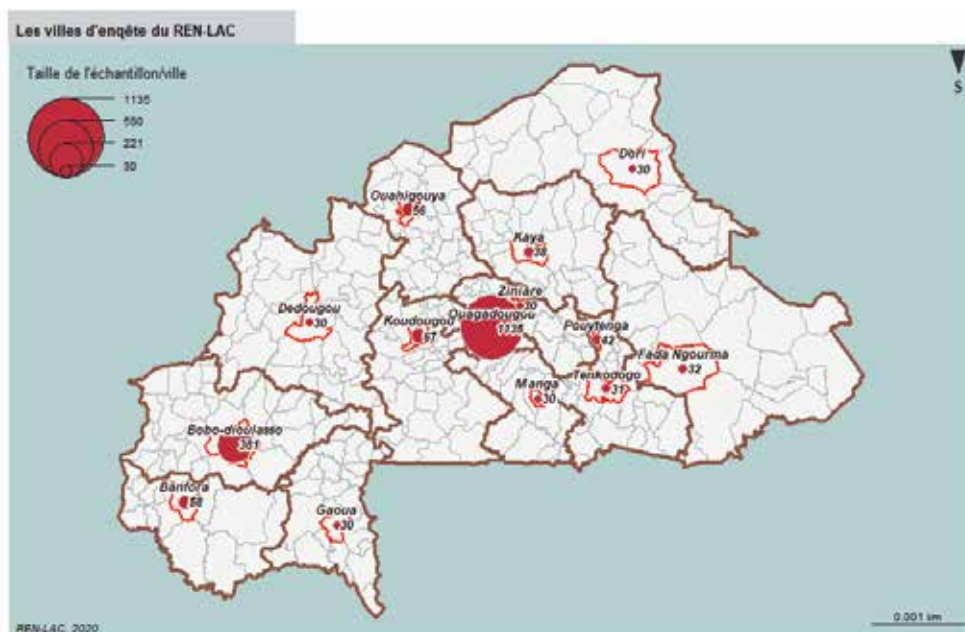
La répartition de l'échantillon par ville d'enquête a été faite au prorata de la taille de la population de celle-ci. Dans chaque ville, la collecte des données a suivi un itinéraire prédéfini.

Les enquêteurs n'ont réalisé leurs interviews qu'auprès des personnes situées sur ledit itinéraire et cela, en fonction du quota qui leur a été affecté. Pour le respect des quotas, il a été imposé à chaque enquêteur la démarche suivante :

- définir un point central dans le secteur d'enquête;
- à partir du point central retenu, diviser le secteur en quatre (04) cadrans à l'aide des axes cardinaux puis, dans chaque cadran, interviewer le quart de l'échantillon de la ville d'enquête (1/4 par axe ou cadran) ;
- le choix des enquêtés par ménage (ou porte à porte) est fait de la façon suivante : la première interview a été réalisée aléatoirement auprès d'une personne choisie parmi les

premiers individus rencontrés, puis chaque cinquième individu rencontré pour les interviews subséquentes, en vérifiant toujours l'éligibilité de l'enquêté. L'enquête a concerné mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) personnes soit un taux de couverture de 99,5%.

La carte ci-dessous présente la taille de l'échantillon par ville d'enquête.



1.1.3. Les techniques et les outils de collecte des données

La collecte des données a été effectuée au moyen de l'administration d'un questionnaire (**Annexe 1**) sur support électronique auprès des personnes cibles. Ce questionnaire a été conçu en utilisant Survey Solutions¹ et déployé sur des smartphones pour collecter les données.

L'administration de ce questionnaire a permis d'identifier des acteurs directs ou témoins d'actes de corruption à enquêter par entretien semi-directif à l'aide d'un guide d'entretien (**Annexe 2**). Les informations issues de ces entretiens ont permis d'illustrer des expériences de corruption vécues par des enquêtés.

1 « Survey Solutions » est un outil constitué d'un ensemble d'applications web développé par la Banque Mondiale pour faciliter les opérations de collectes de données assistée par ordinateur (CAPI)

1.1.4 Le travail d'enquête de terrain

Des lettres ont été préalablement adressées aux responsables des différentes administrations publiques et parapubliques des villes d'enquête pour annoncer le sondage et solliciter leur collaboration. Chaque enquêteur était porteur d'une accréditation justifiant son rôle dans la réalisation du sondage.

La collecte des données s'est effectuée du 09 au 20 novembre 2019. Elle a été assurée par 5 équipes composées chacune de trois (03) à cinq (05) enquêteurs et d'un superviseur. Ces équipes ont travaillé sous la direction d'une équipe de coordination, basée au siège du REN-LAC.

Au total, c'est dix-huit (18) enquêteurs, (05) superviseurs et deux (02) coordonnateurs qui ont assuré la collecte des données. Ils ont d'abord été formés sur la méthodologie de l'enquête et des outils de collecte, ensuite une enquête test (pré-test) a été réalisée dans la ville de Ouagadougou. Ce pré-test, réalisé le 06 novembre avait pour but de tester l'ensemble du dispositif de collecte et de traitement des données. Enfin, les enquêteurs et les superviseurs ont été déployés sur le terrain pour la collecte des données.

1.1.5. Le traitement et l'analyse des données

Toutes les analyses et validations des données ont été effectuées grâce aux logiciels spécialisés dans l'analyse des données d'enquête, STATA 14, R et Excel. Les données ont été apurées à partir du programme préalablement conçu. Cela a permis de déceler les incohérences et de procéder à leur correction.

L'analyse des données d'enquête a premièrement consisté, à décrire d'abord les caractéristiques socioprofessionnelles des enquêtés, ensuite la perception par ces enquêtés, de l'ampleur et de l'évolution des faits et pratiques de corruption, ainsi que les expériences qu'ils ont vécues en matière de corruption au cours de l'année 2019. L'analyse des données s'est également efforcée à rechercher d'éventuelles relations entre les caractéristiques des

enquêtés et les différentes modalités de leur perception de la corruption.

Deuxièmement, l'analyse des données a permis de faire un classement des services perçus vulnérables à la corruption par les enquêtés au cours de l'année 2019. Le nombre de cas de corruption dans un service, rapporté au nombre total d'utilisation dudit service au cours de l'année 2019 a été le critère central de classement des services. Les services des administrations soumis au classement sont ceux qui ont connu au moins 30 utilisations par des enquêtés pendant l'année 2019 et ont enregistré au moins un cas de corruption active ou passive.

1.1.6. Les questions d'éthique et la protection des sources d'information

La collecte des données a nécessité la sollicitation d'informations personnelles des enquêtés. Aussi, les personnes incluses dans l'enquête d'opinion sont-elles des personnes majeures susceptibles de donner un consentement éclairé. Le traitement et l'analyse des données collectées ont été effectués tout en ayant le souci du respect des questions d'éthique et de protection des enquêtés. La présentation des résultats de l'enquête a été faite sans laisser la possibilité d'identification des individus ayant fourni les informations au cours de l'enquête.

1.2. Méthodologie de l'élaboration de l'état de la lutte anti-corruption

Une collecte documentaire auprès des institutions étatiques et non étatiques a permis de rendre compte de leurs actions de lutte anticorruption.

Elle a consisté en une revue des articles de presse et des rapports publiés par différentes institutions et Organisations de la Société civile au cours de l'année 2019. Grâce à une clé de lecture des publications, la revue documentaire a été structurée de sorte à donner un aperçu synoptique des actions menées par les différentes catégories d'acteurs (étatiques et non étatiques). Puis, une analyse critique desdites actions a été faite.

En outre, un focus sur certaines affaires de corruption rapportées a été fait. Il a concerné le traitement des dossiers des fonctionnaires, les détournements de vivres destinés aux déplacés internes et les tracasseries au niveau des opérations de renouvellement de carte grise, de permis de conduire à la Direction générale des transports terrestre et maritime (DGTMM).

L'analyse s'est appesantie sur les procédures de délivrance des services. Une revue documentaire, surtout au niveau des médias a permis de mettre en évidence les mauvaises pratiques auxquelles sont confrontés les usagers des services publics.

DEUXIEME PARTIE :

RESULTATS DE L'ETUDE

2.1. Résultats du sondage

2.1.1. Les caractéristiques de l'échantillon

Le sondage a porté sur un échantillon de 1990 personnes dont 49,3% de femmes. Ce pourcentage varie de 53,6% à Ouahigouya à 46,7% à Dori et à Ziniaré. La population est essentiellement jeune (**Tableau I**).

Tableau I: répartition des enquêtés par ville

Ville d'enquête	Nombre (%) d'enquêtés de sexe féminin
Banfora	58 (50,0)
Bobo Dioulasso	381 (49,3)
Dédougou	30 (50,0)
Dori	30 (46,7)
Fada N'Gourma	32 (53,1)
Gaoua	30 (50,0)
Kaya	38 (50,0)
Koudougou	67 (52,2)
Manga	30 (50,0)
Ouagadougou	1135 (48,8)
Ouahigouya	56 (53,6)
Pouytenga	42 (47,6)
Tenkodogo	31 (51,6)
Ziniaré	30 (46,7)
Total	1990 (49,3)

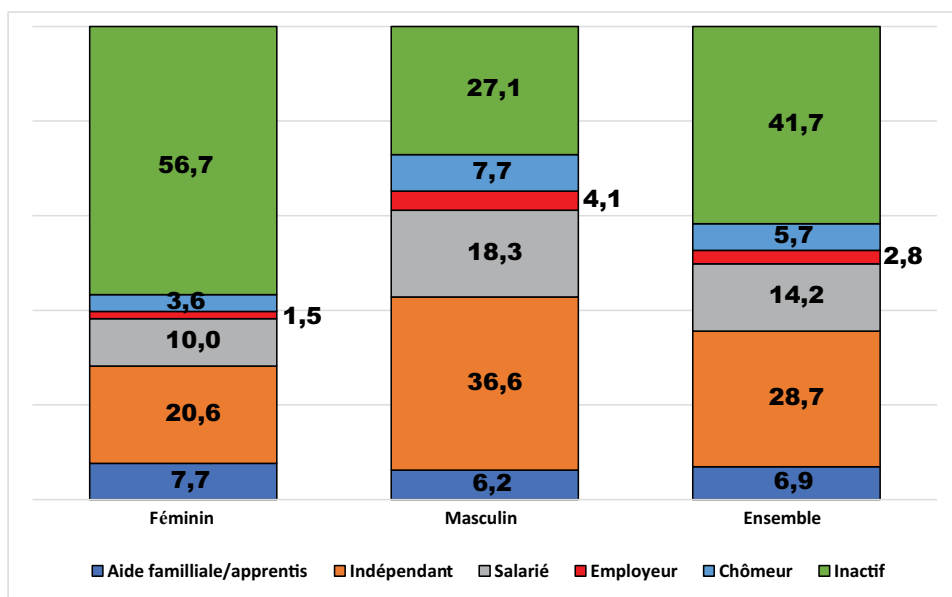
Plus de la moitié (54,7%) des enquêtés ont entre 18 et 35 ans ; l'âge moyen des enquêtés est de 35 ans, avec 33 ans chez les femmes et 37 ans chez les hommes).

Les enquêtés scolarisés constituent la plus grande proportion (75,2%) de l'échantillon. Parmi ces derniers, 30%, 50,1% et 19,9% ont respectivement

les niveaux primaires, secondaires et universitaires.

En outre, 1061 enquêtés sont actifs soit 58,34% de l'échantillon total. Les principales CSP rencontrées au sein des actifs sont les indépendants (49,2%), les salariés (24,4%) et les chômeurs en quête du premier emploi (9,7%). Les inactifs quant à eux sont constitués essentiellement d'occupés au foyer/ménagères (51,2%), d'élèves et étudiants (29,4%).

Le graphique 1 présente les principales caractéristiques socio-économiques des enquêtés.

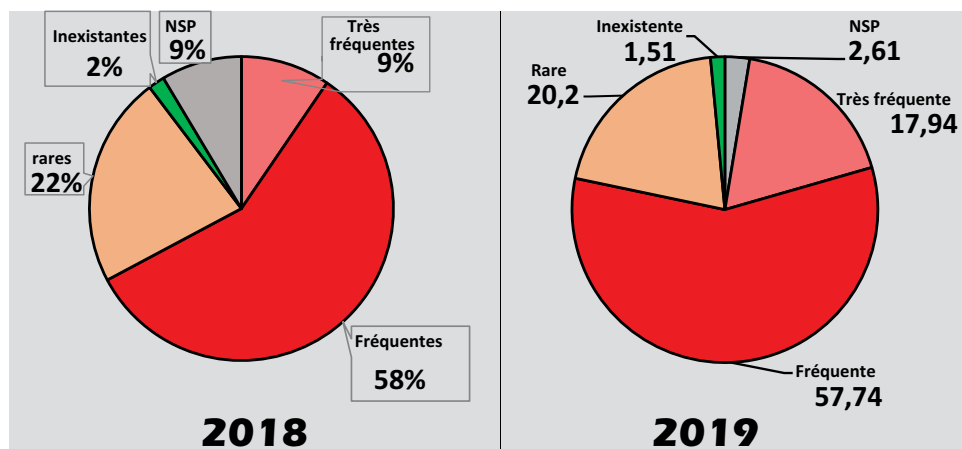


Graphique 1: répartition des enquêtés (en %) par CSP

2.1.2. La perception de la corruption par les enquêtés

2.1.2.1. La perception de la corruption au Burkina Faso

La fréquence de la corruption perçue par les populations, est toujours en augmentation. Plus de trois quart (75,7%) des personnes estiment que la corruption est fréquente, voire très fréquente. Cette proportion était de 67,2% en 2018, soit une augmentation de huit (08) points de pourcentage (Graphique 2).



Graphique 2: perception de la fréquence de la corruption en 2019

Des enquêtés ont diversement justifié leur perception de la fréquence de la corruption. Le tableau II présente quelques commentaires relatifs à la fréquence de la corruption.

Tableau II: points de vue des enquêtés relatifs à leur appréciation de l'importance de la corruption dans des villes du Burkina en 2019

Très fréquente ou fréquente	Rare	Inexistante
<p>1. La corruption est devenue l'essence de toute activité au Burkina. De nos jours elle est comme une culture, une habitude dont il est difficile de s'en défaire. En 2019 j'en ai été victime lors des contrôles sur les axes routiers et aussi témoin (Indépendant de 46 ans à Ouagadougou)</p>	<p>1. La corruption est rare parce que lorsqu'on part chercher nos marchandises, c'est rare qu'on voit des cas de corruption, juste une fois en passant on nous demande de donner l'argent (un indépendant de 32 ans à Dédougou)</p>	<p>1. La corruption est inexistante car au cours de l'année 2019 je n'ai pas été victime de corruption et personnes ne m'en a parlé également (un indépendant de 43 ans à Dori)</p>

<p>2. C'est une pratique qui gagne du terrain vu que tout le monde veut avoir rapidement l'argent. Cette année, elle se fait presque au quotidien dans les services publics, en circulation, etc. (Etudiante de 25 ans à Dédougou).</p>	<p>2. On entend quelque fois qu'il y'a de ces services où il y'a la corruption, mais ni moi ni mes proches n'ont été victimes malgré qu'on utilise les services publics. Donc je dirai que c'est rare (un indépendant de 37 ans à Koudougou).</p>	<p>2. Je vais dans les administrations publiques mais je n'ai jamais croisé ces cas (une indépendante de 38 ans à Bobo-Dioulasso).</p>
<p>3. La corruption est fréquente parce qu'il est impossible de se rendre dans un service sans qu'on ne te demande de l'argent en échange d'un service, que ça soit à l'hôpital ou à la police (Indépendant de 42 ans à Koudougou)</p>	<p>3. Elle est rare parce que les gens ne le font pas ouvertement. Souvent ils ont envie de la faire mais comme c'est beaucoup critiqué, ils ont peur de le faire. (Un occupé au foyer¹ de 36 ans à Bobo-Dioulasso).</p>	<p>3. Je n'ai ni entendu parler ni été victime et même pas été témoin d'acte de corruption (un occupé au foyer de 23 ans à Ziniaré).</p>
<p>4. Tous les secteurs publics sont de plus en plus dans cette pratique. Beaucoup d'agents pratiquent la corruption pour compléter leur salaire surtout cette année avec la vie chère (Un fonctionnaire de 43 ans à Ouahigouya).</p>	<p>4. Il y a toujours quelques cas de corruption mais à mon avis c'est rare, il y a des services qui n'en font plus (un occupé au foyer de 30 ans Ouahigouya).</p>	<p>4. Elle est inexistante parce que je n'ai pas entendu parler de ça et je n'ai jamais vécu des cas de corruption (une aide familiale de 20 ans à Ouagadougou).</p>
<p>5. Il est fréquent, que les agents de la fonction publique reçoivent avant ou après traitement de dossier (service censé légal), des offres surtout en nature (une fonctionnaire de 40 ans à Ziniaré).</p>	<p>5. Cette année, je n'ai pas été victime donc la corruption dévient rare. En plus le contexte sécuritaire fait que les agents publics se méfient (un indépendant de 42 ans à Kaya).</p>	<p>5. Vraiment je n'ai pas encore entendu ni rencontré ces genres de situation cette année (un indépendant de 70 ans à Banfora).</p>

Toute personne qui s'occupe exclusivement des travaux ménagers de son propre ménage.

La perception de la fréquence de la corruption varie d'une ville à une autre. Dans 13 des 14 villes d'enquête, plus de la moitié des enquêtés estime que la corruption est fréquente, voire très fréquente. Cette proportion est la plus élevée dans la ville de Ouahigouya (80,4%) et la plus faible dans celle de Ziniaré (43,3%). (**Tableau III**).

Tableau III: perception de la fréquence de la corruption par ville d'enquête

Ville d'enquête	Pourcentage des enquêtés selon l'appréciation de la corruption :			
	<i>Très fréquente ou fréquente</i>	<i>Rare</i>	<i>Inexistante</i>	<i>NSP</i>
Banfora	62,1	20,7	3,5	13,8
Bobo-Dioulasso	74,8	20,0	2,4	2,9
Dédougou	73,3	26,7	0,0	0,0
Dori	60,0	26,7	10,0	3,3
Fada N'gourma	56,3	34,4	0,0	9,4
Gaoua	66,7	33,3	0,0	0,0
Kaya	52,6	39,5	5,3	2,6
Koudougou	73,1	22,4	0,0	4,5
Manga	70,0	26,7	3,3	0,0
Ouagadougou	80,2	17,2	0,6	2,0
Ouahigouya	80,4	17,9	0,0	1,8
Pouytenga	64,3	26,2	9,5	0,0
Tenkodogo	71,0	29,0	0,0	0,0
Ziniaré	43,3	46,7	6,7	3,3
Ensemble	75,7	20,2	1,5	2,6

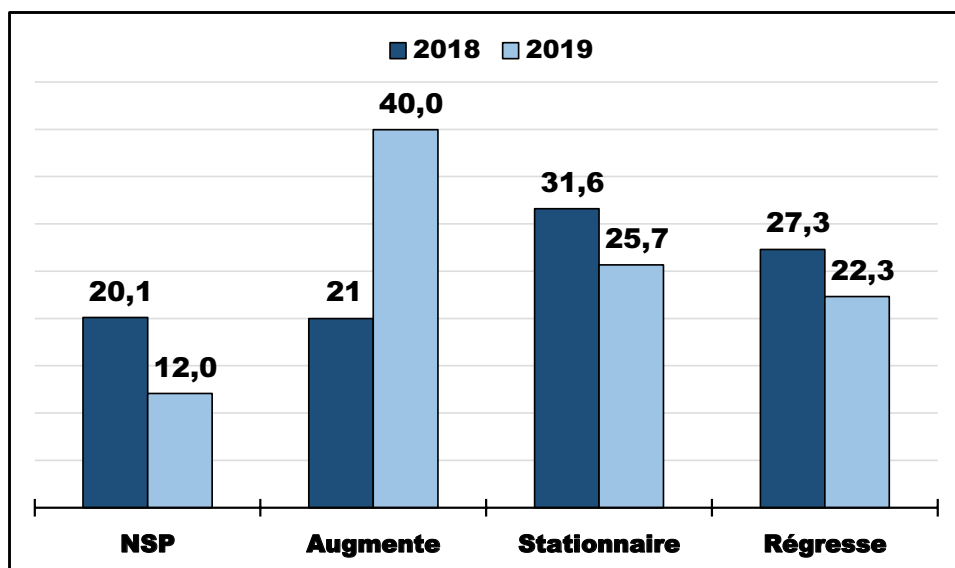
La corruption est perçue fréquente ou très fréquente :

- par 79,4% des personnes économiquement actives et 70,4% par les inactives ;
- par 79,9% des personnes scolarisées et 63,0% des non scolarisées ;

- par 80,7% des enquêtés de sexe masculin et 70,5% de ceux de sexe féminin. Cette différence de proportion pourrait s'expliquer par le fait qu'il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes qui sont en contact avec les services. Sur les 20 services classés, c'est seulement dans deux services (santé, action sociale) que la proportion des femmes dépasse celle des hommes (**Annexe 3**).

2.1.2.2 La perception de l'évolution de la corruption : corruption en hausse par rapport à 2018

La corruption est non seulement fréquente, mais également en augmentation par rapport à l'année précédente pour 40,0% des enquêtés ; cette proportion était seulement de 21,0% en 2018. Quant à ceux qui estiment qu'elle a régressé, la proportion est passée de 27,3% à 22,3% (**Graphique 3**).



Graphique 3: Répartition (%) des enquêtés selon leur perception de l'évolution de la fréquence de la corruption de 2018 – 2019

Diverses raisons ont été avancées par les enquêtés pour justifier leurs opinions en rapport avec l'évolution de la corruption. Ces raisons sont fondées d'une part, sur les expériences vécues et d'autre part, sur les révélations de la presse en rapport avec des pratiques de corruption dans les services publics (Tableau IV)

Tableau IV: raisons avancées par des enquêtés pour justifier l'évolution de la corruption au Burkina entre 2018 et 2019

Progresse	Stagne	Régresse
<p>1. La situation s'empire. Parce que tous les services où il n'y avait pas de corruption on entend qu'il commence en avoir dans la fonction publique, les marchés publics c'est grave. On entend que si ton dossier est retenu, il faut payer les agents (Un employeur de 60 ans à Dédougou).</p>	<p>1. Je ne vois pas de changement dans l'ampleur de la corruption entre 2018 et 2019. Elle a pratiquement intégré les habitudes des agents et des usagers également (Une indépendante de 22 ans à Bobo-Dioulasso).</p>	<p>1. La corruption a régressé cette année par rapport à l'année dernière parce que les gens craignent d'être arrêtés et voir leur nom terni un peu partout (Un rentier de 62 ans à Dédougou).</p>
<p>2. la corruption a augmenté, avant lorsque je faisais venir mes marchandises je ne souffrais pas trop, maintenant à chaque contrôle il faut payer de l'argent (Un indépendant de 35 ans à Koudougou).</p>	<p>2. Le niveau de la corruption est resté inchangé de l'année dernière à aujourd'hui. Chaque fois que j'emprunte la route de Seytenga pour des achats au Niger, la corruption est systématique au niveau du poste de contrôle de la frontière. Que ce soit en 2018 ou en 2019, j'ai été victime de corruption lors du contrôle routier entre Seytenga et le Niger (Un indépendant de 60 ans à Dori).</p>	<p>2. Chacun a peur de pratiquer la corruption comparativement à l'année dernière car cette année l'on ne tarde pas à dénoncer les faits leur nom terni un peu partout (Un étudiant de 25 ans à Koudougou).</p>

Progresse	Stagne	Régresse
<p>3. La corruption augmente car la population elle-même encourage les agents de l'administration publique à pratiquer la corruption (Une étudiante de 23 ans à Bobo-Dioulasso)</p>	<p>3. Ce sont les mêmes pratiques de corruption auxquelles je suis habitué depuis l'année dernière qui ont toujours cours cette année, donc rien n'a changé (Un indépendant de 40 ans à Ouagadougou).</p>	<p>3. Cette année la corruption a régressé comparativement à l'année précédente. Je pense que chacun fait attention pour ne pas qu'on le prenne pour des faits de corruption (Une ménagère de 43 ans à Ouahigouya).</p>
<p>4. Je pense que la corruption a augmenté cette année parce que maintenant il faut payer pour tout, tu demandes un service on te demande en retour quelque chose or avant ce n'était pas trop comme ça (Un occupé au foyer de 33 ans à Dédougou).</p>	<p>4. Elle n'a ni augmenté ni diminué cette année comparativement à l'année passée puisque rien n'est fait de la part du gouvernement pour lutter contre le phénomène. Les gens ont peur mais ils le font certainement en cachette (Une ménagère 30 ans à Ouagadougou).</p>	<p>4. La corruption a régressé, par rapport à l'année passée parce que, les agents ont pris conscience, ils se méfient, donc ils font leur travail, sans attendre quelque chose en retour (Un Indépendant de 43 ans à Ouagadougou).</p>

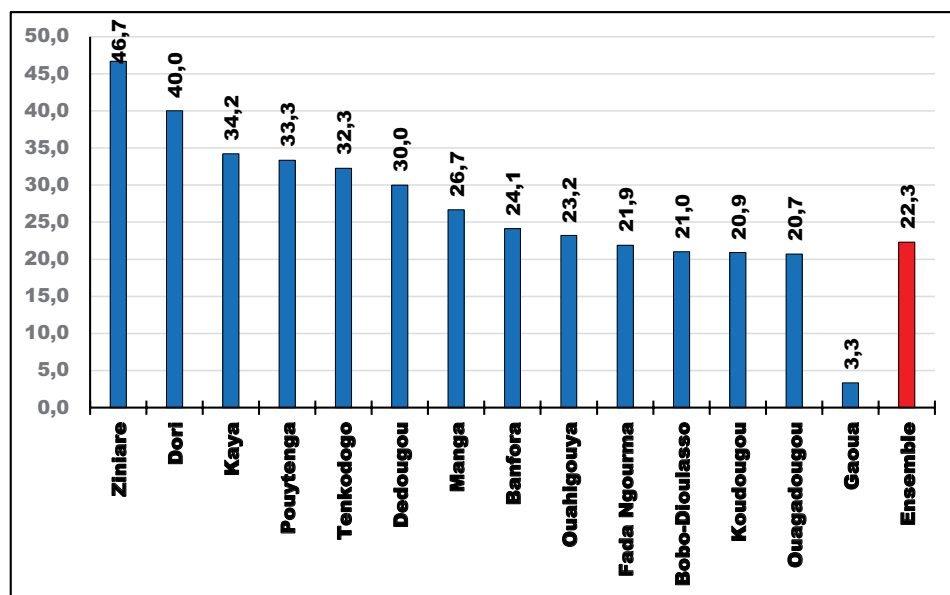
Progresse	Stagne	Régresse
<p>5. la corruption a augmenté parce que l'année dernière lorsqu'on postulait pour les marchés publics on ne demandait pas grand-chose, les dossiers passaient selon ta compétence mais depuis cette année, il faut accompagner son dossier avec une somme d'argent sinon, on ne regarde même pas ton dossier (Un indépendant de 44 ans à Ouagadougou).</p>	<p>5. Le phénomène est resté tel car des agents en services lorsqu'il y'a un changement de personnel les nouveaux venus continuent dans la même lancée de corruption que leurs prédécesseurs donc il n'y a pas de changement (Un employeur de 36 ans à Ouagadougou).</p>	<p>5. Selon moi cette année la corruption a diminué parce que par rapport à l'année passée je n'ai pas été victime de cas de corruption et je n'ai pas non plus été témoins de cas de corruption (Une étudiante de 25 ans à Ouagadougou).</p>

Cette perception de l'évolution de la corruption varie selon le niveau de scolarisation, la nature de l'activité professionnelle, l'âge et le sexe des enquêtés (**Annexe 4**). En effet, le pourcentage des enquêtés qui estiment que la corruption régresse, est le suivant :

- 21,9% chez les scolarisés contre 23,5 % chez les non scolarisés
- 22,8% pour les personnes actives contre 21,6% pour les inactifs ;
- 22,4% chez les jeunes (moins de 24 ans) contre 19,8% chez les plus de 55 ans ;
- 20,4% pour les femmes contre 24,2% pour les hommes.

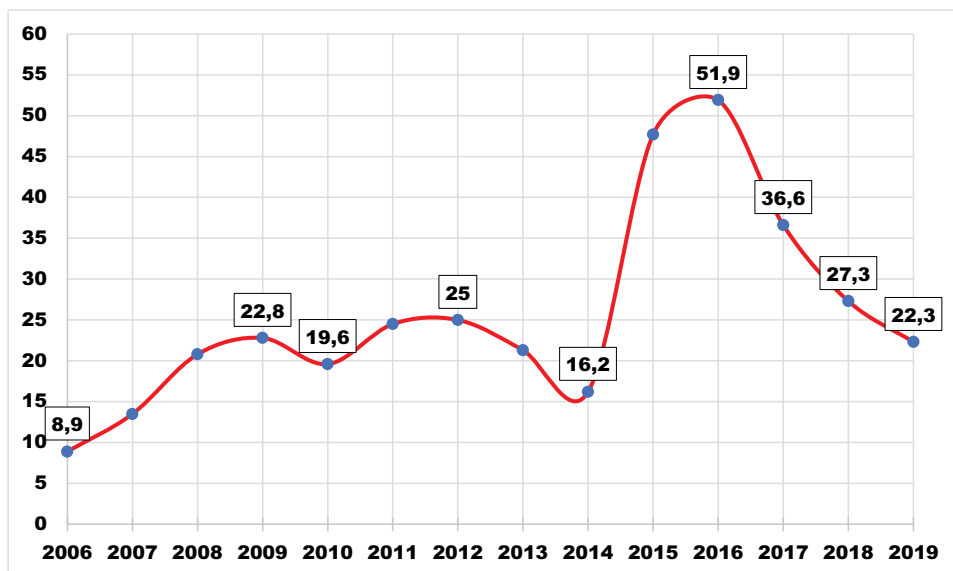
La perception de l'évolution de la corruption a connu une certaine disparité selon la ville d'enquête. Il ressort que dans sept (07) des quatorze (14) villes d'enquête (Gaoua, Ouagadougou, Koudougou, Bobo Dioulasso, Fada N'gourma, Ouahigouya et Banfora), moins d'une personne sur quatre (04) a

estimé que la corruption a baissé par rapport à l'année passée (**Graphique 4**)



Graphique 4: pourcentage des enquêtés selon lesquels la corruption a régressé par ville

Le pourcentage des enquêtés pour lesquels, la corruption a régressé, a connu des tendances variées de 2006 à 2019. Au cours de cette période, la plus forte proportion a été enregistrée en 2016. Contrairement à la période 2014-2016, celle de 2016-2019 a enregistré une forte diminution de la proportion des enquêtés pour qui la corruption régresse au Burkina Faso. En effet, la baisse globale (29,6 points) de pourcentage entre 2016 et 2019 indique que la corruption a amorcé un rythme de progression inquiétante dans notre pays (**Graphique 5**).



Graphique 5: pourcentage d'enquêtés percevant une régression de la corruption au Burkina Faso de 2006 à 2019

Ce constat traduit le sentiment de désillusion des citoyens. L'espoir nourri avec l'avènement du régime MPP s'est complètement effondré. Les nombreuses malversations, doublées du manque d'exemplarité de certaines autorités dans leurs gestions des affaires de l'Etat ont contribué à renforcer le sentiment des populations que la corruption est érigée en mode de gouvernance. Cela traduit à souhait l'impuissance du pouvoir actuel à apporter des réponses claires aux fortes attentes des Burkinabè en matière de lutte contre la corruption. D'où la nécessité pour les acteurs de la lutte contre la corruption de renforcer les actions de luttes pour infléchir la progression du fléau.

2.1.3. Les expériences de corruption vécues par des enquêtés

Des enquêtés ont été confrontés au phénomène de la corruption en tant qu'acteurs directs ou indirects au cours de l'année 2019.

2.1.3.1. Les expériences d’octroi d’avantage indu à un agent public

Quatre cent treize (413), soit 20,8% des 1990 enquêtés ont affirmé avoir personnellement offert au moins une rétribution illégale à des agents publics en échange d’un service non soumis à paiement qu’ils ont sollicité auprès des administrations publiques ou parapubliques. Ce pourcentage est en augmentation de 4,8 points par rapport à celui de 2018. Le pourcentage de personnes ayant offert des rétributions illégales est de 26,5% parmi les enquêtés de sexe masculin et de 14,9% chez les enquêtés de sexe féminin (**Tableau V**). Il augmente avec le niveau d’éducation et du statut d’actif. Quant à sa répartition spatiale, il est le plus élevé à Bobo Dioulasso 24.1% et à Ziniaré 3.3%. (**Annexe 5**)

Tableau V: répartition des enquêtés ayant personnellement fait une expérience de corruption selon le sexe et le statut d’occupation

Désignations	<i>Pourcentage d’enquêtés ayant offert personnellement une rétribution illégale</i>	<i>Effectif global</i>
Sexe		
Féminin	14,9	981
Masculin	26,5	1009
Statut d’activité		
Indépendant	26,6	571
Aide familiale/apprenti	17,4	138
Salarié	27,6	283
Employeur	30,4	56
Chômeur	23	113
Inactif	14	829
Total	20,8	1990

Trois principaux services de l’administration publique ont enregistré des nombres plus élevés d’offres de rétributions illégales par les usagers : services de la Police municipale (164), services de la Police nationale (152) et les services de la Santé (60).

L'agent public a sollicité de l'utilisateur du service, une rétribution illégale dans 57,9% des cas ; l'utilisateur a offert de sa propre initiative une rétribution illégale à l'agent public dans 43,8% des cas et un intermédiaire est intervenu pour mettre en relation l'utilisateur et l'agent public dans 5,1% des cas (**Annexe 6**).

L'encadré 1 présente quelques récits sur les circonstances au cours desquelles des enquêtés ont personnellement payé des rétributions illégales à des agents publics.

Encadré 1 : quelques récits sur les circonstances au cours desquelles des enquêtés ont personnellement payé des rétributions illégales à des agents publics

Cas 1 : La douane de Tenkodogo m'a pris avec trente (30) sacs de sucre dans ma voiture. Par intervention de l'association des commerçants de Pouytenga, j'ai offert cinq cent mille (500 000) francs CFA à notre responsable de l'association pour gérer la situation. Finalement, l'agent a remis ma voiture sans le sucre. J'ai remis les 500 000F sans un reçu, (Employeuse de 39 ans à Pouytenga).

Cas 2 : Au cours de cette année, j'ai eu un contrat de pause-café au niveau d'un ministère dans le cadre d'une formation. C'est après cela que trois agents dudit ministère sont venus successivement me voir. Le DAF m'a demandé deux cent (200 000) CFA, le chargé des appels d'offres m'a demandé vingt-cinq mille (25 000) francs et le gestionnaire des salles, dix mille (10000) francs CFA. En tout j'ai été contraint de remettre deux cent trente-cinq mille (235 000) francs CFA puisque je craignais de ne plus avoir de marché ou que mon chèque ne traîne là-bas., (Indépendant de 32 à Ouagadougou).

Cas 3 : En juin 2019, mon papa est décédé et on a amené le corps à la morgue d'un CHR et l'agent de santé de la morgue m'a prescrit une liste de produits à payer, ceux que j'ai eus ont coûté vingt-huit mille (28 000) francs CFA. L'agent a complété les produits qui manquaient et m'a fait payer la somme de cent mille (100 000) francs CFA sans reçu (Salarié de 28 ans à Gaoua).

Cas 4 : En Février 2019, je suis allé à la CARFO de Bobo pour mes problèmes de pension de retraite et ma rente d'incapacité car je gagnais uniquement la pension de retraite mais pas la rente d'incapacité qui devait s'ajouter ...et c'est là qu'un agent me propose de donner 25 000FCFA pour qu'il règle ce problème le plus tôt possible. J'étais obligé après négociation de payer 15 000FCFA pour que ce problème soit résolu. (Retraité de 65 ans à Bobo-Dioulasso).

Cas 5 : Au début de l'année 2019, les agents du service de recouvrement des impôts ont fermé mon entreprise de pressing pour un non-paiement de frais d'impôt. Or la loi n°012-2010/AN du 01/04/2010 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées, m'épargne des charges d'imposition pour cause de handicap. Je leur ai fait part de cette loi malgré tout, j'étais obligé de les remettre la somme de dix mille (10 000) francs CFA qu'ils ont encaissée sans quittance. (Indépendant de 40 ans à Kaya).

Les rétributions illégales sont en numéraire dans 97,6% des cas. Les rétributions en nature n'ont représenté que 2,4%. Le montant cumulé des rétributions illégales que les enquêtés ont personnellement offert est estimé à environ cinq millions cent quarante-quatre mille neuf-cents (5 144 900) francs CFA avec des montants extrêmes allant de cinq cents (500) francs CFA et six cents mille (600 000) francs CFA.

2.1.3.2. Les expériences d'acceptation ou de sollicitation de rétributions illégales

Sur cent soixante-un (161) agents publics enquêtés, seuls neuf (09) dont quatre (04) de sexe féminin, ont déclaré qu'ils ont accepté une rétribution illégale au cours de l'année dans le cadre de leurs services. Ces neuf (09) agents publics proviennent des villes de Dori, Pouytenga et Ziniaré (01 agent par ville), de Bobo Dioulasso (02 agents) et de Ouagadougou (04 agents). Cinq (05) de ces agents ont un niveau universitaire.

Huit (08) des neuf (09) agents ont reçu au moins une fois des rétributions en numéraire. Les montants extrêmes varient de cinq cent à vingt-cinq mille (500 à 25 000) FCFA avec une somme totale estimée de soixante-seize mille quatre cent (76 400) francs CFA. Les agents qui acceptent témoigner, estiment qu'ils ont été contraints à accéder à l'offre de rétributions illégales pour diverses raisons. Les neuf (09) agents ont indiqué que c'est essentiellement sur insistance des usagers qu'ils ont accepté la (les) rétribution(s) illégale(s). Et pourtant, les agents ont fait fi par ignorance ou à dessein, du fait qu'ils ne doivent pas accepter ces rétributions selon la législation anticorruption.

Certains enquêtés ont expliqué les conditions dans lesquelles ils ont reçu des rétributions illégales dans l'exercice de leur fonction (Encadré 2).

Encadré 2 : quelques expériences de réception ou de sollicitation de rétributions illégales

Cas 1 : « C'était au CSPS de Sacabi (Bobo Dioulasso). L'utilisateur était satisfait du service rendu et il m'a fait une rétribution de trois mille (3000) francs CFA » (Une infirmière de 37 ans dans la ville de Bobo-Dioulasso) :

Cas 2 : « un patient m'a envoyé des unités Mobicasch pour 1000f après que je l'ai soigné dans mon service de santé dans le mois de février 2019. Aussi j'ai soigné l'enfant d'un commerçant qui souffrait d'un paludisme dans le mois de septembre. Quelques jours après le commerçant et moi, on s'est retrouvés dans un maquis et il a payé à boire d'un montant de 2400 FCFA pour moi et mes amis » (Un agent de santé âgé de 32 ans dans la ville de Dori).

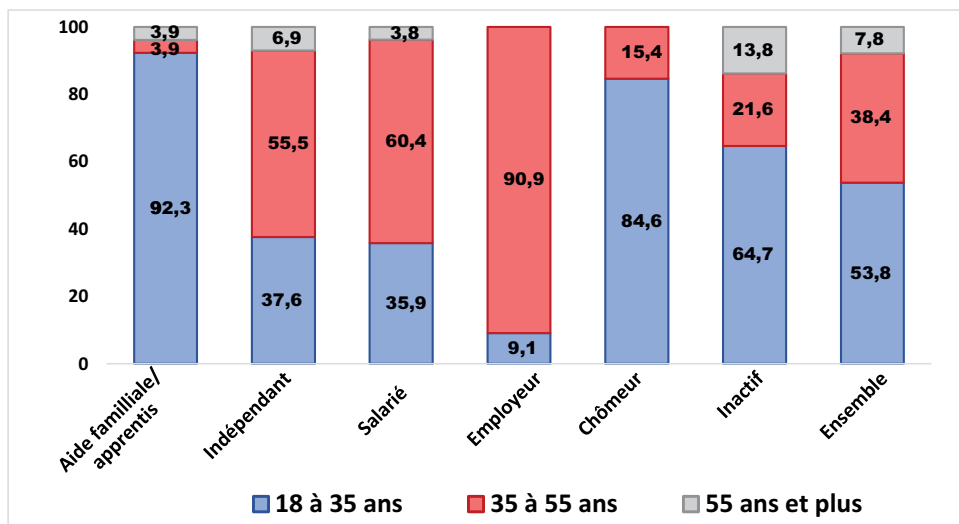
Cas 3 : « Dans le mois de mai un artiste est venu auprès de notre service pour retirer sa subvention. Il a mis 10 000 F CFA dans une enveloppe puis me donner. L'artiste dit qu'il est très content de notre accueil. Aussi j'ai reçu au moins 3 fois 2000 F CFA d'unités de recharge téléphonique de la part des artistes qui viennent solliciter notre service » (Une employée âgée d'une quarantaine d'année, salariée résidente à Ouagadougou).

2.1.3.3. Les témoins d'actes de corruption

Trois cent trente-trois (333) enquêtés, soit 16,7% des enquêtés, ont déclaré être témoins d'actes de corruption (offre et/ou acceptation de rétributions illégales) dans les administrations publiques et parapubliques au cours de l'année 2019.

Parmi les enquêtés témoins d'actes de corruption, les femmes représentent 42,9%. En outre, il y a plus de témoins jeunes (53,8%) que de personnes âgées

(7,8%), et plus de personnes actives (65,2%) que d'inactives. Le graphique 6 représente une répartition des témoins selon la tranche d'âge et les catégories socio-professionnelles.



Graphique 6:répartition des témoins d'actes de corruption selon la tranche d'âge et la catégorie socio-professionnelle

La proportion des témoins d'actes de corruption varie selon la ville d'enquête, le niveau de scolarisation et le statut d'occupation. Elle est de :

- 37,3% pour la ville de Koudougou contre 7,6% pour la ville de Bobo Dioulasso ;
- 25,6% chez les enquêtés ayant le niveau universitaire contre 9,1% pour les non scolarisés ;
- 23,2% au niveau des chômeurs contre 13% chez les inactifs.

Au total 394 témoignages d'actes de corruption ont été énumérés par les 333 enquêtés témoins. 61% de ces témoignages ont concerné les forces de sécurité intérieure. Ces rétributions illégales ont eu lieu principalement dans cinq (05) services des administrations publiques ou parapubliques. Le **tableau VI** présente une répartition du nombre de témoignages relatés dans les principaux services concernés.

Tableau VI: répartition des enquêtés témoins par service

Services administratif	Nombre de témoins d'offre / acceptation de rétributions illégales
POLICE MUNICIPALE	100
POLICE NATIONALE	93
POLICE	43
SANTE	41
MENA-PLN	27
MAIRIE	25
DGTTM	12
JUSTICE	8
TRESOR/SOLDE	7
GENDARMERIE	5
IMPOTS/DOMAINE	4
AUTRES SERVICES	29
TOTAL	394

L'agent public, l'utilisateur et un intermédiaire ont suscité l'acte de corruption selon, respectivement 67,9%, 28,5% et 4,8% des témoins. Seulement 6,0% des témoins n'ont pas été en mesure d'identifier l'initiateur de la corruption (**Annexe 7**).

La quasi-totalité des rétributions (89,5%) ont été en numéraires contre 1,1% pour les rétributions en nature. La nature des rétributions n'a pas été précisée dans 9,9% des cas.

Les montants des transactions financières varient de cinq cent francs à trois millions (500 à 3 000 000) francs CFA. La somme totale payée selon les témoignages a été de sept millions quatre cent vingt un mille cinq cents (7 421 500) francs CFA.

Les nombres de témoignages les plus élevés ont été enregistrés dans les villes de Ouagadougou (230 cas), Bobo-Dioulasso (31 cas), Koudougou (31 cas) et Ouahigouya (22).

L'encadré 3 présente quelques témoignages d'actes de corruption

Encadré 3 : quelques témoignages d'actes de corruption

Cas 1 : *L'ONEA s'est trompé et enlever le compteur de mon voisin estimant qu'il a des impayés. Après vérification ils se sont rendu compte que c'est une erreur. Mais il est parti à l'agence plusieurs fois pour les interpeler de venir remettre le compteur en vain. Il a fini par donner deux mille (2000) francs CFA à un agent de l'ONEA 1200 logements avant qu'il ne vienne remettre. C'était sans reçu puisque ça doit être GRATUIT (Ouagadougou, une femme de 35ans, Indépendant/Aide familiale).*

Cas 2 : *Je suis au niveau de la section MBDHP/Dori, au cours de cette année, des gens sont venus se plaindre d'une rétribution illégale au bloc opératoire de CHR de Dori où ils ont dû payer directement une somme de trente mille (30 000) francs CFA avec les chirurgiens sans reçu ni passer par la caisse du CHR après qu'ils aient été opérés. Nous avons accompagné les victimes à la justice et la somme a été restituée (Dori, un homme de 29 ans, salarié).*

Cas 3 : *J'ai accompagné ma femme à la maternité de Bogodogo à Ouagadougou pour son accouchement et il y avait une femme dans la même salle, elle avait très mal et lorsque son mari est parti voir les sages-femmes, une lui a demandé de payer la somme de dix (10 000) francs CFA afin qu'on la prenne rapidement en charge, le monsieur a négocié la dame et a finalement payé cinq (5000) francs CFA sans avoir eu un reçu et cette femme s'est occupée personnellement de la dame souffrante (Ouagadougou, homme de 49 ans, Inactif)*

Cas 4 : *Lors des dépôts des dossiers pour le recrutement d'agents recenseurs à l'INSD, j'ai un ami qui a eu la place sous la condition de donner 30000 F CFA à l'agent lorsqu'il aura sa paye, mon ami a accepté et il a eu la place. En ce moment il est agent recenseur à Ouagadougou. Lors du premier versement de l'argent de la formation, mon ami a payé 20000 F CFA à cet agent. (Ouagadougou, homme de 32 ans, inactif).*

Cas 5 : J'ai été à la direction générale du Ministère de la fonction publique pour postuler au recrutement d'agents SND (service national de développement) sur place il y avait un réseau de travailleurs du ministère qui proposait discrètement aux candidats soit une somme pour garantir leur recrutement soit une aide pour être retenu, en contrepartie vous leur remettez 1/3 de votre première rémunération. C'est dans ça que l'un de mes amis a payé 50000 à un agent et un autre ami a opté pour le 2nd cas. (Tenkodogo, homme de 22 ans, inactif)

2.1.4. Perception des enquêtés sur les actions du gouvernement contre la corruption

Les enquêtés n'ont pas trouvé le gouvernement engagé dans la lutte contre la corruption. En effet, plus de la moitié des enquêtés (51,6%) n'ont pas été satisfaits de la lutte du gouvernement contre la corruption dans le pays. Le tableau VII présente une répartition des enquêtés selon leur appréciation des actions gouvernementales dans la lutte anti-corruption en 2019.

Tableau VII: répartition de l'opinion des enquêtés sur les actions du Gouvernement contre la corruption en 2019

Appréciation des actions du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption	Pourcentage des enquêtés		
	Féminin	Masculin	Ensemble
NSP	11,3	3,9	7,5
Pas du tout satisfaisantes	11,2	18,8	15,1
Insatisfaisantes	32,6	40,2	36,5
Acceptables	28,5	22,8	25,6
Satisfaisantes	15,3	12,3	13,8
Très satisfaisantes	1,0	2,0	1,5

Plus de la moitié des personnes actives (54,2%) et la moitié des personnes inactives (47,9%) ne sont pas satisfaits de la lutte du gouvernement

contre la corruption. Les villes de Dédougou (66,7%), Ouahigouya (58,9%) et Ouagadougou (53,2%) ont présenté les proportions les plus élevées dans l'insatisfaction des actions de lutte contre la corruption menées par le gouvernement (**Annexe 8**).

L'enquête a cherché à capter l'opinion des enquêtés sur les mesures à prendre par le gouvernement pour réduire la fréquence des actes de corruption. Il ressort principalement que le gouvernement devra :

- prendre des sanctions exemplaires et dissuasives à l'endroit des personnes épinglées dans les actes de corruption ;
- renforcer l'information et la sensibilisation des citoyens sur la corruption et ses méfaits ;
- promouvoir le bon exemple et
- améliorer les conditions de vie et de travail des agents publics.

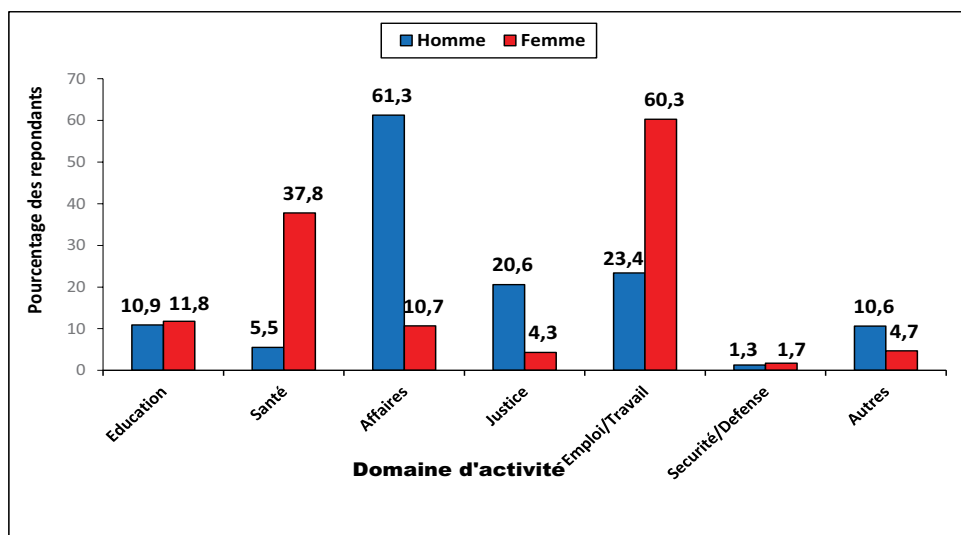
Tableau VIII: perception des enquêtés sur les actions de lutte anti-corruption que doit mener le gouvernement pour réduire la corruption

Actions de lutte anticorruption	Pourcentage des enquêtés		
	Féminin	Masculin	Ensemble
Améliorer les conditions de vie et de travail des agents publics	33,7	28,8	31,3
Sanctionner les acteurs de corruption	67,2	71,7	69,4
Sensibiliser les populations sur la corruption	43,6	39,7	41,7
Promouvoir le bon exemple	29,8	37,1	33,5
Garantir la transparence des procédures d'offre de service public	7,5	13,7	10,7
Accentuer le contrôle	3,2	7,5	5,4
Autres	9,1	16,6	12,9
NSP	2	0,9	1,5

2.1.5. L'exposition aux risques de corruption selon le genre

Les études empiriques faites au Burkina et ailleurs semblent montrer que la femme est faiblement impliquée dans les pratiques de corruption du fait principalement de la position qu'elle occupe dans la société. Cependant, elle ne demeure pas moins frappée par les méfaits de ce fléau. Dès lors, une attention particulière doit être apportée dans l'analyse des interactions entre le genre et la corruption afin de mieux les prendre en compte dans la lutte anti-corruption.

Les résultats du sondage indiquent que 55,8% des enquêtés estiment qu'il existe des domaines dans lesquels les femmes sont plus exposées à la corruption que les hommes. Ainsi, selon les enquêtés, les femmes semblent être plus vulnérables à la corruption dans le domaine de recherche d'emploi/travail (60,3%) et celui de la santé (37,9%). Par contre, les hommes sont plus vulnérables dans les domaines des affaires² (**Graphique 7**).



Graphique 7: exposition à la corruption selon le genre et le domaine d'activité

² Il s'agit du commerce et/ou de la finance.

2.1.6. Pratiques de corruption dans les services publics et parapublics

Des 1990 enquêtés, 1980 ont utilisé pour divers besoins environ 55 services publics et parapublics au cours de l'année 2019 ; le nombre total d'utilisations de ces services était de 16397, soit 8 visites en moyennes par enquêté. Sur ce total de 16397 utilisations :

- 15496 utilisations ont été satisfaites sans rétributions illégales, soit 94,5% des cas (Annexe 9)
- 901 utilisations (soit 5,5% des cas) ont été l'objet de rétributions illégales.

De l'ensemble des 55 services publics / parapublics utilisés par les enquêtés en 2019, 23 ont totalisé au moins 30 sollicitations. Et dans 20 de ces 23 services, des rétributions illégales ont été offertes ou sollicitées. Les nombres extrêmes de ces rétributions illégales sont de 1 et 251 (**Annexe 9**).

Le tableau IX présente le classement des 20 services selon le pourcentage de rétributions illégales enregistrées dans lesdits services en 2019.

Tableau IX: classement des services selon le pourcentage de rétributions illégales par sollicitation des usagers en 2019

SERVICE	Taux de corruption (%)	RANG	ACTE/ACTIVITE CONCERNE(E)
Police municipale	64,9	1 ^{er}	● Contrôle de la circulation urbaine (251 cas)
Douane	27,5	2 ^{ème}	● Opération de contrôle au niveau des postes fixes (Tous les 11 cas)

Police nationale	18,9	3 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● opération de contrôle d'identité et de documents sur les axes routiers (174 cas) ; ● établissement des CNIB (50 cas) ; ● autres actes (Police judiciaire, légalisation, etc.) (26 cas).
DGTTM	15	4 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● retrait et renouvellement des documents (18 cas) ; ● examen du permis de conduire (13 cas).
Gendarmerie	12,3	5 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● opération de contrôle sur les axes routiers (12 cas) ; ● opération de police judiciaire (04 cas.)
CCVA	12,2	6 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Opération de visite technique (06 cas)
Education nationale	10,2	7 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Vente de places (49 cas) ● Autres (affectation, traitement des avancements, etc.) (05 cas).
Action sociale	9,1	8 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Traitement des demandes de soutiens (3 cas)
Justice	8	9 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● établissement des documents (21 cas) ; ● autres (visites dans les maisons d'arrêt et de correction, gestion des dossiers de justice) (05 cas).
Impôts/ domaine	5,4	10 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● opération d'imposition et de recouvrement des taxes/impôts (13 cas) ; ● identification des parcelles (07 cas).
Mairie	3,9	11 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● établissement des documents (50 cas) ; ● gestion des questions foncières (03 cas) ; ● autres (occupation de domaine public, divagation des animaux, etc.) (05 cas).

Administration générale	3,6	12 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● organisation des concours (03 cas) ; ● établissement des documents (02 cas) ; ● autres (Traitement des avancements, carrière, etc.) (06 cas).
CARFO	3,1	13 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Accélération du traitement des rentes (01 cas)
Santé	2,9	14 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● consultation (59 cas) ; ● réalisation des examens (28 cas) ; ● administration des soins (10 cas) ; ● autres (place pour l'hospitalisation, vente de médicament, etc.) (19 cas).
Ministère de la jeunesse et sport	2,5	15 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Dépôt réception courrier (01 cas)
Enseignement supérieur/ Recherche	1,9	16 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● orientation (01 cas) ; ● gestion des bourses (01 cas).
CNSS	1,1	17 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Paiement des allocations familiales (01 cas)
SONABEL	0,3	18 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● demande de branchement (09 cas) ; ● rétablissement du courant/électricité (03 cas).
ONEA	0,2	19 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> ● Rétablissement de l'eau courante (03 cas) ; ● Demande de branchement (02 cas).

Certains services ont amélioré leur classement en 2019 comparé à celui de 2018 : la Douane, la DGTTM et la Gendarmerie qui occupaient respectivement le 1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} rang en 2018, sont passés respectivement au 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} rang en 2019. D'autres au contraire ont vu leur situation se dégrader : la police nationale est passée du 5^{ème} rang en 2018 au 3^{ème} rang en 2019 et le CCVA est passée du 11^{ème} rang en 2018 au 6^{ème} rang en 2019.

A titre illustratif, les circonstances de rétributions illégales dans les 5 premiers services classés sont résumées ci-après :

La Police municipale : *les contrôles de la circulation urbaine, les opportunités d'offres et de sollicitations de rétributions illégales.* Seules 4 des 13 villes d'enquête (Tenkodogo, Fada N'Gourma, Banfora et Manga) n'ont pas enregistré d'offre et de sollicitations de rétributions illégales. Pour les 9 autres villes d'enquête, la proportion des cas de sollicitations de rétributions illégales varie d'une ville à une autre. Les fortes proportions ont été enregistrées dans les villes de Ouagadougou, de Gaoua et de Ouahigouya avec respectivement 19,3%, 13,3% et 12,5% de leur échantillon (**Annexe 10**).

La Douane : *une dominance des cas de corruption dans les contrôles au niveau des postes fixes* : Tous les 11 cas de rétributions illégales offertes ou sollicitées ont eu lieu lors des contrôles au niveau des postes de contrôle. Les 11 cas de rétributions illégales, ont eu lieu au niveau des postes de contrôle de Ouaga-inter (6 cas), Tenkodogo (2 cas), Dakola (2 cas) et Bitou (1 cas).

La Police nationale : *opérations de contrôle sur les axes routiers, principales opportunités d'offres et de sollicitations de rétributions illégales.* Au total, deux cent cinquante (250) cas de rétributions illégales ont été déclarés par les utilisateurs des services de la Police nationale. Ces rétributions ont été enregistrées principalement dans les villes de Ouagadougou (47,8%) et Bobo-Dioulasso (35,8%). Les principales opportunités de rétributions illégales sont les suivantes :

- les opérations de contrôle d'identité et de documents sur les axes routiers (69,5% des cas)
- l'établissement des cartes nationales d'identité burkinabé (CNIB), (20,1% des cas) ;
- autres actes : légalisation, délivrance de divers documents, établissement de passeport, etc. (10,4% des cas).

La DGTMM : *l'opération de retrait et de renouvellement des documents (Carte grise, Permis de conduire (PC)), un nid de rétributions illégales.*

Des trente et un (31) cas de rétributions illégales observés au niveau de la DGTMM, dix-huit (18) sont effectués lors des opérations de retrait et de renouvellement des documents (Carte grise, PC) et les 13 autres cas lors des examens pour l'obtention du PC. Trente (30) des trente et un (31) cas de rétributions illégales ont eu lieu dans la ville de Ouagadougou.

Gendarmerie : *Les contrôles sur les axes routiers, principales sources de corruption.*

Douze (12) des seize (16) cas de corruption sont intervenus lors des opérations de contrôle d'identité et des documents sur les axes routiers. Le reste des cas a concerné les opérations de police judiciaire.

Dans des services classés, les faits qui sont relatés par certains enquêtés sont édifiants au sujet des pratiques de corruption (**Annexe 11**).

2.1.7. La perception de l'efficacité de l'information et de la sensibilisation sur la corruption

La communication joue un rôle important dans le changement de comportement et l'éveil des consciences des populations dans la lutte contre la corruption. Au cours de l'année 2019, la grande majorité des enquêtés, soit 85,5%, ont déclaré avoir reçu des informations sur la corruption. Ce taux est en hausse, comparativement à celui de l'année 2018 qui était de 83,7%. Il est de 89,0% pour les hommes et 82,0% pour les femmes (**Tableau X**).

Tableau X : perception des enquêtés informés sur la corruption par sexe

Sexe de l'enquête	Nombre (%) d'enquêtés informés sur la corruption en 2019	Effectif total
Féminin	82,0	981
Masculin	89,0	1009
Total	85,5	1990

Pour ce qui est du niveau de scolarisation, il ressort que le taux d'accès à l'information augmente avec le niveau de scolarisation. Il est de 73,7% pour les non scolarisés, 84,4% pour ceux ayant le niveau primaire, 90,1% pour le niveau secondaire et 95,3% pour les enquêtés de niveau universitaire (**Annexe 12**).

On note cependant une certaine disparité en fonction des villes. Les villes de Ouahigouya et de Pouytenga enregistrent respectivement le plus élevé et le plus faible pourcentage des enquêtés informés sur la corruption avec 98,2% et 52,4% de l'échantillon desdites villes (**Annexe 12**).

Les radiodiffusions et les télévisions ont été les principales sources d'information par lesquelles les enquêtés ont eu des informations en lien avec la corruption avec respectivement (58,2%) et (49,3%). Elles sont suivies par les réseaux sociaux (16,9 %) (**Annexe 13**).

Cependant, une majorité des enquêtés (56,3% des répondants) estime que les radiodiffusions constituent le canal le plus approprié pour passer les informations sur la corruption.

Ces constats relatifs à l'information des enquêtés sur la corruption, les canaux par lesquels ces informations ont été ou doivent être reçues, interpellent les acteurs de lutte contre la corruption dont les objectifs visent l'information et la conscientisation des populations sur ce fléau

Très peu d'enquêtés (26,7%) sont informés de l'existence de la loi spécifique sur la corruption adoptée par notre pays en 2015. Cette proportion était de 31,3% en 2018.

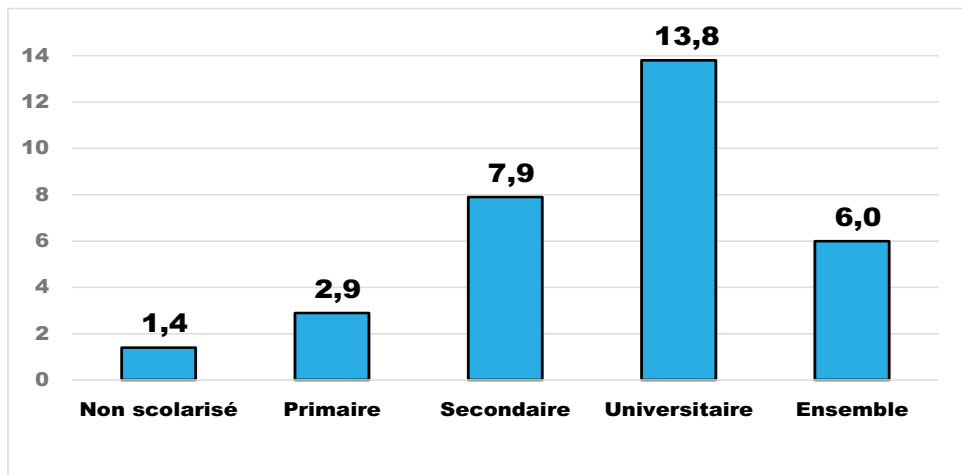
En outre, seulement 2 enquêtés sur 10 estiment que ladite loi est efficace (**tableau XI**)

Tableau XI : appréciation de l'efficacité de la loi anticorruption selon le sexe

Appréciation de l'efficacité de la loi anticorruption	Pourcentage des répondants :		
	Féminin	Masculin	Ensemble
Très efficace	2,7	4,9	4,1
Efficace	14,7	16,4	15,8
Acceptable	34,8	28,8	30,9
Inefficace	41,8	45,6	44,3
Complètement inefficace	2,7	2,6	2,6
NSP	3,3	1,7	2,3
(N)	981	1009	1990

La plateforme «[Veenem AC³](http://www.veenem.bf)» (transparence en langue mooré) est une plateforme numérique virtuelle d'information anti-corruption. Elle vise à accroître les dénonciations des actes de corruption, des mauvaises prestations ainsi que la valorisation des bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption et de redevabilité sur la gestion publique.

Lancée depuis décembre 2018, par le REN-LAC en collaboration avec le CIFOEB, la plateforme est peu connue des enquêtés car seulement 6% d'entre eux ont déclaré en avoir eu connaissance (**Graphique 9**).



Graphique 8: connaissance de la plateforme anticorruption selon le niveau de scolarisation

3 www.veenem.bf

La télévision et les stations radio sont les principaux canaux d'information, par lesquels les enquêtés disent avoir été informés de l'existence de la plateforme. Le réseau et ses structures membres devront travailler à vulgariser d'avantage la plateforme surtout auprès des populations jeunes qui ont un goût pour les TIC.

Mais, que peut-on retenir des actions des principaux acteurs de la lutte anti-corruption au cours de l'année 2019 au Burkina Faso ?

2.2. Etat de la lutte anti-corruption

Cette section traite des initiatives des acteurs étatiques et non étatiques en matière de lutte contre la corruption. Elle est élaborée sur la base des rapports des différentes structures, des articles de presse et des instruments juridiques du domaine de la lutte anti-corruption. Elle comprend trois parties :

- les acteurs étatiques et la lutte contre la corruption ;
- les acteurs non étatiques et la lutte contre la corruption ;
- focus sur quelques affaires particulières.

2.2.1. Les acteurs étatiques et la lutte contre la corruption

Les trois acteurs étatiques concernés sont les suivants : 1) le pouvoir exécutif et ses structures de lutte contre la corruption dont l'ASCE-LC, l'ARCOP et la CENTIF, 2) le pouvoir législatif et 3) le pouvoir judiciaire.

2.2.1.1. Le pouvoir exécutif en manque de volonté dans la lutte contre la corruption

L'exécutif burkinabè a brillé par le manque de volonté et d'actions concrètes sur le terrain de la lutte contre la corruption. Aucune action notoire n'a été enregistrée au titre de la bonne gouvernance et de l'exemplarité dans la gestion du bien public. L'exécutif devrait pourtant assurer les différentes facettes de la lutte contre la corruption à savoir, la prévention et la répression.

2.2.1.1.1. La relative présence de l'exécutif sur le terrain de la prévention

➤ La poursuite des déclarations incomplètes et inexactes de biens et de patrimoine

L'exécutif avait l'occasion d'agir dans le sens de la prévention de la corruption et de ses infractions connexes à travers la satisfaction à l'obligation

de déclaration d'intérêt et de patrimoine à l'entrée et à la sortie de fonction de membre du gouvernement ainsi qu'en cas de changement substantiel du patrimoine. Mais cela n'a pas été fait avec la diligence et la sincérité consacrées par la loi anti-corruption. En rappel, l'exécutif burkinabè a été remanié le 24 janvier 2019. Le Premier ministre Paul Kaba THIEBA a laissé la place à Christophe Marie Joseph DABIRE. Ce dernier a formé une nouvelle équipe avec huit départs et autant d'arrivés.

Conformément à la loi anti-corruption, chacun des nouveaux et anciens ministres devait faire sa déclaration de biens et de patrimoine d'entrée et de sortie de fonction selon le cas. C'est dans le Journal officiel du Faso numéro 09 du 24 juin 2019 que huit ministres ont fait leur déclaration de biens et de patrimoine d'entrée de fonction. Il s'agit :

- du ministre de la Défense nationale et des anciens combattants Moumina Cheriff SY ;
- du ministre de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes Salifo TIEMTORE ;
- du ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire Hélène Marie Laurence ILBOUDO/MARCHAL ;
- du ministre des Droits humains et de la Promotion civique, Maminata OUATTARA/OUATTARA.
- du ministre de l'Agriculture et des aménagements hydro-agricoles Salifou OUEDRAOGO ;
- du ministre de l'Economie, des finances et du développement Lassané KABORE ;
- du ministre des Sports et des loisirs Daouda AZOUPIOU ;
- et du ministre délégué auprès du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale Madiara SAGNON/TOU.

Il se dégage une anomalie générale tenant au non-respect du délai

d'un mois après leur installation dans lequel la déclaration doit être faite. Ce délai d'un mois est prescrit par l'article 14 de la loi n°04-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso⁴.

Il convient de signaler que le seul ministre entrant qui ne s'est pas plié à l'exigence légale est celui du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, Monsieur Harouna KABORE. S'agissant des ministres sortants, aucun d'eux n'a fait le dépôt de l'inventaire de ses biens et de son patrimoine au greffe du Conseil constitutionnel.

Au fil des ans, le système de déclaration d'intérêt et de patrimoine s'est installé dans la pratique des membres de l'exécutif. Cependant, il est malheureux de constater qu'il fait figure de simple formalité sans respect de l'esprit de la loi. Ainsi, la déclaration de biens et de patrimoine des ministres à la suite du remaniement du 24 janvier 2019, tout comme celle des membres des gouvernements passés, reste marquée par son caractère incomplet. Il s'agit notamment du non-respect de l'article 331-1 de la loi n°025-2018/AN portant Code pénal au Burkina Faso⁵, de l'article 8 nouveau de la loi anti-corruption⁶, de l'article 21 à propos des « *personnes liées* »⁷ et de l'article 22 relatif à la précision des « *revenus annuels liés à la fonction occupée ou provenant de toute autre source* ». Tous les nouveaux ministres, SY, OUATTARA, TIEMTORE, ILBOUDO, OUEDRAOGO, KABORE, AZOUIPIOU et SAGNON n'ont pas respecté ces obligations ci-dessus précisées.

En plus, certains ministres à l'image de Moumina Cherif SY, n'ont pas donné les précisions sur la situation géographique, les adresses, les références

4 Ledit article dispose que : « Le Président du Faso, lors de la prestation de serment et trente jours après la fin de son mandat, le Premier ministre, les ministres, les secrétaires d'Etat et le Secrétaire général du gouvernement et du Conseil des ministres trente jours après leur installation et trente jours après leur sortie de fonction, font le dépôt de l'inventaire de leur patrimoine au greffe du Conseil constitutionnel. »

5 Cette disposition relative aux définitions remplace mais dans les mêmes termes l'article 3 de la loi anti-corruption.

6 Cet article a été modifié dans le cadre de la loi 033-2018/AN. Cependant, son contenu concernant les membres de l'exécutif n'a pas changé. Son numéro non plus.

7 Dans le système de déclaration des biens, la personne liée est « toute personne apparentée au déclarant par les liens du mariage, d'une union de fait, de la filiation ou de l'adoption, à l'exception des enfants majeurs »

authentiques de leurs biens immeubles comme l'exige l'article 23 de la loi anti-corruption. Ces informations incomplètes concernent également les comptes bancaires que certains membres du gouvernement tels que Lassané KABORE n'ont pas renseignés. Alors qu'« *il est fait obligation au déclarant d'indiquer son statut matrimonial et son régime matrimonial* » et d'indiquer également « *s'il utilise ou non un ou des prête-noms* », les ministres, Daouda AZOUPHOU, Madiara SAGNON/TOU, Salifou OUEDRAOGO n'ont pas donné toutes ces précisions. Outre ces éléments d'irrégularités, certains ministres tels que Salifou OUEDRAOGO, Lassané KABORE n'ont pas mentionné les numéros de document d'identité (carte nationale d'identité burkinabè ou passeport), ou l'immatriculation, la valeur et la date d'acquisition de leur véhicule. Il en est de même pour les numéros de leurs comptes bancaires et les montants qui s'y trouvaient au moment de la déclaration. Ces différentes irrégularités sont constatables dans les déclarations de tous les huit « *nouveaux ministres* ».

Avec tous ces cas de violation de la loi anti-corruption, aucune sanction n'a été administrée. Pourtant, selon l'article 30 de la loi anti-corruption : « *Toute personne qui, sciemment, fait une déclaration incomplète, inexacte ou fausse, ou a formulé de fausses observations dûment constatées, est privée du tiers de ses émoluments avec poursuites judiciaires* ». Seulement, selon l'article 65 de la même loi, le fait de déclaration incomplète, inexacte ou fausse n'est constitué que lorsque la personne légalement assujettie à une déclaration d'intérêt ou de patrimoine persiste dans l'anomalie deux mois après une mise en demeure écrite de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption.

L'ASCE-LC n'étant pas pleinement opérationnelle du fait de la non adoption par le gouvernement des textes indispensables à son fonctionnement efficient, il est à craindre que les mises en demeure n'aient pas été faites

➤ **L'exécution de quelques activités de sensibilisation**

Si le gouvernement ne donne pas l'exemple dans la prévention du

phénomène de la corruption, certaines administrations se sont mieux illustrées par l'organisation d'activités de sensibilisation. Ainsi, la Direction générale de la justice pénale et du sceau du ministère de la justice a organisé deux journées de sensibilisation respectivement à Koupéla le 1er août 2019 et à Ouahigouya le 08 août 2019. Ces journées ont été l'occasion d'échanger avec les acteurs de la justice et les organisations de la société civile des localités d'accueil sur les actions de lutte contre la corruption en milieu judiciaire et sur la contribution de la justice à la lutte contre la corruption au Burkina Faso. En outre, l'Inspection technique des services a organisé une activité similaire à Ziniaré avec comme public cible les acteurs des juridictions et des établissements pénitentiaires du ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou. Quant au Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), il a conduit un programme de sensibilisation sur son fonctionnement en octobre et novembre 2019 dans 14 juridictions. Un accent particulier a été mis sur l'éthique et la déontologie à travers une présentation du code de déontologie et du régime disciplinaire des magistrats au cours de ces activités de sensibilisation.

Les Comités anti-corruption (CAC) du ministère de la justice et de la Direction générale du transport terrestre et maritime (DGTMM), avec l'appui du Réseau national de lutte anti-corruption ont conduit des actions de sensibilisation. Chacun de ces CAC a conçu un dépliant, un spot publicitaire, des panneaux d'information et des boîtes à idées. Les boîtes à idées et les panneaux ont été implantés devant les structures du ministère de la justice et de la DGTMM. Le spot publicitaire du CAC du ministère de la justice a été diffusé sur les antennes de la RTB télé du 18 au 24 septembre 2019.

Le ministère de la Sécurité a opérationnalisé la Coordination Nationale de Contrôle des Forces de Police (CO.NA. C.F. P.) considérée comme la police des polices. Elle est une unité administrative opérationnelle de contrôle de la qualité des services de police rendus sur les axes routiers et de lutte contre les mauvaises pratiques et particulièrement contre les rackets sur les axes routiers.

La CO.NA. C.F. P. peut aussi recevoir les plaintes et les dénonciations formulées à l'encontre des éléments des forces de sécurité au cours des missions de contrôle sur les axes routiers et d'en dresser des rapports circonstanciés. Elle met aussi en œuvre toutes mesures de lutte contre les fautes et manquements graves affectant l'image de la gendarmerie nationale et de la police nationale. Conçue pour avoir une capacité opérationnelle de quarante contrôleurs à raison de vingt gendarmes et vingt policiers, elle ne fonctionne qu'avec 13 agents en tout⁸.

Au ministère de l'Economie, des finances et du développement, le Comité anticorruption (CAC) de la Direction Générale des Impôts (DGI) a été actif dans le domaine de la sensibilisation des acteurs. Ainsi, il a organisé des rencontres d'échanges avec les travailleurs des villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Kaya. A Ouagadougou par exemple, il a organisé une campagne d'informations et de sensibilisation du 26 au 28 juin 2019, sur la corruption avec les agents de la direction du Guichet Unique du Foncier de Ouagadougou.

Ces rencontres ont permis au Comité de mieux faire connaître aux travailleurs, à travers la présentation de ses missions, les manifestations de la corruption dans le secteur et les procédures pénale et administrative susceptibles d'être engagées contre eux. Les exemples de poursuites pénales contre les agents des impôts les années antérieures ont été discutés.

Le Conseil de discipline du même ministère de l'Economie, des finances et du développement a organisé des activités de prévention et de sensibilisation à travers la formation et la sensibilisation des receveurs des impôts et receveurs des domaines et de la publicité foncière et des directeurs du département en charge de l'économie. Des chefs de service des ressources humaines, des responsables de la Direction Générale du Développement du territoire, des agents du Secrétariat Général du MINEFID ont également participé à cette formation sur le régime disciplinaire. La même activité a été

⁸ Au 31 décembre 2019, huit policiers et cinq gendarmes travaillent à la Coordination.

organisée à l'intention des ministres, des Conseillers Techniques, des Chargés de mission et des Directeurs Généraux.

2.2.1.1.2. Le refus manifeste de renforcer le cadre institutionnel de lutte contre les mauvaises pratiques en matière de gouvernance

L'exécutif a persisté dans sa volonté manifeste de décrédibiliser indirectement l'Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC). L'exécutif a refusé d'adopter les décrets d'application de la loi organique n°082-2015/CNT du 24 novembre 2015. Il s'agit de trois décrets, l'un portant réorganisation de l'ASCE-LC, l'autre portant sur le statut du Contrôleur d'Etat et le troisième portant conditions de recrutement du Contrôleur général d'Etat. Cette loi a consacré plusieurs innovations dans l'organisation et le fonctionnement de l'ASCE-LC. Le Président du Faso et son gouvernement ont mis l'ASCE-LC dans une illégalité totale de fonctionnement en ne prenant pas les décrets d'application de la loi n°082-2015/CNT. Ni les démarches du Conseil d'orientation de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption auprès du Premier ministre et du Chef de l'Etat, ni les interventions publiques du Contrôleur général d'Etat Luc Marius IBRIGA n'ont infléchi l'exécutif dans sa volonté manifeste de paralyser le fonctionnement de l'ASCE-LC. Ainsi, ces décrets d'application de la loi organique relative à l'ASCE-LC n'avaient toujours pas été adoptés au 31 décembre 2019.

Néanmoins, au titre du renforcement du cadre juridique et institutionnel de lutte anti-corruption, on note l'adoption le 5 décembre 2019 du décret n°2019-1227/PRES/PM/MJ/MINEFID portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du conseil de discipline du personnel des greffiers. Ce décret a permis de combler un vide institutionnel créé par l'adoption de la loi n°054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers⁹.

⁹ L'article 86 de ladite loi a créé un conseil de discipline spécifique aux greffiers. Dès lors, le conseil de discipline visé par la loi n°013-98/AN du 28 avril 1998 remplacée par la loi n°081-

Avec l'adoption du décret ci-dessus cité, il ne reste que la mise en place effective du conseil de discipline des greffiers. Cette mise en place effective passe par la désignation des membres et l'installation officielle du conseil. Il faut alors espérer qu'avec cette avancée institutionnelle, le ministre de la justice, conformément à l'article 11 alinéa 1er du décret n°2019-1227/PRES/PM/MJ/MINEFID du 5 décembre 2019 ci-dessus cité qui dispose que : *« Le Conseil de discipline est saisi par le ministre chargé de la justice soit d'office, soit sur rapport du supérieur hiérarchique de l'agent mis en cause ou sur rapport de l'inspection technique des services »*, saisisse le conseil de discipline des greffiers, ne serait-ce que pour des faits impliquant les greffiers et révélés dans le rapport de la commission d'enquête du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) sur les présomptions de manquement à l'éthique et à la déontologie par des magistrats. En rappel, l'arrêt du Conseil d'Etat annulant la décision de mise en place de ladite Commission d'enquête n'enlève en rien à la matérialité des faits contenus dans ce rapport. Le ministre en charge de la justice peut, dès lors, saisir le conseil de discipline des greffiers pour statuer sur les faits allégués. Une telle vision est d'ailleurs consacrée à l'article 11 alinéa 3 du même décret qui dispose que : *« Le ministre de la justice saisi de faits susceptibles de constituer une faute disciplinaire contre un personnel du corps des greffiers enclenche la procédure disciplinaire »*.

2.2.1.1.3. L'absence d'une volonté manifeste dans la répression administrative des actes de corruption et de mal gouvernance

La répression administrative est l'œuvre des autorités administratives par elles-mêmes directement ou après consultation d'un conseil de discipline. L'opérationnalisation des conseils de discipline et leur saisine en cas de présomption de manquements constatés ou dénoncés devaient permettre une meilleure gestion des fautes professionnelles. Le constat est qu'à la date du 31 mars 2019, 32 institutions et départements ministériels sur une quarantaine ont transmis les rapports de fonctionnement de leurs conseils de discipline pour

2015/CNT du 24 novembre 2015 ne pouvait plus statuer sur les greffiers ;

l'année 2018¹⁰ Il ressort de ces rapports des difficultés de fonctionnement telles que l'insuffisance ou l'absence de crédits budgétaires alloués aux conseils de discipline pour la tenue de sessions, la mobilité et/ou l'indisponibilité des membres des conseils de discipline. En outre, il est ressorti un laxisme ou une complaisance de certains responsables vis-à-vis de leurs agents, marqué par l'absence de saisine des conseils de discipline pour des faits dénoncés. Enfin, il en est ressorti la non application des sanctions prises par certains conseils de discipline à l'encontre d'agents fautifs. Or, le fonctionnement des conseils de discipline, outre la sanction des éventuels fautifs, aurait été l'occasion pour l'exécutif de cultiver certaines valeurs dans l'administration publique telle que la probité, le respect du bien public, l'engagement pour l'intérêt général.

Dans cette léthargie générale, on peut néanmoins retenir l'action du Conseil de discipline du ministère de l'économie, des finances et du développement. Il s'agit de la tenue d'une session en décembre 2019 sur l'affaire GUISSOU Ambroise, matricule 24 935 C, Agent de Constatation et d'Assiette nommé caissier à la recette des impôts Ouaga I, mis en cause pour un manquant de timbres fiscaux d'un montant de soixante-quinze millions quatre cent soixante un mille deux cents (75 461 200) FCFA. Conformément à l'article 37 du décret n°98-375/PRES/MFPDI/MEF du 15 septembre 1998 portant attributions, composition et fonctionnement des organes consultatifs de la Fonction publique, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a saisi le 19 décembre 2019, par correspondance n°2019-00303/MINEFID/SG/DRH du 18 décembre 2019, le Conseil de Discipline en vue de requérir son avis sur les faits de manquants de timbres fiscaux, commis par GUISSOU Ambroise.

A l'issue de la procédure disciplinaire, le conseil de discipline a retenu qu'il a fait preuve de négligence dans la gestion des deniers publics, créant ainsi un préjudice à l'Administration publique. Le conseil a alors proposé

10 Ce bilan a été fait par le gouvernement lors du conseil des ministres du 15 mai 2019 consulté sur <https://www.sig.bf/2019/05/compte-rendu-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-15-mai-2019/> le 01/02/2020.

de lui infliger un abaissement de 2 échelons. Il a également proposé que le receveur des impôts, supérieur hiérarchique du mis en cause soit également poursuivi disciplinairement. Le ministre a entériné l'avis du Conseil en décidant de l'abaissement de deux échelons. Le dossier a alors été transmis au ministre en charge de la Fonction publique pour entériner la décision par un arrêté.

2.2.1.1.4. Des actes et comportements attentatoires à la bonne gouvernance et à la transparence

Des initiatives de prévention et de répression administrative de la corruption conduites par l'exécutif ci-dessus présentées sont suffisamment contrebalancées par des actes et comportements attentatoires à la bonne gestion des deniers publics.

➤ Perception de rémunération en violation des textes réglementaires

Au cours de l'année 2019, des ministres ont continué de percevoir une rémunération en violation du décret n° 2008 -891/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2008 portant rémunération du Premier Ministre, des Présidents d'Institutions et des Membres du Gouvernement publié au Journal officiel n°06 du 05 février 2009. En effet, l'article 1er dudit décret fixe la rémunération brute des membres du gouvernement ainsi que les indemnités qui leurs sont dues. L'article 2 dudit décret dispose que toutes les hautes personnalités occupant les mêmes fonctions quels que soient leur provenance professionnelle et le niveau de rémunération antérieurement acquis, perçoivent une rémunération totale d'un million cent cinquante-cinq mille (1 155 000) FCFA. Il précise que la rémunération fera l'objet d'un contrat individuel entre l'Etat et chaque personnalité appelée aux hautes fonctions.

Le contrat de chaque personnalité, conformément à la lettre et à l'esprit de l'article 2 ci-dessus visé du décret, devrait reprendre le montant de la rémunération fixée par ledit décret. La parade illégale trouvée et

approuvée par le Président du Faso, c'est de faire signer des contrats avec un certain nombre de ministres et y inclure une clause relative au montant de la rémunération sans commune mesure avec les termes du décret.

Dans le gouvernement actuel formé le 24 janvier 2019, une vingtaine de ministres serait ainsi dans cette pratique de « *se faire servir des salaires* » en violation des textes en la matière. Les ministres provenant du privé et sous contrat avec une rémunération en violation du décret de 2008, sont entre autres, le ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, monsieur Rémis Fulgance DANDJINOU, le ministre des Infrastructures et du désenclavement, monsieur Eric BOUGMA et le ministre de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire, madame Hélène Marie Laurence ILBOUDO MARCHAL. Les sommes trop perçues mensuelles pour cette catégorie sont de l'ordre de 1 465 225 pour madame Hélène Marie Laurence ILBOUDO MARCHAL, de 1 350 000 pour monsieur Remis Fulgance DANDJINOU et monsieur Éric BOUGMA.

Au nombre des ministres qui sont sous contrat avec une rémunération plus élevée que celle du décret de 2008, il existe des agents publics de l'Etat. Il s'agit notamment du ministre de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale, monsieur Sény Mahamoudou OUEDRAOGO¹¹, du ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), monsieur Alkassoum MAÏGA¹² et du ministre de la Culture, des arts et du tourisme, monsieur Abdoul Karim SANGO¹³. Les sommes trop perçues mensuelles pour cette catégorie sont de l'ordre de 2 281 000 pour monsieur Alkassoum MAÏGA, de 2 256 000 pour monsieur Sény Mahamoudou OUEDRAOGO et de 650 000 pour monsieur Abdoul Karim SANGO.

Au-delà des membres du gouvernement, la pratique est répandue dans

11 Enseignant-chercheur à l'Université Ouaga 2 et précédemment, inspecteur des impôts de la fonction publique

12 Enseignant chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou

13 Juriste de l'administration, Enseignant permanent à l'ENAM

les institutions. Ce comportement consistant à faire signer des contrats en violation d'un décret sur la rémunération des ministres tombe sous le coup de la mauvaise gestion des deniers publics, surtout dans un contexte où le gouvernement demande un « effort de guerre » aux agents publics.

➤ **Le développement de postes fictifs et de missions fictives ou complaisantes à la Présidence du Faso**

A la Présidence du Faso, des postes fictifs, des missions fictives ou complaisantes ont été révélés au cours de l'année 2019. Il s'agit d'un poste à la Présidence du Faso, créé par l'épouse du chef de l'Etat pour une de ses cousines qui lui sert de coiffeuse. Ce poste, en plus d'être fictif n'a pas respecté les termes de la loi 081-2015/CNT du 24 novembre 2015, selon lesquels, tout recrutement doit répondre préalablement à un besoin sous peine de nullité. La vacance de poste doit faire l'objet d'une publicité conséquente¹⁴.

Il est à relever aussi les dénonciations diverses faites par les web-activistes Naïm TOURE, Amina Rachow et Lahousseni Tahar OUEDRAOGO relativement à l'accomplissement de missions par OUEDRAOGO Barkissa, alors chargée de missions à la Présidence du Faso, tous frais pris en charge par l'Etat. Lesdites missions étaient accomplies à l'extérieur du pays en compagnie de sa fille considérée comme sa secrétaire, alors qu'elle n'est pas engagée par l'administration publique. Dans les publications relatives à ces faits, l'intéressée et sa fille se sont senties injuriées et diffamées. La condamnation des web-activistes susnommés pour diffamation et injures publiques ne semble pas avoir touchée à la réalité des faits dénoncés.

En outre, le Groupement de sécurité et de protection républicaine (GSPR) qui a remplacé le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) a été éclaboussé par une affaire de missions fictives. Le mode opératoire consiste à établir des ordres de mission à partir de la Présidence du Faso, les faire viser

14 Article 19 de la loi 081-2015/CNT du 24 novembre 2015 : « Tout recrutement doit, sous peine de nullité, avoir pour but de pourvoir à un emploi préalablement existant et dont la vacance a été régulièrement publiée ».

à l'aller et au retour par les Officiers de police judiciaire (OPJ) de la ville de destination et à percevoir les frais de mission y afférents sans pour autant avoir accompli une quelconque mission. L'inertie manifeste du Président du Faso face à ces dénonciations est un mauvais signal dans l'exemplarité qu'il doit incarner¹⁵.

➤ **Les manifestations de conflits d'intérêts au sommet de l'Etat**

La position du gouvernement sur les déductions des investissements dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises RSE, à l'occasion du paiement du fonds minier de développement local dénote une certaine complicité voire un conflit d'intérêt. Les paiements viennent en déduction du bénéfice et donc des dividendes ou autres primes et bonus à partager. Or, certaines hautes autorités comme le ministre en charge des mines Oumarou IDANI et le ministre en charge de la défense nationale Moumina Cherif SY ont leurs fils qui travaillent au sein de sociétés minières au Burkina Faso. Il en est d'ailleurs de même du fils du Président du Faso qui travaille dans une société minière dans un pays de la sous-région mais qui a des intérêts au Burkina Faso. Ce qui caractérise le conflit d'intérêts est moins le simple fait que les enfants des autorités travaillent dans les mines que le mode et les circonstances de recrutement peu transparents desdits enfants¹⁶.

➤ **Le mauvais signal donné par le Président du Faso**

Si le président du Faso Roch Marc Christian KABORE était intransigeant et animé de bonne intention de sanctionner les actes d'enrichissement illicite et de détournement, il aurait pu débarquer du gouvernement les ministres visés par des dossiers judiciaires. En signe de message fort et dans le respect de la présomption d'innocence, le ministre des Infrastructures Eric BOUGMA,

¹⁵ Pour de tels faits, la seule mesure ne saurait être l'affectation en dehors du GSPR

¹⁶ Même si de façon générale, les recrutements dans les mines peuvent faire l'objet de critiques, il appartient aux autorités d'exiger de la transparence surtout lorsque cela concerne des membres de leurs familles

sur qui pèsent des présomptions graves d'enrichissement illicite pouvait être mis à l'écart. Il devait en être de même pour le ministre en charge des mines Oumarou IDANI dont l'implication dans le dossier dit « Charbon fin » a amené le parquet général près la Cour d'appel de Ouagadougou à saisir le parquet général près la Cour de cassation pour l'organisation des poursuites devant la haute cour de justice. En effet, le ministre IDANI est cité dans l'affaire du Charbon fin dont le procès s'est ouvert en août 2019.

Tout en respectant la présomption d'innocence de ces ministres, le Chef de l'Etat avait là l'occasion de lancer un message fort à l'endroit des Burkinabè et de donner du contenu à son slogan de campagne d'être intolérant face aux cas de corruption. Se séparer de ces ministres sur qui pèsent des soupçons pour leur permettre de se mettre à la disposition de la justice serait un acte politique fort dans la lutte contre la corruption. Les mêmes ministres ainsi mis en cause auraient dû démissionner de l'exécutif pour « soigner leur image » ou défendre leur intégrité morale.

2.2.1.2. Le pouvoir législatif en panne d'idées et d'actions en matière de lutte anti-corruption

La contribution de la représentation nationale à la lutte contre la corruption devait s'observer par l'exercice de ses missions constitutionnelles de vote de lois et de contrôle de l'action gouvernementale.

2.2.1.2.1. Le vote de lois

L'Assemblée nationale, dans sa mission de vote de lois a brillé tristement par l'absence d'action dans le sens du renforcement du dispositif législatif de lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Le vote de la loi de finances exercice 2020 en ses dispositions relatives à l'imposition des primes et indemnités des agents de la fonction publique à l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) est une sorte de négation des dispositions préventives de la loi anti-corruption. L'article 4 de la loi 04-

2015/CNT portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso prescrit entre autres que l'employeur doit assurer une rémunération adéquate aux employés. Or, l'application de l'IUTS sur les primes et indemnités des agents de la fonction publique est sans conteste une diminution de salaires allant de l'ordre de mille (1000) de F CFA à près de trois cent mille (300 000) de F CFA.

L'Assemblée nationale s'est aussi, négativement illustrée par le vote de la loi de finances consacrant une augmentation vertigineuse des caisses noires et des fonds spéciaux aussi bien dans leur nombre que dans les enveloppes allouées. Ainsi, en 2019, le nombre de fonds de souveraineté est passé de quatre (04) avec une enveloppe totale de onze (11) milliards de F CFA en 2014 à onze (11) avec une enveloppe de deux cent cinq (205) milliards de F CFA. De plus, l'augmentation du budget de l'Assemblée nationale de huit (08) milliards de F CFA en 2014 à trente (30) milliards de F CFA en 2019 dans l'optique de la construction d'un hémicycle a fini par convaincre du peu de scrupule de cette institution et de ses dirigeants dans le respect des principes fondamentaux de gestion rigoureuse des finances publiques, surtout lorsque ces finances sont celles d'un pays pauvre très endetté qui vit perpétuellement des octrois de crédits et de subvention de ses partenaires étrangers. Au lieu d'être l'institution qui interpelle, elle se trouve être à la base des violations des principes budgétaires. Interpellé sur la reconduction de son budget 2019 en 2020, alors même que le motif de l'augmentation dudit budget, à savoir la construction du nouvel hémicycle n'avait pas encore commencé, le président de l'Assemblée nationale Alassane Bala Sakandé, deuxième personnalité de l'Etat ne s'est pas gêné de déclarer que l'institution mettait l'argent de côté jusqu'à obtenir le montant exigé pour la construction d'un hémicycle « digne de ce nom ». Parole de sacré Sakandé ! Sait-on ce qu'est un budget annuel ? Cette méthode de gestion est aux antipodes de la bonne gouvernance, et des interrogations et de sérieux soupçons de détournements subsistent quant à la gestion de ces ressources soustraites du budget de l'Etat des intérêts que cet argent produit. Indépendamment du fait que le budget de l'Etat s'exécute

annuellement, on peut se poser les questions suivantes : comment cet argent est-il mis de côté ? Dans quelle institution financière ? A qui profite cet argent public ? Pourtant, la loi organique n°073-2015/CNT du 6 novembre 2015 relative aux lois de finances a réglé ce genre de situation en son article 26 en ces termes : « [...] *Les crédits de paiement ne peuvent être reportés. Par exception, les crédits de paiement relatifs aux dépenses d'investissement disponibles sur un programme à la fin de l'année peuvent être reportés sur le même programme dans la mesure où les reports de crédits retenus ne dégradent pas l'équilibre budgétaire tel que défini à l'article 47 de la présente loi. Les reports s'effectuent par décret pris en Conseil des ministres, en majoration des crédits de paiement pour les investissements de l'année suivante, sous réserve de la disponibilité des financements correspondants. Ce décret, qui ne peut être pris qu'après clôture des comptes de l'exercice précédent, est consécutif à un rapport du ministre chargé des finances. Ce rapport évalue et justifie les ressources permettant de couvrir le financement des reports, sans dégradation du solde du budget autorisé de l'année en cours* ». Même si, au nom de l'autonomie budgétaire de l'Assemblée nationale, ce n'est pas un décret qui doit autoriser le report, force est de constater qu'aucune possibilité n'est offerte à une entité publique de mettre de l'argent de côté. L'opération budgétaire adéquate est le report de crédits de paiement pour investissement.

2.2.1.2.2. Le contrôle de l'action gouvernementale

Le contrôle de l'action du gouvernement par l'Assemblée nationale se fait par l'entremise des questions orales, des questions d'actualité, des Commissions d'enquêtes parlementaires et des Missions d'information parlementaires.

Les députés n'ont pas trouvé nécessaire, sur les multiples dénonciations publiées par la presse, les organisations de la société civile et les structures publiques de lutte contre la corruption, d'interpeller le gouvernement sur les actions entreprises aux fins de clarifier ces dénonciations. Ne serait-ce

que sur le fonctionnement des conseils de discipline, l'adoption des décrets d'application de la loi relative à l'ASCE-LC et les initiatives pour élucider les faits imputés à certaines autorités en matière de commande publique ou globalement, de gestion de la chose publique.

L'année 2019 s'est achevée par la mise en place de deux Commissions d'enquêtes parlementaires (CEP) et de deux Missions d'informations parlementaires. L'Assemblée nationale a ainsi décidé de consacrer la première CEP aux sociétés de téléphonie mobile afin de s'assurer du civisme fiscal de tous les opérateurs exerçant au Burkina Faso. Les parlementaires ont voulu aussi s'enquérir de la qualité des services de télécommunications au Burkina, de la couverture du GSM, du système de facturation des services offerts par les téléphonies mobiles.

La deuxième CEP est focalisée sur les sociétés immobilières. Selon les statistiques, à la date du 29 avril 2019, le Burkina Faso comptait 268 sociétés immobilières. Toutefois, seulement 30 d'entre elles seraient enregistrées à la Direction générale des impôts (DGI). Outre cela, se greffent des irrégularités liées à la promotion immobilière dont l'accaparement des terres par les promoteurs immobiliers qui se livrent à des spéculations foncières, compromettant davantage les perspectives d'accès à un logement pour les populations, le non-respect de la procédure d'acquisition des sites par les promoteurs immobiliers et des plans d'aménagement approuvés par le ministère de l'habitat et de l'urbanisme. La Commission d'enquête va évaluer aussi la mise en œuvre de la loi N°057-2008/AN du 20 novembre 2008 portant promotion immobilière au Burkina Faso.

En ce qui concerne les Missions d'informations parlementaires (MIP), les députés ont décidé de s'intéresser à la gestion des crédits alloués à la lutte contre l'insécurité et le système de motivation des hommes sur le terrain. Ces Missions ont consisté en l'appréciation de l'utilisation des crédits alloués au ministère de la défense nationale et des anciens combattants et à celui de la Sécurité dans le cadre des acquisitions des équipements, des biens et services

et de la prise en charge sanitaire des femmes et hommes engagés au front. Les MIP se sont intéressées également à la prise en charge des orphelins et veuves de guerre ainsi qu'au système de motivation des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme. En somme, les missions étaient sensées évaluer l'état de mise en œuvre de la loi n°055-2017/AN du 14 décembre 2017 portant loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022.

Le parlement à travers la seconde Mission d'information a abordé, pour sa part, *« la question de l'opérationnalité des Fonds miniers, la problématique de l'emploi des nationaux dans les sociétés minières et sur l'effectivité du paiement de la contribution financière en matière d'eau (CFE) par les sociétés minières »*. En effet, l'article 25 de la loi n°036-2015/CNT portant Code minier au Burkina Faso a créé quatre fonds miniers que sont : le fonds minier pour le développement local, le fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine et le fonds de réhabilitation, de sécurisation des sites miniers artisanaux et de lutte contre l'usage des produits chimiques prohibés. Le quatrième fonds a porté sur le financement de la recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre. *« Cette mission d'information s'est inscrite dans la perspective d'évaluation de l'efficacité desdits fonds et des capacités du secteur minier à générer davantage d'emplois aux nationaux, à alimenter les budgets des organismes économiques et sociaux et à contribuer au développement local »*.

Ces actions de contrôle de l'action gouvernementale annoncées en 2019 devraient voir une exécution en 2020. S'il faut saluer ces initiatives, il faut espérer que cela ne soit pas des actions de plus sans impacts concrets sur le terrain. En effet, des Commissions d'enquêtes parlementaires ont déjà vu le jour et les recommandations ne sont toujours pas mises en œuvre.

C'est d'ailleurs cet état de fait qui a justifié la mise en place d'une Commission de l'évaluation des politiques publiques et du suivi des recommandations (CEPSUR) pour évaluer l'état de mise en œuvre des

recommandations des commissions d'enquêtes parlementaires mises en place au cours de la septième législature¹⁷. Au 31 décembre 2019, le président de l'Assemblée nationale instruisait à la CEPSUR de présenter ses différents rapports aux députés avant leur transmission au gouvernement¹⁸.

2.2.1.2.3. Le non-respect en toute impunité du statut du député

Député et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, Abdoulaye MOSSE est le commissaire général du Salon international du textile africain (SITA), qui est une activité annuelle. Il est le premier responsable de ce salon qui entend faire la promotion du textile africain. Cette position est une violation des règles d'incompatibilités absolues ne pouvant souffrir d'aucune dérogation prévue par le statut du député. Ce statut rend ainsi incompatible le mandat de député avec l'exercice des fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, d'administrateur délégué, de directeur général, de directeur général adjoint ou de gérant de société. Au demeurant, ce type d'activités de parlementaires favorise les conflits d'intérêts, le trafic d'influence et le clientélisme.

2.2.1.3. Les actions de la justice : Le timide envol dans la répression des infractions économiques et financières

Les pôles judiciaires spécialisés dans la répression des infractions économiques et financières (ECOFI) ont été créés par la loi n°005-2017/AN du 19 janvier 2017 au sein des TGI de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et au sein des Cours d'appel des mêmes villes. Les pôles judiciaires spécialisés de Ouagadougou couvrent les ressorts territoriaux des Cours d'appel de Ouagadougou et de Fada N'Gourma¹⁹ alors que ceux de Bobo-Dioulasso couvrent le ressort territorial de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso. Ils ont

17 Il s'agit de la CEP sur le foncier urbain, de celle sur les titres miniers et la responsabilité sociale des entreprises, de celle sur le système d'enseignement et sur le système de santé au Burkina Faso.

18 <https://www.assembleenationale.bf/spip.php?article1141> visité le 14 janvier 2020.

19 Article 515-2 de la loi n°40-2019 portant code de procédure pénale au Burkina Faso

pour mission de juger dans des délais raisonnables les affaires de grande délinquance économique et financière et de la criminalité organisée. Ils comprennent une section spécialisée du parquet, des cabinets d'instruction spécialisés et une chambre de jugement spécialisée. Les difficultés tiennent au mode peu transparent et peu démocratique de désignation des acteurs de ces pôles judiciaires, l'inachèvement de la spécialisation des acteurs, la mobilité des magistrats du fait de l'obligation statutaire de changer de juridiction chaque cinq ans²⁰ et l'inexistence de mesures d'accompagnement et de motivation des acteurs. En outre, depuis l'adoption de la loi en 2017, la mise en place d'une unité de police judiciaire spécialisée dirigée par le parquet spécialisé des pôles spécialisés ECOFI, prévue par la même loi est toujours attendue. Il en est d'ailleurs de même des assistants spécialisés qui doivent apporter leur concours aux magistrats spécialisés.

Malgré ces difficultés, l'année 2019 a vu un début d'activités réelles des pôles à tous les niveaux. Ainsi, des calendriers d'audiences pour les chambres de jugement des pôles judiciaires spécialisés par les juridictions abritant les pôles avec des fréquences variables ont été adoptés et suivis avec des décisions prononcées, des actes d'instruction accomplis ainsi que quelques bonnes pratiques à capitaliser tenant aux poursuites à l'initiative du parquet et sur la base des dénonciations par voie de presse ou des OSC.

2.2.1.3.1. Des dossiers en cours d'instruction

Plusieurs dossiers de corruption, de détournement de deniers publics, de blanchiment de capitaux étaient en cours de traitement au cours de l'année 2019 à la justice. Les dossiers judiciaires de délits et crimes économiques ont connu des fortunes diverses. Cependant, il est à relever que la mise en place des pôles spécialisés notamment économique et financier n'a pas permis de désengorger les cabinets d'instruction. Les magistrats spécialisés se sont

20 Article 6 alinéa 4 de la loi n°050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature : « A l'exception des magistrats exerçant dans les hautes juridictions et les Cours d'appel, nul ne peut faire plus de cinq ans au même poste dans la même juridiction ».

certainement bonifiés avec les différentes formations mais du fait du non-respect de leurs spécialisations, ces magistrats nommés au sein de ce pôle, continuent de traiter de toutes les procédures. Cette situation plombe leurs efforts.

Le tableau ci-dessous dresse l'état des dossiers en cours de traitement au niveau du pôle spécialisé de Ouagadougou.

Tableau XII: Etat des dossiers du Pôle ECOFI du TGI de Ouagadougou

Situation des dossiers	Nature des infractions	Nombre de dossiers
Dossiers en instruction	• Corruption	1
	• Détournement	4
	• Fraude	0
	• Blanchiment de capitaux	13
	• Financement du terrorisme	0
	• Enrichissement illicite	4

Source : Pôle ECOFI de Ouaga

Sur 26 dossiers en cours d'instruction en 2019, des ordonnances concernant 4 dossiers d'enrichissement illicite ont été rendues.

Au niveau du pôle spécialisé de la Cour d'appel de Ouagadougou, un dossier est en instance au niveau de la chambre de l'instruction.

2.2.1.3.2. Des dossiers jugés ou attente de jugement

➤ Dossier Secrétariat permanent des Engagements nationaux et des Programmes d'urgence (SPENPU)

L'ancien Secrétaire permanent des Engagements nationaux et des programmes d'urgence (SPENPU, Boukaré COMPAORE a été jugé et reconnu coupable des faits à lui reprocher. L'affaire a débuté en 2017 avec son limogeage le 30 décembre 2017 à la suite d'accusation de corruption dans le cadre d'attribution de marchés publics au SPENPU révélé par le journal Courrier confidentiel. Après moins de deux ans de procédure, le Tribunal

de grande instance de Ouagadougou a condamné le 17 décembre 2019, l'ex Secrétaire permanent des Engagements nationaux et des Programmes d'urgence (SPENPU) Boukaré COMPAORE à 24 mois de prison ferme et une amende de 60 millions de francs CFA. Il lui était reproché des faits de corruption et de recours abusifs à la procédure de gré à gré dans les marchés publics. L'entrepreneur Maximin COMPAORE qui était accusé de corruption, lui, a été mis hors de cause au bénéfice de l'excuse absolutoire²¹. Mais il devra payer solidairement avec Boukaré COMPAORE la somme totale de 500 000 francs CFA au Réseau national de lutte anticorruption (REN LAC) constitué partie civile dans cette affaire²².

➤ Dossier Conseil supérieur de la communication

La phase de l'instruction semble terminée. En plus de l'ancienne présidente du Conseil supérieur de la communication (CSC) Nathalie SOME et de quatre de ses collaborateurs, cinq autres personnes ont été mises en examen par le juge d'instruction en charge du dossier. L'instruction a ainsi épinglé Daniel KAFANDO pour complicité de détournements de deniers publics portant sur 14 917 500 francs et complicité de faux en écriture publique. Aïssatou IBRANGO/PITROIPA, est mise en examen pour complicité de détournement de deniers publics sur 14 917 500 et complicité de faux en écriture publique. Les faits de corruption dans la commande publique, de complicité de surfacturation sont reprochés à Boubacar ZANGO. Quant à Samuel IBRANGO, il est soupçonné de complicité de détournements de deniers publics sur 14 917 500, de complicité de faux en écriture publique et de complicité de détournement de deniers publics. Victorien Marie HIEN est suspecté de complicité de détournement de deniers publics portant sur 26 000 000 FCFA²³.

21 Aux termes de l'article 217-2 de la loi 025-2018/AN portant code pénal au Burkina Faso, les excuses absolutoires assurent l'impunité à l'auteur de l'infraction. Or, l'article 335-6 in fine dispose que toutefois, bénéficie d'une excuse absolutoire quiconque porte l'information à la connaissance des organismes privés de lutte contre la corruption.

22 Boukare COMPAORE a relevé appel de ce jugement et le dossier est en cours à la Cour d'Appel de Ouagadougou

23 L'Événement du 25 décembre 2019

Avant eux, cinq personnes avaient été mises en examen au tout début de l'affaire en septembre 2017. La présidente du Conseil supérieur de la communication Nathalie SOME a été mise en examen pour détournement de deniers publics d'une valeur de 643 943 630, de faux et usage de faux en écriture publique, de corruption, de surfacturation, de népotisme et de blanchiment de capitaux. Le directeur des affaires administratives et financières (DAF) Souleymane SERE, était mis en cause pour détournement de deniers publics d'une valeur de 643 943 630, de faux et usage de faux en écriture publique, de corruption, de surfacturation, de népotisme, de blanchiment de capitaux et de prise illégale d'intérêt. L'ancien directeur des marchés publics Salifou KOULA, était dans le viseur de la justice pour détournement de deniers publics de 72 153 660, de complicité de faux en écriture publique, de complicité d'usage de faux en écriture publique, de complicité de surfacturation et de blanchiment de capitaux. La directrice de la société Le Passoré, Salamata YODA/SERE s'ajoute à la liste des personnes mises en cause dans l'affaire du CSC pour présomptions de complicité de détournement de deniers publics sur 136 000 000 francs CFA, de complicité de faux en écriture publique et de complicité d'usage de faux en écriture publique. La directrice-gérante du maquis Resto Ambassade Portio Nadine TRAORE est épinglée pour complicité de détournement de deniers publics portant sur 25 500 000, de complicité de faux en écriture publique, de complicité d'usage de faux en écriture publique, de commerce incompatible.

Ce dossier judiciaire a été ouvert à la suite de dénonciation par le journal L'Événement²⁴ dont les allégations ont été confirmées par un audit de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption. L'ASCE-LC avait par la suite transmis son rapport à la justice qui a ouvert l'enquête. Au 31 décembre 2019, les personnes mises en examen avec mandat de dépôt à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO), dont Nathalie SOME, bénéficient chacune d'une liberté provisoire. Le dossier a été transmis à la Chambre d'instruction de la Cour d'appel de Ouagadougou pour ses observations.

²⁴ Plusieurs parutions de L'Événement dès le 25 mars 2017

➤ **Feuilleton judiciaire de l'affaire Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)**

Le procès de ce qui est appelé désormais l'affaire CNSS n'avait toujours pas pris fin jusqu'au 31 décembre 2019 au Tribunal de grande instance de Ouagadougou. Elle a éclaté à la suite d'une dénonciation faite par le comité de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B) de la Caisse nationale de sécurité sociale sur le manque de transparence, de conflit d'intérêt, de népotisme et de favoritisme dans le recrutement de 85 agents de la CNSS. Plus du tiers des admis à ce recrutement avait un lien avec des travailleurs de la Caisse. Le Directeur des Ressources humaines (DRH) avait trois membres de sa famille admis à ce test de recrutement. Limogé depuis le début de l'affaire en 2018, le DRH et d'autres prévenus font face à la justice pénale.

Il faut signaler que la justice notamment administrative et sociale a favorisé un imbroglio indescriptible dans ce dossier. Une ordonnance du juge des référés annulant les résultats a été suspendue sur référé par le Tribunal administratif de Ouagadougou, confirmée par le Conseil d'Etat. Le pourvoi formulé par la CNSS a été rejeté. Sur cette base, les personnes recrutées ont saisi le juge des référés du Tribunal du travail pour voir ordonner leur intégration avec paiement de 13 mois d'arriérés de salaires. Rejetée au premier degré, la requête a été satisfaite en barre d'appel. Les 84 recrutés, y compris ceux sur lesquels pèsent les soupçons de fraude sont en service. L'issue du procès pénal et son exécution en cas de condamnation est ainsi complexifiée.

➤ **Six gendarmes poursuivis pour corruption, concussion, escroquerie et blanchiment de capitaux**

Six gendarmes précédemment en service à la brigade territoriale de gendarmerie de Baskuy Ouagadougou sont poursuivis pour corruption, concussion, escroquerie et blanchiment de capitaux. Ils sont écroués à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou en attente de leur procès. Le

dossier appelé à être jugé au Tribunal de grande instance de Ouagadougou au pôle judiciaire spécialisé dans la répression des infractions économiques et financières (pôle ECOFI) a été renvoyé à plusieurs reprises. Les six pandores, tous des sous-officiers, Abdoulaye NIKIEMA, Moukaila SEKONE, Adama OUEDRAOGO, Issa DOULOUGOU, Fidèle Herman YAMEOGO et Karim TASSEMBEDO sont chacun poursuivis pour corruption, concussion, escroquerie et blanchiment de capitaux. Selon l'enquête judiciaire, les six gendarmes sont poursuivis pour avoir reçu, exigé ou ordonné de percevoir ce qu'ils savent ne pas être légal.

En outre, il leur est reproché d'avoir sollicité, accepté directement ou indirectement des commerçants de l'argent pour renoncer à retirer leurs marchandises qu'ils voulaient confisquer. En tant que gendarmes, ils sont accusés également d'avoir utilisé des manœuvres frauduleuses pour interpellier des commerçants transportant des marchandises prohibées et en les conduisant hors de l'enceinte de leur brigade de gendarmerie ou à la brigade et en menaçant de saisir la marchandise en question obligeant à payer des sommes d'argent. Cet argent illégalement perçu par les gendarmes a été aussi investi dans des propriétés immobilières ou mobilières selon l'enquête judiciaire.

Après leur poursuite par le Procureur du Faso près le TGI de Ouaga, ils ont été mis sous mandat le 27 février 2019, à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO). Ouvert à partir d'octobre 2019, le procès a été suspendu dans l'attente de la conduite de la procédure particulière initiée devant la Cour de cassation en raison de leur qualité respective. Cependant, faisant preuve d'esprit d'initiative au regard des faits à eux reprochés, le parquet a organisé de nouvelles poursuites pour abus de fonction et a décerné mandat de dépôt. Au 31 décembre 2019, le dossier n'a pas connu son épilogue au premier degré.

➤ Affaire charbon fin

La presse et des structures de la société civile ont suivi de bout en bout le dossier Essakane S.A. IAMGOLD. Le procureur général, près la Cour d'appel de Ouagadougou, Laurent PODA, a au cours d'une conférence de presse le 6 août 2019, informé officiellement l'opinion publique sur le dossier judiciaire relatif à l'affaire d'exportation de charbon fin de la société Essakane S.A IAMGOLD. Suite à l'enquête judiciaire, la société minière canadienne et la société Bolloré Transports et Logistics ainsi que douze autres personnes sont poursuivies dans le cadre de l'affaire dite du charbon fin. Deux personnes morales à savoir la société IAMGOLD Essakane S.A. et la société Bolloré Transports et Logistics SA Burkina Faso (BTLB) sont aussi poursuivies pour faux en écriture privée de commerce, d'usage de faux en écriture privée de commerce, d'exportation illégale de déchets dangereux, de fraude en matière de commercialisation de l'or et des autres substances précieuses. Elles sont en outre poursuivies de blanchiment de capitaux, de complicité de blanchiment de capitaux, de complicité d'exportation illégale de déchets dangereux, de complicité de fraude en matière de commercialisation de l'or et des autres substances précieuses, d'exportation sans déclaration et de détournement de marchandises non soumises à autorisations spéciales de leur destination privilégiée. Les douze personnes physiques sont des travailleurs de la société minière Essakane S.A IAMGOLD, de la société Bolloré Transports et Logistics SA Burkina Faso (BTLB), de la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG), du Bureau des Mines et de Géologie du Burkina (BUMIGEB) et de la Direction Générale des Douanes (DGD). Elles sont poursuivies pour fraude en matière de commercialisation de l'or et des autres substances précieuses, d'exportation illégale de déchets dangereux, de blanchiment de capitaux, de faux en écriture privée de commerce, d'usage de faux en écriture privée de commerce, de fraude en matière de commercialisation de l'or et des autres substances précieuses, de franchise illégale. A la dernière audience du pôle ECOFI Ouaga de l'année 2019, le

dossier a été renvoyé au 15 janvier 2020.

Le traitement diligent de ce dossier dépend de la perspicacité et de la responsabilité de la chambre judiciaire spécialisée dans la répression des infractions économiques et financières. Depuis, l'ouverture du procès le 14 août 2019, la Chambre a fait preuve d'hésitations et de manque de fermeté à l'égard des parties notamment des conseils des personnes poursuivies. En effet, c'est un secret de polichinelle que lesdits conseils entendaient demander une contre-expertise à l'expertise commanditée par le parquet spécialisé au cours de l'enquête conformément aux articles 242-10 et 242-13 du Code de procédure pénale. La Chambre a permis des renvois qui peuvent être qualifiés de complaisants. Après huit mois de procès, elle n'a pas été à même d'amener les parties à demander la contre-expertise. A la décharge des membres, leur désignation en début d'année 2019-2020 n'a toujours pas consacré la spécialisation totale puisqu'ils continuent de traiter les dossiers ordinaires du tribunal.

2.2.1.4. Une intervention timorée des autorités administratives de contrôle et de régulation

2.2.1.4.1. L'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC)

➤ L'ASCE-LC poursuit ses activités traditionnelles

Le 4 janvier 2019, l'ASCE-LC a transmis trois rapports au Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE. Il s'agit du rapport de l'audit n-1 de la gestion 2017, celui du contrôle de 2016 et son rapport annuel d'activités 2017. Aux termes desdits rapports, la plus haute autorité administrative indépendante chargée du contrôle d'Etat conclut à la baisse des indicateurs de bonne gouvernance au Burkina Faso.

Il ressort que les montants cumulés des détournements et manquants de caisse, des dépenses sans pièces justificatives et autres malversations sont

passés de plus de 31 milliards en 2015 à 7,6 milliards en 2016 et ont grimpé à plus de 10 milliards de F CFA en 2017. L'audit de gestion du gouvernement au titre de l'année 2017 a permis de mettre à nu des faiblesses dans les dispositifs de gestion de la commande publique, des comptes de dépôts, des régies d'avance et du carburant et lubrifiants. Cette situation est jugée préoccupante par l'ASCE-LC. En effet, elle estime que *« ce laisser-aller à l'inobservance des règles de gestion est la traduction du sentiment, au sein de l'administration que les pratiques de corruption ne sont pas des opérations à risque du fait du manque de sanctions dissuasives et de l'impunité ambiante »*.

En attendant, l'ASCE-LC a recommandé au gouvernement de privilégier la mise en concurrence pour plus de transparence et de gains socio-économiques dans la commande publique, de réduire le nombre de comptes de dépôts de fonds par structure et encadrer leur utilisation, d'élaborer une procédure plus adéquate pour la réception des services de restauration et de pause-café.

Pour s'assurer une mise en œuvre conséquente des recommandations, l'institution a proposé la tenue d'une rencontre semestrielle entre elle et le gouvernement. Jusqu'à la fin de l'année 2019, cette proposition n'a pas été concrétisée, attestant une fois de plus, l'absence de volonté politique de lutter efficacement contre la corruption.

Au titre des activités 2019 à proprement parler, on peut noter que l'ASCE-LC a conduit ce que l'on peut qualifier d'activités traditionnelles. Il s'agit notamment de l'audit de la gestion 2018 du Gouvernement. Elle a également traité des plaintes et dénonciations et saisi la justice de dossiers. Sous l'angle de la sensibilisation, l'ASCE-LC a organisé des conférences publiques ou présenté des communications sur invitation de structures partenaires. Le cadre de concertation entre les corps de contrôle édition 2019 a aussi été tenu. A l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la Corruption, l'institution a organisé le 6 décembre 2019 la première édition de la nuit anti-corruption. Au cours de cette activité, des sketches anti-corruption

et autres interventions ont occupé l'assistance.

Cependant, l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption pouvait améliorer sa contribution à la lutte contre la corruption par la finalisation du processus de déclaration d'intérêt et de patrimoine. La mauvaise interprétation de la loi par l'ASCE-LC qui a conditionné les déclarations en ligne par la modification de la loi anti-corruption fait qu'il est impossible d'organiser des poursuites du chef de l'infraction de défaut ou de fausse déclaration d'intérêt et de patrimoine. Pourtant, la loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso dispose expressément que : « *Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire prévoit une exigence de forme particulière dans le cadre d'une procédure administrative, cette exigence peut être satisfaite par voie électronique dans les hypothèses et conditions prévues aux dispositions des articles 37 à 44 ci-dessous* »²⁵. Cela signifie que dès l'entrée en vigueur de la loi anti-corruption, l'ASCE-LC aurait pu demander au public visé d'accomplir la déclaration par voie électronique sans attendre la modification pour prévoir une telle possibilité. Au demeurant, depuis l'adoption de la loi n°033-2018/AN du 26 juillet 2018 portant modification de la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso, introduisant la possibilité pour tous les assujettis d'effectuer la déclaration d'intérêt et de patrimoine en ligne sur le site de l'institution étatique en charge de la lutte contre la corruption à savoir l'ASCE-LC, à l'exception du Président du Faso, du Premier ministre, des membres du gouvernement et du parlement, aucune avancée n'a été notée. D'ailleurs, son option de démarrer le processus par les acteurs politiques reste inachevée puisqu'elle n'arrive pas à effectuer les contrôles et émettre des mises en demeure. Cette situation rend impuissantes les autorités de poursuite dans la mise en mouvement de l'action publique contre les assujettis qui ne

25 Ces articles précisent notamment qu'il appartient à l'administration compétente d'établir le formulaire électronique. Ils précisent également que la formalité est réputée accomplie au moment où le destinataire est à même d'en prendre connaissance.

déclarent pas leurs biens ou font de fausses déclarations, des déclarations incomplètes ou inexactes. Cela se justifie simplement par le fait que l'élément matériel de l'infraction est caractérisé par le refus exprès de faire la déclaration ou le fait d'effectuer une déclaration incomplète, inexacte ou fausse ou encore de formuler sciemment de fausses observations ou violer délibérément les obligations qui lui sont imposées par la loi, et ce, deux mois après une mise en demeure écrite de l'ASCE-LC.

➤ **Une ASCE-LC baignant dans un inconfort juridique et institutionnel**

Le Conseil d'orientation de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption, structure mise en place après la restructuration de l'ASCE-LC, pour lui permettre d'être ancrée dans la société²⁶, a tenu ses sessions ordinaires. La première tenue du 10 au 12 avril 2019 autour d'une part de l'examen et de l'adoption du rapport 2018 et du programme d'activités 2019 et d'autre part de l'examen et adoption de projets de textes de l'institution. Le Conseil d'orientation s'est dit déçu et inquiet du fait de la non-adoption, par le Conseil des ministres, des décrets d'application devant permettre d'opérationnaliser l'institution qui a vu ses prérogatives renforcées, depuis 2015, les projets de décrets pourtant déposés au niveau du gouvernement. Le Conseil d'orientation considère que la non adoption des décrets d'application place l'institution dans une situation juridique inconfortable et son souhait le plus ardent est qu'une solution rapide soit trouvée à cette situation. Le contrôleur d'Etat lui-même a été obligé d'affirmer que l'institution qu'il préside est dans l'illégalité totale faute d'adoption des décrets d'application. Toute cette situation accrédite la thèse d'une volonté politique de fragilisation de l'institution.

Une audience obtenue par le Conseil d'orientation avec le Premier ministre en mai 2019 n'a pas permis d'accélérer le processus malgré

26 Le Conseil d'Orientation de l'ASCE-LC comprend neuf membres dont trois au titre du secteur public, trois au titre du secteur privé et trois au titre des organisations de la société civile.

les promesses et engagements du Premier ministre. En effet, le Chef du gouvernement, à l'issue de la rencontre a promis de tout mettre en œuvre pour ressortir les projets de textes initiés et les faire passer en Conseil des ministres pour examen et adoption. Au constat, force est de reconnaître qu'aucun des textes n'a été adopté. Cette situation témoigne de l'intention de mettre en hibernation et de décrédibiliser l'ASCE-LC et ses acteurs actuels.

La deuxième session ordinaire de l'année 2019 du Conseil d'orientation de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption s'est tenue le 27 décembre 2019. Cette session a été consacrée à des informations sur le budget 2020 de l'institution et à l'examen de la situation de la restructuration de ladite institution.

L'institution rencontre également des difficultés à soumettre au ministère de la défense dans son champ de compétence notamment le contrôle des institutions publiques. En effet, il lui est très souvent opposé la question du secret défense. Cela lui est très souvent opposé dans les situations de contrôle du ministère de la défense. La situation agace d'ailleurs le Contrôleur général d'Etat Luc Marius IBRIGA qui a déclaré lors d'une interview : « [...] *Et quand nous demandons les documents légaux qui montrent que tel ou tel aspect financier tombe sous le coup du secret défense, on dit que c'est comme ça. Voilà pourquoi nous avons à chaque fois interpellé le gouvernement à ce qu'il y ait une définition claire du secret défense pour permettre à ce qu'on puisse faire le contrôle.* »²⁷. Avec cette théorie du secret défense, c'est l'opacité totale dans la gestion des deniers publics au ministère de la défense. Or, il semble que dans une logique de transparence, de savoir si la procédure d'utilisation de l'argent public est légale, surtout dans un contexte d'augmentation continue des crédits alloués aux secteurs de la défense et de la sécurité.

Certaines sorties médiatiques du Contrôleur général d'Etat sonnent comme un aveu d'impuissance face à la situation.

²⁷ Interview réalisée avec Libre Info, publié sur www.libreinfo.net le 27 août 2019, consulté le 12 février 2020

2.2.1.4.2. L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP)

Le 5 septembre 2019, l'ARCOP a remis son rapport 2018 au Premier ministre. Ce rapport fait ressortir l'ensemble des activités menées par la structure au cours de l'année 2018.

L'Autorité a mené des activités de vulgarisation et de formation sur la législation relative à la commande publique au profit des acteurs dudit secteur.

Dans l'accomplissement de sa mission de faire connaître la législation relative à la commande publique aux acteurs, l'Autorité de régulation de la commande publique a diffusé auprès des acteurs du système de la commande publique et publié sur son site internet, deux nouveaux arrêtés relatifs aux prestations de nettoyage de bâtiments administratifs et aux prestations de gardiennage. Elle a organisé ou animé :

- une session de formation à l'endroit de cinquante-trois formateurs ;
- vingt sessions de formations au profit de 826 personnes du public et du privé. Six d'entre elles ont pu être financées sur ressources propres de l'ARCOP ;
- deux sessions de formation au profit de 30 personnes des DMP/DAF des ministères en charge des infrastructures, de la santé et de l'éducation nationale sur les accords-cadres ;
- un atelier d'échanges entre les soumissionnaires et les autorités contractantes ;
- un atelier d'échanges avec les journalistes ;
- des émissions radiodiffusion sur l'exécution de la commande publique.

Elle a procédé à l'actualisation du guide de l'autorité contractante et à la vulgarisation à travers son site web, de l'arrêté et du modèle type d'accord cadre dans les marchés publics.

Dans sa fonction de discipline, onze (11) séances de discipline ont été tenues pour examiner une soixantaine de cas de dénonciations portant sur des documents non authentiques. Un seul cas a fait l'objet d'auto saisine.

A l'issue de l'examen de ces cas, quinze (15) entreprises ont été déclarées défaillantes et seize (16) autres entreprises ont été exclues de la commande publique. Elle a prononcé des pénalités financières à l'encontre des entreprises reconnues défaillantes à hauteur de 19 992 618 francs CFA. Les entreprises ainsi sanctionnées disposaient d'un délai d'exécution d'une trentaine de jours, sous peine d'être exclues de la commande publique pour une période d'un an. Le montant effectivement recouvré en 2019 s'élève à 11 967 238 francs CFA

Au cours de l'année 2019, l'ARCOP n'a édicté aucune recommandation de sanction administrative contre des agents publics indélégats. Elle n'a non plus transmis aucune alerte à l'ASCE-LC. Par contre seize (16) cas de production de documents non authentiques ont été portés à la connaissance du procureur du Faso près le tribunal de grande instance de Ouagadougou.

L'institution chargée des bonnes règles de la commande publique veille également, de manière permanente, à la pleine application de la réglementation de la commande publique. Dans ce cadre, on peut relever en 2019, entre autres, la réalisation des activités suivantes :

- une enquête dans la région des Hauts-Bassins sur l'exécution d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;
- une enquête dans la région du Centre Ouest sur la réalisation d'infrastructures éducatives ;
- une enquête dans la commune de Pabré (région du Centre) sur l'exécution d'un ouvrage scolaire, suite à une dénonciation du REN LAC ;
- l'exploitation du numéro vert (80 00 11 58).

A l'analyse, au regard des dénonciations par voie de presse relatives aux manquements à la réglementation sur les marchés publics, l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) doit davantage s'investir dans les auto saisines pour discipliner le secteur. En outre, sa timidité à prononcer des sanctions pécuniaires et la non utilisation de toutes ses prérogatives limitent son emprise sur la lutte contre la corruption dans le secteur.

Pour l'y aider, il s'avère impérieux de procéder à l'opérationnalisation de la redevance de régulation et l'introduction d'une condition tenant à la non appartenance du Secrétaire permanent à un organe dirigeant d'un parti politique. Cette interdiction de non appartenance à l'organe dirigeant d'un parti politique pourrait être étendue à d'autres structures de contrôle et de lutte contre la corruption et même à toutes les structures de régulation.

2.2.1.4.3 Les actions de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF)

Elle a été créée par la loi n°026-2006/AN du 28 novembre 2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux sous la forme d'une autorité administrative. Avec l'adoption de la loi n°016-2016/AN relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso, elle est passée à un statut d'autorité administrative interministérielle permanente, placée sous la tutelle du Ministre chargé des finances²⁸. Elle est indépendante dans ses domaines d'activités et a pour mission de recevoir, d'analyser et de traiter le renseignement financier sur les circuits de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Elle a mené plusieurs activités. Du 12 au 17 mai 2019, la CENTIF a participé aux travaux de la 31^{ème} plénière de la Commission Technique du GIABA à Conakry (République de Guinée). Au cours de cette plénière, le projet de Rapport d'évaluation mutuelle (REM) du Burkina Faso, dans le cadre du 2^{ème} cycle des Evaluations Mutuelles (EM) du GIABA, a été adopté.

Les résultats obtenus par le Burkina Faso sont retracés dans le tableau XIII ci-après.

²⁸ Article 59 de la Loi n°016-2016/AN du 03 mai 2016 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso

Tableau XIII: répartition des dossiers selon leur efficacité et leur conformité technique

Efficacité		Conformité	
Niveau d'efficacité	Résultats du BF	Niveau de conformité	Résultats du BF
Elevé (E)	0	Conforme (C)	9
Significatif (S)	0	Largement conforme (LC)	17
Modéré (M)	2	Partiellement conforme (PC)	13
Faible (F)	9	Non conforme (NC)	1

Source : rapport 2019, CENFIF

Ces résultats montrent que dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la législation et les pratiques du Burkina Faso ne sont pas conformes aux standards internationaux. L'efficacité de son système est faible. Au regard de ces résultats, le Burkina Faso a été placé sous le régime de « suivi renforcé » et a été invité à présenter son 1er rapport de suivi de l'Evaluation Mutuelle en mai 2020.

Dans l'exercice de ses missions, la CENTIF a reçu, au cours de l'année 2019, neuf cent vingt-cinq (925) dossiers d'opérations suspectes (DOS) et cent une (101) Demandes d'informations (DI), soit un total de mille vingt-six (1.026) dossiers dans son portefeuille. Pour la première fois depuis son opérationnalisation en 2008, le nombre de DOS a franchi la barre de 1 000 déclarations dans le portefeuille de la CENTIF.

Par ailleurs, la CENTIF a adressé trente-cinq (35) DI aux Cellules de renseignement financier (CRF) homologues au cours de la période. Les principales infractions sous-jacentes à la base des déclarations de soupçons sont entre autres le trafic d'or, l'escroquerie, la fraude fiscale et l'infraction à la réglementation de change (Tableau XIV).

Tableau XIV: Tableau 4 : DOS et DI reçues par catégorie de déclarant au 31/12/2019

Catégorie de déclarant	Nombre au 31/12/2019
Banques	908
Autres assujettis	17
Autres CENTIF	31
Autres CRF	70
TOTAL	1026

Source : Rapport d'activités 2019, CENTIF.

Ce tableau montre que les banques sont les assujettis les plus réguliers dans les déclarations d'opérations suspectes et les autres assujettis (notaires, avocats, huissiers) font le moins de déclarations. L'aspect coopération également ressort avec les déclarations reçues des autres CENTIF au nombre de 31.

2.2.2. Les actions des acteurs non étatiques dans la lutte contre la corruption

2.2.2.1. La poursuite des actions du REN-LAC

Afin d'impacter les habitudes et les comportements des populations face au phénomène de la corruption en les incitant à la veille citoyenne et à la dénonciation des mauvaises pratiques dans la gestion de la chose publique, le Réseau a multiplié les actions de sensibilisations à leur endroit. Ces activités ont couvert 99 communes réparties sur 33 provinces et les 13 régions du territoire national.

Au total, 329 activités de sensibilisation ont pu être menées, composées principalement de 114 conférences publiques, 68 vidéos-débats, 53 émissions radio et télé, 46 thé-débats et 42 formations. Parmi ces activités, cent six (106) ont été réalisées sur la base de sollicitation extérieure. Ce qui représente 32,21% du nombre total des activités de sensibilisation réalisées.

Ces actions de sensibilisations ont permis de toucher 41 577 personnes en 2019 contre 28 461 en 2018, soit un taux d'accroissement 46,08%. Parmi ces bénéficiaires, on dénombre au moins 16 801 femmes contre 10 388 en

2018, représentant ainsi 40,41% des personnes touchées. De plus, 5 776 jeunes de moins de 17 ans ont également bénéficié des actions du REN-LAC, soit 13,89% des personnes touchées.

Le réseau a mené plusieurs actions au cours de l'année 2019.

➤ **De la création des clubs anti-corruption dans les établissements**

L'un des objectifs des actions d'information et de sensibilisation sur la corruption dans les établissements était de susciter la création et l'installation des clubs anti-corruption dans ces établissements. Les principaux thèmes abordés lors de ces activités de sensibilisation sont entre autres « *Corruption : Manifestation, causes et conséquences* », « *Rôle des Club anti-corruption* », « *Prévention répression de la corruption dans le secteur de l'Education* », « *le REN-LAC : mission, objectifs, actions* », etc.

Les actions de sensibilisation menées par les CRAC des Hauts-Bassins, du Centre-Ouest et du Nord, au sein des établissements scolaires, ont suscité un intérêt pour des élèves desdits établissement. Cela s'est matérialisé par la mise en place de six (06) Clubs anti-corruption, au premier semestre de 2019.

Au cours du second semestre 2019, le même processus a été entamé par le siège au niveau de cinq (05) établissements dans la ville Ouagadougou, mais le Réseau s'est très vite buté à la réticence, voire au refus des provideurs desdits établissements. Le Ministre qui avait été préalablement rencontré par le REN-LAC, avait même signé une convention de partenariat pour la mise en place des Cadres de suivi citoyens des prestations de services ainsi que des clubs anti-corruption, s'est rétracté en exigeant des textes sur les clubs. En attendant de répondre au Ministre, le REN-LAC a décidé de reporter l'activité. Des efforts restent donc à faire en 2020 pour enregistrer un nombre beaucoup plus considérable des clubs mis en place.

➤ De la production et la diffusion de la Bande Dessinée (BD) Kouka

Le REN-LAC produit et diffuse chaque année la bande dessinée Kouka, tant attendue des plus jeunes. En focalisant l'attention des jeunes sur le comportement de leur héros « Kouka », l'outil contribue fortement à les influencer à adopter des comportements d'honnêteté et une culture des principes de bonne gouvernance.

Cette année, 30 000 exemplaires ont été édités contre 22 000 en 2018. La Bande dessinée a été distribuée dans les quatre coins du pays, notamment dans les établissements d'enseignement, les bibliothèques, les imprimeries, etc. Cependant, compte tenu du contexte sécuritaire, la Bande dessinée n'a pu être distribuée dans certaines localités du Sahel et du Nord telles que Gorom-Gorom, Djibo, Ouindigui, Sollé, etc. Le thème de cette 18^{ème} édition est « Racket à l'hôpital ». Ce numéro aborde la pratique de la corruption dans le secteur de la santé. Un secteur social très sensible, mais qui n'échappe pas au phénomène. Ce numéro 18 de Kouka donne aux lecteurs les clés de la lutte contre la corruption dans nos centres de santé. Il met aussi l'accent sur l'importance de la veille citoyenne et le contrôle citoyen dans la lutte contre le phénomène de la corruption.

Très appréciée des jeunes, son jeu concours a connu une forte participation des élèves. Le jury mis en place par le REN-LAC, composé majoritairement d'acteurs du monde éducatif (4/5), a reçu et traité au total 2154 copies d'élèves en provenance de l'ensemble du pays. Il a dénombré 1 206 copies appartenant à des filles, soit environ 56% de participation féminine. Cette 13^{ème} édition du jeu concours a connu une plus grande participation des élèves du primaire, soit 66,76%. Comparativement à la 12^{ème} édition où le nombre de copies reçues était à 2 858 élèves, on constate ainsi une baisse de la participation au jeu concours. Cette baisse pourrait s'expliquer d'une part, par le retard accusé dans sa parution et d'autre part, par la crise sécuritaire que traverse notre pays, privant ainsi certains élèves de la bande dessinée.

Après une première phase de correction des copies, cent vingt (120) candidats ont été retenus pour la composition sur table du 03 août 2019. A la délibération, vingt-six (26) prix ont été décernés à 13 filles et 13 garçons.

La cérémonie de remise des prix du jeu concours Kouka s'est tenue le samedi 05 octobre 2019 au palais de la culture Jean Pierre Guingané. Elle a connu la participation des institutions publiques de contrôle, des organisations membres et des lauréats venus de diverses localités.

➤ **De la formation sur le contrôle citoyen pour renforcer la veille citoyenne**

Le REN-LAC a poursuivi ses sessions de formations sur les modules « *Contrôle citoyen de l'action publique en matière de lutte contre la corruption* » en 2019. Cinq (05) autres localités relevant des zones de couvertures des CRAC ont bénéficié desdites formations. Il s'agit de Orodara, Dano, Sapouy, Koupéla et Gourcy. L'objectif était de renforcer les capacités des OSC desdites localités sur les mécanismes de contrôle citoyen.

La formation a consisté dans un premier temps à dispenser les modules de façon interactive avec les participants et dans un deuxième temps à l'élaboration de plans d'actions à partir des expériences de cas de mal-gouvernance pour chaque localité. Au total, 143 personnes ont bénéficié de ce renforcement de capacité dont 26 femmes.

En marge de ladite formation, l'équipe de mission a rencontré les collectivités territoriales et déconcentrées pour leur exposer les objectifs poursuivis par le contrôle citoyen.

➤ **De l'organisation de la 14^{ème} Edition des Journées Nationales du Refus de la Corruption (JNRC)**

La commémoration des Journées Nationales de Refus de la Corruption (JNRC), à l'image du rapport sur l'état de la corruption, est devenue une

tradition au REN-LAC. La 14^{ème} édition a été lancée le 28 novembre 2019 à travers une conférence de presse autour du thème « *Transparence, redevabilité et participation citoyenne dans la gestion foncière au Burkina Faso* ». Les activités ont été réalisées aussi bien au niveau du siège que dans les CRAC. A travers ce thème, le REN-LAC souhaitait susciter le débat autour de la crise du foncier que connaît le Burkina et interpeller les autorités sur ses rôles et responsabilités (gestion transparente, plus de prise de mesures pour plus de redevabilité dans la gestion du foncier au Burkina Faso) d'une part, et de sensibiliser les populations sur leur rôle dans la lutte contre la corruption et les malversations dans la gestion foncière (dénonciation des mauvaises pratiques et l'impunité des crimes économiques dans la gestion foncière). Pour ce faire, cent trois (103) activités de sensibilisation ont été réalisées durant la période par les CRAC et le Siège. Il s'agit de trente-neuf (39) vidéos-débats, trente-un (31) thés-débats, dix-neuf (19) émissions radios, neuf (09) conférences publiques et deux (02) émissions télé. Par ailleurs, 1500 affiches ont été confectionnées et placées dans différentes localités.

Un panel a été organisé à Ouagadougou le 09 décembre 2019 au CENASA autour du thème de la 14^{ème} édition des JNRC. Des débats, il ressort que la crise du logement est dans le fond une crise de gouvernance et que les vives tensions qui opposent les gouvernés aux gouvernants traduisent une demande forte de transparence et de meilleure gouvernance.

A la fin du panel, les participants ont été invités à une visite de stands du REN-LAC et de ses partenaires dans l'enceinte du CENASA.

➤ **Les initiatives de veille et de contrôle citoyens de l'action publique**

Le REN-LAC a signé en 2017 une convention avec le Ministère des Infrastructures pour le suivi citoyen des projets d'infrastructures routières de l'Etat. Les missions de sorties terrains ont été menées en collaboration avec ledit ministère. En rappel, les trois (03) projets retenus parmi les douze (12) proposés par le ministère des Infrastructures sont :

1. **Projet 1 (Région du Centre) :** Travaux d'aménagement et de bitumage de la section urbaine RN04 allant au croisement de la RN03 à l'échangeur de l'Est à Ouagadougou y compris un mini échangeur et le prolongement jusqu'au croisement de l'avenue de la liberté ;
2. **Projet 2 (Région du Centre-Sud) :** travaux de construction et de bitumage de la RN29 Manga-Zabré ;
3. **Projet 3 (Région de l'Est) :** Travaux de construction et de bitumage de la route Kantchari – Diapaga - Tansarga - Frontière du Bénin.

Après l'expérience de 2018, les actions de suivi se sont poursuivies en 2019. Elles ont concerné les trois (03) projets de 2018, et les « Travaux d'aménagement et de bitumage des voiries urbaines dans le cadre de la commémoration du 11 décembre 2019 dans les villes de Tenkodogo, Koupéla et Ouargaye dans la région du Centre-est » (**Projet 4**).

Au total, deux phases de sorties ont eu lieu sur les sites des projets au cours de l'année. Les sorties ont permis de prendre connaissance de l'état d'évolution des chantiers, qui n'était pas du tout reluisant sur le terrain. Tous les chantiers accusaient un grand retard dans l'exécution des travaux.

Le taux d'exécution physique des travaux du **Projet 1** (axe RN04 croisement RN03 à Ouagadougou) peine à atteindre 80% malgré un délai consommé (marché initial en plus des avenants 1 et 2) de plus de 200%. L'incapacité de l'entreprise COGEB International à terminer le chantier n'est plus à démontrer parce qu'elle a elle-même évoqué lors d'une rencontre avec l'équipe de suivi qu'elle est en manque de ressources financière.

Pour le **Projet 2** (axe Manga-Zabré) le taux d'exécution du chantier n'avait pas atteint 50% au dernier passage de l'équipe de suivi au mois d'octobre 2019 pour un délai consommé à plus de 95%. La condition nécessaire donnée par le bailleur de fonds (Banque mondiale) pour prolonger le contrat de l'entreprise était d'atteindre 50% de taux d'exécution à la date

d'échéance (28 novembre 2019) inscrite sur l'ordre de service. Toutefois, on pouvait constater que les travaux se poursuivaient sur le terrain par la même entreprise, ce qui signifie que son contrat a été prolongé.

Quant au **Projet 3**, le taux d'exécution était de 35% pour le lot 1 (Kantchari-Diapaga) et toujours de 0% pour le lot 2 (Diapaga-Tansarga-Frontière du Bénin) à la dernière sortie au mois d'octobre. Jusqu'au 31 décembre le lot 2 n'avait toujours pas démarré. Pourtant lorsqu'un marché est déjà octroyé à une entreprise, l'Etat se désengage de son entretien jusqu'à la date de réception des travaux. L'axe Diapaga- Tansarga (lot 2) est actuellement dans un état de dégradation sans précédent et les plaintes légitimes des populations sont légions car la localité semble coupée du reste de la région, impactant ainsi toutes les activités de la zone.

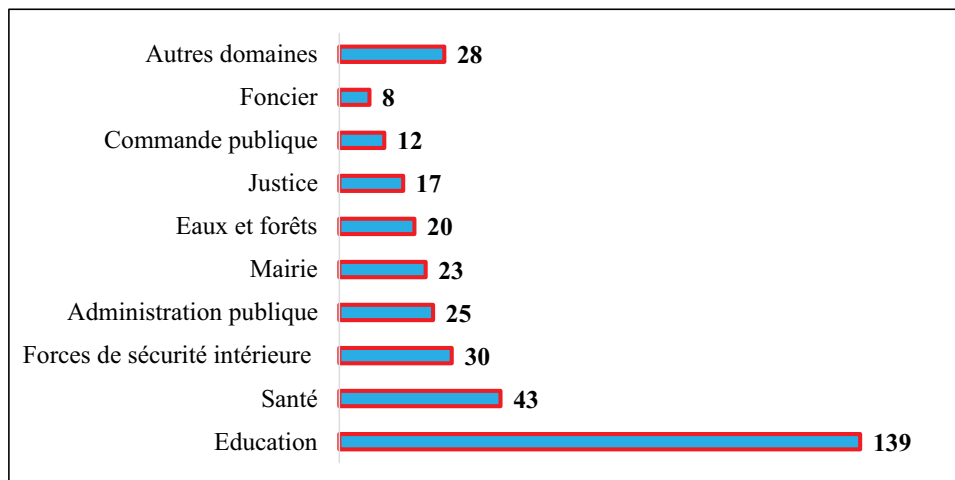
Au niveau du **Projet 4** (Travaux du 11 décembre), on pouvait constater que les entreprises adjudicataires des marchés n'avaient reçu leurs offres de service (OS) de démarrage des travaux qu'en mi-mai 2019 pour des chantiers censés être prêts pour la journée du 11 décembre. L'équipe de suivi a donc constaté sur le terrain une certaine précipitation des entreprises à rentrer dans les délais, avec le risque de voir certaines tâches bâclées. En témoigne le manque criard de panneaux de signalisation dans les rues en chantier dans les trois villes qui sont souvent des sources d'accident pour les populations. Par ailleurs, l'équipe a constaté, qu'en plus des taux d'exécution insuffisants (à peine 60%) en octobre après des délais consommés à plus de 70%, les sensibilisations sur la sécurité routière et les maladies sexuellement transmissibles prévues n'avaient pas encore été exécutées au bénéfice des populations pour toutes les entreprises.

Au regard des insuffisances constatées sur le terrain, surtout le grand retard dans l'exécution des chantiers, le REN-LAC a saisi le ministre des Infrastructures par deux courriers respectivement le 04 et le 28 novembre 2019 afin d'obtenir de lui la prise diligente de dispositions appropriées pour

pallier les insuffisances et garantir la bonne exécution dans les délais les plus raisonnables de ces projets pour le bonheur des populations.

➤ **Des dénonciations de la corruption se poursuivent auprès des services du REN-LAC**

Les CRAC et le siège du REN-LAC reçoivent de plus en plus de plaintes à travers divers canaux (téléphone, téléphone vert, déplacement au niveau des structures du Réseau, écrit, etc.). En effet, au cours de l'année 2019, pour une cible de 300 plaintes, 345 plaintes ont été enregistrées, soit 15% de plus que la cible prévisionnelle. Ce nombre était de 270 en 2018, soit un taux d'accroissement de 27,78%. Plusieurs domaines ont été concernés par ces plaintes ou dénonciations, avec en tête de liste les secteurs sociaux de base les plus fréquentés par les populations. Le secteur de l'éducation enregistre 139 cas de dénonciations contre 43 cas au niveau de la Santé. Les forces de Sécurité Intérieure (FSI) viennent en troisième position avec 30 cas de plaintes malgré le contexte d'insécurité inquiétante ; toute chose pouvant se traduire par une certaine méfiance entre elles et les populations. Les plaintes reçues au niveau du REN-LAC ont aussi concerné l'Administration publique, les Mairies, les Eaux & Forêts et la Justice. Le graphique 3 est une illustration des domaines ayant fait objets de dénonciations.



Graphique 9: répartition des plaintes par domaines concernés

Le CRAC des Hauts-Bassins enregistre cette année encore le plus grand nombre des plaintes avec 214 plaintes. Il est suivi respectivement par le siège du RENLAC (58), le CRAC-CO (29), CRAC-Est (21), CRAC-SO (12) et le CRAC-Nord (11).

Que ce soit au niveau du siège qu'au niveau des CRAC, des suites ont été données aux différentes plaintes et autres dénonciations et cela à travers des saisines adressées aux administrations concernées. L'encadré 4 présente quelques cas de pratiques irrégulières traitées.

Encadré 4 : quelques cas de pratiques irrégulières traités :

Cas 1 : Pratiques irrégulières au CMA de Sebba : Le REN-LAC saisit le Ministre de la santé afin de prendre des mesures fortes contre les acteurs

Le Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC) a été alerté, courant janvier 2019, par un citoyen, sur des pratiques anormales qui auraient cours au Centre Médical avec Antenne chirurgicale (CMA) de Sebba, dans la région du Sahel.

Les informations reçues font état d'un système de rackets, de surfacturation et de spoliation des patients qui serait mis en place au bloc opératoire dudit CMA, et les patients qui tenteraient d'y résister feraient l'objet de chantage de la part des agents indécents. Les deux cas ci-dessous en donnent une illustration :

en début octobre 2018, un enfant du secteur 2 de Sebba a été au Bloc Opératoire où ses parents se sont vus exiger par l'agent de santé traitant, la somme de soixante-dix mille (70.000) FCFA pour la prise en charge, hormis les frais d'achats des produits nécessaires à cette prise en charge. Or, selon la tarification, l'acte en question ne coûterait que quinze mille (15 000) francs CFA. N'ayant pas la somme exigée, les parents du patient ont tout simplement promis aller chercher de l'argent avant de revenir, sans toutefois jamais y retourner ;

le 16 janvier 2019, un patient venu de la commune de Titabé se serait vu exiger par les agents de santé traitants, la somme de soixante mille (60.000) francs CFA pour sa prise en charge, hormis les frais des médicaments. La victime leur aurait confié ne posséder que la somme demandée et qu'il ne serait plus en mesure d'honorer les ordonnances s'il s'en acquittait. Face à cette situation, il se serait résolu à retourner chez lui sans avoir été pris en charge. Informé de la situation, l'un des parents du patient aurait déposé une plainte à la gendarmerie le 16 Janvier 2019, mais celle-ci n'aurait vraisemblablement pas encore connu de suite.

Selon les informations parvenues au REN-LAC, plusieurs autres cas similaires se seraient produits audit Bloc opératoire courant l'année 2017, dont certains auraient été portés à la connaissance des autorités d'enquêtes et de poursuite (Gendarmerie nationale ; Procureur du Faso). Dans certains cas, les sommes d'argent indûment perçues par des agents

de santé auraient été restituées aux victimes contre décharge, à la Brigade Territoriale de la Gendarmerie, avec l'aval du Procureur du Faso.

Ces pratiques seraient bien connues des responsables aussi bien au niveau local que régional qui en auraient d'ailleurs été interpellés, sans qu'aucune mesure concrète n'ait été prise pour y mettre fin. Il est évident que de telles pratiques sont une remise en cause inacceptable et condamnable du droit à la santé des populations de ladite localité. Une saisine a été adressée au Ministre de la Santé afin d'obtenir que des dispositions appropriées soient diligemment prises pour d'une part, cerner ces pratiques dans tous leurs contours et toute leur ampleur et d'autre part, sanctionner leurs auteurs et complices comme il se doit. Le Ministère de la santé, ne manifeste pas une volonté de collaborer avec le REN-LAC en vue de traiter ces plaintes. Toutes les lettres transmises depuis novembre 2018 pour solliciter une rencontre sont restées vaines, même celle-ci n'aurait vraisemblablement pas encore connu de suite.

Cas 2 (situations irrégulières de deux enseignants) : le REN-LAC a adressé deux saisines respectivement le 12 mars et le 24 juin au Ministre de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales (MENAPLN), Stanislas OUARO, pour diligenter des investigations plus étendues sur la question, eu égard à la multiplication des cas.

Le REN-LAC a été alerté par des citoyens, de la situation irrégulière d'un enseignant au Lycée Professionnel régional NAZI Boni (LPRNZ) de Dédougou et d'une enseignante de la Circonscription d'Education de Base (CEB) de Pobé Mengao. Suite à cette alerte, le Réseau a initié des vérifications dont les conclusions confirment les allégations du citoyen.

Situation de l'enseignante de la Circonscription d'Education de Base (CEB) de Pobé Mengao

En effet, depuis plus de trois ans, une Institutrice Adjointe Certifiée, engagée à la fonction publique en 2014, est absente de son poste dans la province du Soum. Les investigations indiquent qu'elle serait hors

du pays. Malgré cette absence, son salaire mensuel a toujours été viré. Bien qu'ayant connaissance de la situation, ses supérieurs hiérarchiques n'auraient cependant pris aucune mesure pour régler la situation administrative de l'intéressée et faire cesser les virements de son salaire. Situation de l'enseignant du Lycée Professionnel régional NAZI Boni (LPRNZ) de Dédougou

En effet, malgré son statut d'agent public (enseignant au LPRNZ), cet agent s'est engagé dans un lien contractuel avec une autre structure à l'Est, en qualité de Cadre Technique Régional en Animation/communication et ce, depuis le 15 mars 2016, sans toutefois avoir pris les dispositions idoines pour régler au préalable sa situation administrative vis-à-vis de l'Etat. En conséquence, non seulement il perçoit régulièrement son salaire dans le cadre de son contrat avec la structure en question, mais en plus, il continue de percevoir celui d'agent public par virement bancaire sur son compte. Une telle situation constitue de toute évidence une irrégularité et une faute professionnelle passible d'une sanction disciplinaire, en vertu de la loi portant statut général de la fonction publique.

Au vu de ces faits, le REN-LAC a adressé des saisines au MENAPLN pour que les mesures suivantes soient prises :

le déclenchement de la procédure disciplinaire en vue de l'application des sanctions disciplinaires pertinentes pour l'enseignant du Lycée Professionnel régional NAZI Boni (LPRNZ) de Dédougou particulièrement ; la cessation du virement de leurs salaires tout en émettant un ordre de recette à leur encontre, pour perception indue de salaire ;

Toutes les complicités ayant favorisé de telles situations soient démasquées et leurs auteurs sanctionnés à la hauteur de leur implication.

Par ailleurs, le REN-LAC souhaite qu'à partir de ces cas précis, les investigations soient étendues en vue de démasquer d'éventuels autres cas similaires. Les retours du MENAPLN sur ces dossiers se font toujours attendre.

Cas 3 : Une action d'interpellation du CRAC de l'Est a permis de restituer de l'argent racketté (10 000 francs CFA) par un agent de santé, dans la caisse du CHR de Fada.

Courant mars 2019, un patient s'est rendu au Centre Hospitalier Régional (CHR) de Fada pour la réalisation d'examen pré-nuptiaux. Le laborantin en service ce jour, lui propose de lui donner dix-mille (10 000) francs CFA pour la réalisation de l'ensemble des examens contre treize mille (13000) francs CFA s'il devrait payer à la caisse. Il se trouve que le patient en question connaît bien le REN-LAC à travers ses activités de sensibilisation et ne manque aucun rapport du REN-LAC sur l'état de la corruption au Burkina Faso. Naturellement il réfute l'offre du laborantin mais décide de lui remettre la somme demandée une fois les résultats en main.

C'est ainsi qu'il décida de saisir le CRAC-Est à la sortie du CHR, accompagné d'un ami. Afin de jouer le jeu, le CRAC a alors trouvé un billet de 10 000 FCFA, qu'il a pris le soin de photographier pour preuve et l'a remis au dénonciateur (le patient). L'animateur du CRAC-Est et le secrétaire permanent (SP) de la boutique de droits (MBDHP) du Gourma l'ont accompagné au CHR de Fada. Le dénonciateur a récupéré ses résultats, après avoir remis le billet de 10 000 FCFA au laborantin comme prévu. Il est ressorti avec ses résultats en main. L'animateur du CRAC et le SP de la boutique de droits, l'ont raccompagné chez le laborantin et lui ont exigé un reçu. Tout en reconnaissant les faits, il affirme que c'est un arrangement qu'il a voulu faire mais qu'effectivement l'argent

devrait lui revenir, au détriment de la caisse du CHR. Le CRAC a signifié au laborantin que l'acte qu'il a posé était grave et souhaite saisir son responsable pour la suite à donner.

En compagnie du président du CRAC, la délégation du CRAC a alors saisi officiellement le surveillant d'unité de soin (SUS) du laboratoire médical, le supérieur hiérarchique immédiat de l'agent incriminé. Ce dernier dit avoir pris acte et a promis de transmettre, à son tour la plainte au chef de service du Laboratoire, qui n'est autre que son supérieur immédiat qui était en déplacement. Il ajoute qu'en rencontre de service le problème sera également posé. Mais en attendant le CRAC a exigé que le laborantin restitue les 10 000 francs rackettés. Ce qui fut fait. Le SUS a accompagné le CRAC à la caisse pour le paiement des frais d'examen.

Le montant total des examens s'élevait à 11 000 francs FCA au lieu de 13000 FCFA comme l'avait indiqué le laborantin.

Le CRAC et le SUS ont pris chacun une copie du reçu de paiement. Le CRAC entend saisir les différents supérieurs hiérarchiques de l'agent indélicat, jusqu'au DG du CHR au besoin et de suivre le dossier pour voir quelle sanction interne sera infligée au laborantin ; toute chose qui pourra indiquer le degré d'engagement des responsables à combattre la corruption.

Cas 4 : A Koudougou le CRAC-CO contribue à faire juger une affaire de vente de places dans des établissements secondaires publics de la ville.

Au cours de l'année scolaire 2017-2018 avec l'accord de la direction régionale de l'enseignement post-primaire et secondaire du centre-ouest et de l'administration du lycée municipal de Koudougou, le CRAC a initié une série d'activités de sensibilisation au profit des élèves. Ces activités ont contribué à ce que le CRAC soit saisi pour un dossier de vente de places courant début de l'année scolaire 2018-2019. En effet, une affiche au Lycée municipal invitait les parents d'élèves désirant avoir de la place pour leurs enfants au Lycée municipal de Koudougou, au lycée provincial de Koudougou et au CEG de Koudougou, à joindre les numéros sur l'affiche. Après les investigations du CRAC, il ressort qu'il s'agissait d'un instituteur de l'Ecole primaire Nawecyiri dans la CEB de Kindi, située à environ 30 km de Koudougou qui était à la tête d'un réseau mis en place pour la vente des places dans lesdits établissements. Celui-ci a engagé un agent commercial (un démarcheur) qui lui recherche « des clients » ensuite à son tour, il les met en contact avec certains enseignants desdits établissements, qui sont bel et bien au courant du « réseau mafieux », moyennant des sommes d'argent variant entre 30 000 à 40 000 FCFA. L'argent reçu est donc rétribué pour motiver les membres de la chaîne.

Après confirmation des faits, le CRAC-CO a saisi le Procureur du Faso près du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Koudougou. Celui-ci a mis à contribution le service régional de la police judiciaire (SRPJ). L'enquête ayant été bouclée, confirmant les faits par le SRPJ, le CRAC a entrepris de

suivre le dossier. Une procédure judiciaire a été enclenchée à l'encontre des mises en cause pour « concussion et complicité de concussion ». Il s'agit de l'instituteur et du démarcheur qui ont été entendu et jugé le 25 novembre 2019. L'instituteur vendeur de place, monsieur ZONGO Eric et son agent démarcheur sont poursuivis pour « concussion et complicité de concussion ». Le verdict est tombé le 23 décembre 2019 et Mr Eric ZONGO est condamné à une peine d'emprisonnement de douze (12) mois et à une amende de deux cent mille (200 000) FCFA, le tout assorti du sursis. Le démarcheur est lui aussi condamné, mais à six (06) mois et à une amende de cinq cent mille (500 000) FCFA, le tout assorti également du sursis.

Ce procès, somme toute très clément, sonne comme un signal à l'endroit de tous ces vendeurs de places dans les établissements publics. De plus en plus, cette pratique prendre de l'ampleur et les auteurs s'y adonnent sans aucun état d'âme. Certains enseignants même pensent que c'est un droit qui peut être monnayé. L'initiative du CRAC-CO a été saluée des acteurs du monde éducatif en particulier et de la population de Koudougou en général.

Cas 5 : Les actions conjuguée du CRAC-SO et des CSC-PS/Santé et Education de Gaoua ont permis de restituer de l'argent racketté à l'accompagnant d'une patiente transférée de Gaoua au CHUSS de Bobo-Dioulasso

Le 11 août 2019, une patiente a été évacuée de Kuéré (Cascade) au service de maternité du CHR de Gaoua. Le lendemain 12 août, celle-ci est transférée au CHUSS de Bobo-Dioulasso. Une fois sur place et après installation, l'infirmière responsable de l'évacuation en poste au CHR de Gaoua a appelé l'accompagnant de la patiente pour lui réclamer 25 000 FCFA. Lorsque ce dernier a voulu comprendre les raisons, l'infirmière lui aurait fait savoir qu'il n'y avait aucune explication et qu'il devait tout simplement payer la somme réclamée. Sans insister, l'accompagnant s'est exécuté tout en ayant le réflexe après d'appeler une connaissance pour lui en faire part. Par le fait du hasard, cette connaissance se trouvait en compagnie d'un membre du CSC-PS/Éducation de Gaoua. Ayant été mis au courant de l'affaire, celui-ci a immédiatement saisi le CRAC des

Hauts-Bassins qui, à son tour, a reversé le dossier au CRAC du Sud-Ouest étant donné que l’infirmière est en service à Gaoua.

C’est ainsi que le 13 août, le CRAC-SO a engagé une enquête, avec l’aide de la sous-section SYNTSHA pour identifier l’infirmière indélicat. Le 16 août, le CRAC-SO a obtenu une audience avec le DG du CHR autour de la question du racket. A cette rencontre, étaient présents le DG et son DRH, le CRAC-SO, le SG de la sous-section SYNTSHA et le Président du CSC-PS/Santé de Gaoua. Séance tenante, le CRAC-SO a demandé au DG de vérifier les faits. Et si l’agent de santé reconnaît les faits, elle devrait rembourser immédiatement les 25 000 F CFA. En plus, une sanction administrative devrait être prise à son encontre. Au cas où elle nierait les faits, une confrontation serait prévue.

Lorsque l’infirmière a été interpellée par sa hiérarchie à s’expliquer sur son comportement, celle-ci a voulu nier. Elle explique même que c’est l’accompagnant qui aurait insisté pour faire ce geste en guise de remerciement. Mais personne n’était dupe. Finalement elle a été sommée par sa hiérarchie à rembourser l’argent indûment perçu. Le 19 août, en présence du DRH qui est aussi un membre du CSC-PS/Santé de Gaoua, du président du CSC-PS/Santé et du SYNTSHA, l’infirmière a remis les 25 000 F au membre du CSC-PS/Education présent ce jour – là afin de le transmettre à l’accompagnant racketté. Ce dernier a par la suite appelé le CRAC-SO pour confirmer qu’il a reçu l’argent. Quant à l’infirmière indélicate, sa hiérarchie a exigé d’elle une lettre d’explication pour son forfait. Le DG a aussi saisi le conseil de discipline pour statuer sur son cas.

A la lumière des différents cas traités dans les établissements d’enseignement public et des centres de santé publique, des actions fortes de plaidoyer doivent être entreprises pour que des mesures soient prises par les ministères concernés pour mettre fin à ces pratiques.

➤ **Du renforcement des systèmes d’informations des CAC**

Au cours de ce semestre, le REN-LAC a accompagné les Comités Anti-Corruption (CAC) du Ministère de la Justice et de la DGTMM pour mettre en place des systèmes d’information anti-corruption. Des outils tels que des

boîtes à idées et des pancartes d'information sur les coûts des prestations ont été confectionnées et installées à la DGTTM et dans quelques juridictions. Des brochures ont également été confectionnées et mises à la disposition des CAC. Ces outils ont été vulgarisés à travers des spots publicitaires sur la RTB au cours du second semestre de 2019. Malheureusement, les plaintes de mauvaises pratiques demeurent dans ces administrations ayant bénéficié des outils.

➤ Les actions judiciaires du REN-LAC

Au cours de l'année 2019, le REN-LAC n'a pas manqué d'initiatives pour suivre les différents dossiers en Justice pour des crimes économiques, même si les mouvements d'humeurs des Gardes de Sécurité Pénitentiaire (GSP) et des Greffiers au sein de la Justice ont un peu freiné la dynamique. Des sorties de vérification et de suivi de fonctionnement des pôles ECOFI ont donc été effectuées. Ainsi, le constat fait sur le terrain montre qu'au niveau du Pôle ECOFI de la Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso, trente (30) dossiers ont été jugés et dix (10) dossiers en instance pour des dossiers reversés au pôle ECOFI après leur création en 2017. De plus, deux (02) dossiers ont été jugés en juin 2019 par le Pôle ECOFI du TGI de Bobo-Dioulasso.

Par ailleurs, au cours de l'année 2019, le REN-LAC s'est constitué « Partie civile » dans quatre (04) dossiers que sont :

- *Affaire Ministère Public contre la Société I AM GOLD ESSAKANE SA, BOLLORE Logistique SA et autres dite « Affaire Charbon fin de Iam Gold ESSAKANE » ;*
- *Affaire Ministère Public contre TASSEMBEDO Karim, SEKONE Moukaila, YAMEOGO P.F.T. Herman, SANFO Alassane, DOULOUGOU Issa, NIKIEMA Abdoulaye, OUEDRAOGO Adama, dite « Affaire Gendarmes en prison » ;*
- *Affaire Ministère Public contre ZEDA Norbert et autres, dite « Affaire Recrutement frauduleux à la CNSS » et*

- *Affaire Ministère Public contre X, dite « Affaire Recrutement de 05 inspecteurs divisionnaires des douanes, session 2018 ».*

En outre, deux (02) plaintes en Justice ont également été introduites au cours de l'année. Il s'agit de :

- *Plainte contre BOUDA Jean Claude et autres* déposée le 22 mai 2019 au TGI de Ouaga, dite « *Affaire villa du Ministre BOUDA* » pour délit d'apparence ; enrichissement illicite ; défaut (ou fausse) de déclaration d'intérêt ou de patrimoine et délit d'acceptation de cadeaux indus.
- *Plainte contre Monsieur KABORE Thomas et autres*, dite « *Affaire Corruption au Commissariat de Wemtenga* » pour corruption d'agent public ; concussion et abus de fonctions.

2.2.2.2. La contribution des médias

La presse dans son ensemble a contribué dans la lutte contre la corruption. Il s'agit de productions médiatiques sur des sujets de malversations, de mal gouvernance supposées et de pratiques corruptrices dans divers domaines.

2.2.2.2.1. La dénonciation de la persistance du « business » des postes juteux à la Police nationale et à la gendarmerie

Le phénomène des postes juteux existe depuis quelques années au sein des services de la police nationale et de gendarmerie quand bien même cela était une réalité à la douane. Il est régulièrement dénoncé par plusieurs organes de presse écrite et audiovisuels. Il s'agit de postes d'affectation où l'agent est en mesure de s'enrichir même sur la base souvent de pratiques corruptrices et illégales. Ces postes juteux sont généralement et de façon non exhaustive des localités frontalières telles que Dakola, commune de Pô, province du Nahouri frontière avec le Ghana, Niangoloko, province de la Comoé frontière avec la Côte d'Ivoire, Bitou, province du Boulgou frontière

avec le Togo. Le principe de l'enrichissement est en quelque sorte légalisé et institué. Cela se matérialise par la corruption et les rackets. L'Office national de sécurité routière (ONASER), structure publique, regroupant des policiers et des gendarmes, chargée de fournir des statistiques sur les accidents de la circulation routière et sur les contrôles de la charge à l'essieu est au fil du temps devenu un autre poste juteux. L'ONASER est même appelé « Darfour 2 » du nom de cette localité soudanienne où des militaires exécutent des missions de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le cadre du maintien de la paix pour une durée d'un an généralement. Au regard du traitement intéressant des émoluments au cours de cette mission internationale, l'ONASER est considéré comme « Darfour 2 » parce que les agents de sécurité y sont affectés pour trois ans de façon tacite pour s'enrichir.

Au sein des policiers et des gendarmes, il est reconnu que ce n'est pas n'importe quel élément de la Police nationale ou de la gendarmerie qui est affecté à ces postes juteux (postes frontaliers ou à l'ONASER). Il faut connaître quelqu'un ou avoir « des bras longs » ou payer pour y être affecté. Le système consiste dans un premier cas à avoir un haut gradé ou un soutien politique pour être muté à ces postes juteux. Dans le deuxième cas, il s'est agi de paiement de sommes d'argent en plus d'un engagement de versement mensuel pour se voir affecter à ces postes. Le mode opératoire et les conditions d'obtention de ces affectations sont relatés par le journal L'Événement dans sa parution du 25 juillet 2019. On peut y lire : « *Dans la pratique, selon un flic, il faut payer un million de francs CFA avant l'affectation et si la note de mutation est signée, le policier affecté verse mensuellement 50 000 francs CFA pendant la durée de « son mandat » à la frontière. « Ce mandat » varie de trois à quatre ans selon les postes. Mais si durant le séjour au poste de police frontalier « les clauses du contrat ne sont pas respectées tu es affecté avant les trois ans », susurre une source.*

La coordination nationale de contrôle des forces de sécurité composée d'éléments de la police nationale et de la gendarmerie est chargée d'effectuer

des contrôles au niveau des postes de contrôle sécuritaire ou des postes de contrôle documentaire ou encore des postes de contrôle mixte (documentaire et sécuritaire). Faute de moyens, cette coordination appelée police des polices n'arrivent pas à assurer sa mission comme il se doit.

2.2.2.2.2. Le traitement du phénomène de racket et d'extorsion de fonds sur les axes routiers

La pratique de racket des forces de sécurité, police nationale et gendarmerie perdure sur les axes routiers au Burkina. Les médias ont à travers des reportages avec des témoignages édifiants porté encore le sujet sur la place publique

Les télévisions BF1 et Burkina infos ont diffusé respectivement en septembre et octobre 2019 des témoignages de racket sur l'axe Ouaga-Bamako et Ouaga-Abidjan. Ces deux reportages des télévisions réalisés en des temps différents démontrent l'existence et la persistance de cette pratique. Les autorités sécuritaires et politiques, à maintes sorties publiques pour demander des preuves, ont été largement servies. Mais rarement il y a eu des sanctions, sinon quelques actions isolées. Le gouvernement a multiplié les initiatives sans résultat sur la diminution de cette pratique sur le terrain. Les voyageurs à l'international par la route sont obligés chaque fois de préparer le billet de mille francs CFA pour chaque poste de contrôle de police ou de gendarmerie. Le phénomène est reconnu par des responsables sécuritaires.

Selon le contrôleur général de police Joachim Bonzi, les missions de contrôle des Forces de Police (Gendarmerie, Police) ont permis de savoir que le phénomène de rackets et des tracasseries routières, qui profitent à une poignée d'individus, sont bien enracinés dans les pratiques.²⁹

Pour le coordonnateur de la CONA.C.F.P., Valéry Claude Bienvenu BADO, « *on peut affirmer sans risque de se tromper que la lutte contre le terrorisme ne doit, et ne pourra se faire utilement sans une lutte orientée*

²⁹ <https://infowakat.net/ministere-de-la-securite-cinq-nouveaux-contrôleurs-de-la-police-des-polices-installes/>

*spécialement contre les rackets et les tracasseries routières ».*³⁰

Aussi bien sur le terrain de la libre circulation des biens que sur celui des personnes, les voyageurs et les compagnies de transport font face à de nombreuses tracasseries. S'agissant de la circulation des biens, les griefs sont relatifs à la gestion du courrier³¹. Les éléments de discordes entre les voyageurs et les compagnies d'une part et les FDS d'autres part sont sur les fruits et légumes (mangues, tomates), les produits de l'élevage (poulets fumés) la viande sauvage fumée (perdrix, lièvres et autres). Sur ce point, la douane et les services des eaux et forêts sont les plus mis en cause. Les pratiques mises en cause sont la surtaxe desdits produits pour obliger les voyageurs à négocier des prix à payer sans quittances ou à les abandonner entre leurs mains. Selon un responsable d'une compagnie assurant le voyage sur l'axe Bobo-Dioulasso-Abidjan³², les douaniers et les agents des Eaux et forêts donnent des informations erronées aux voyageurs afin de les obliger à négocier ou à abandonner les produits entre leurs mains surtout lorsqu'il s'agit de la viande sauvage ou des poulets fumés à destination d'Abidjan. L'exemple précis qu'il donne est relatif à une gazinière qu'une personne leur a confiée pour acheminement à Abidjan. A la suite d'un contrôle, l'agent des douanes en poste à Niangologo a proposé un règlement à l'amiable à plus de 50 000 francs sans quittance. Lorsqu'ils ont sollicité l'assistance d'un transitaire, celui-ci a demandé la production du reçu de paiement. Avec ce reçu, la taxe payée était seulement de 37 000 francs avec quittance Trésor Public.

Relativement à la libre circulation des personnes, les pratiques de racket concernent tous voyageurs sans pièces d'identification ou carnet de vaccination internationale et les personnes étrangères même lorsqu'elles ont tous les documents. Pour la première catégorie, les Burkinabè déboursent

³⁰ <https://infowakat.net/ministere-de-la-securite-cinq-nouveaux-contrôleurs-de-la-police-des-polices-installes/>

³¹ Le courrier est l'ensemble des bagages confié à la compagnie aux fins d'acheminement à la ville de destination, que le propriétaire soit un voyageur ou pas.

³² Entretien réalisé le 14 février 2020

1000 francs CFA et les étrangers la somme de 2000 ou 3000 s'il s'agit d'une pièce d'identité. Lorsqu'il s'agit du carnet de vaccination, le montant peut aller jusqu'à 10 000 francs sans pour autant administrer le vaccin. Les paiements de ce genre se font sans quittance. Tous les postes de police et de gendarmerie sont concernés par ces pratiques sur l'axe Bobo-Dioulasso-Abidjan. Même à l'intérieur du pays, ces sommes sont payées. Des citoyens burkinabè ayant payé aux postes de Boromo et de Ouagadougou sur le tronçon Bobo-Dioulasso-Ouagadougou attestent de cette triste réalité.

L'Etat perd des recettes importantes à cause de ces actions. La dégradation de la situation sécuritaire devrait interpeler plus d'un sur ces pratiques qui font aussi le lit de l'insécurité. Mais il est regrettable que les forces de sécurité se préoccupent plus des billets de banque lors des contrôles que de la vérification des identités des passagers et de l'authenticité des documents qui leur sont présentés.

2.2.2.2.3. La dénonciation des malversations dans la commande publique

Les organes de presse ont dénoncé les mauvaises pratiques dans la passation des marchés publics. Ainsi, le journal *Le Courrier confidentiel* dans son numéro 184 du 25 juillet 2019 sous le titre : « *Ministère des infrastructures : Des marchés publics de plus de 60 milliards attribués à des amis en gré à gré déguisés* », il est fait cas d'octroi de six lots de marchés publics par la procédure d'appel d'offres restreint accéléré. Le coût total de ces marchés s'élève à plus de 60 milliards de francs CFA. Le journal soupçonne une attribution de marchés à des entrepreneurs financiers du parti au pouvoir, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP). Il cite deux exemples d'entreprises. L'entreprise togolaise CENTRO SA qui traîne une mauvaise réputation au Togo. Selon la presse togolaise que cite le journal, CENTRO SA a déjà effectué de nombreux chantiers qui sont en ruine quelques mois après leur réalisation. CENTRO SA a obtenu le lot coûtant plus de 10 milliards francs CFA. S'agissant de PFO AFRICA une entreprise de la Côte

d'Ivoire, cette entreprise a raflé le plus important lot financier qui culmine à 20 milliards de francs CFA. Selon cet article, le propriétaire de cette société Pierre FAKHOURY a été approché pour financer la campagne du président du Faso Roch Marc Christian KABORE lors de la campagne électorale de novembre 2015.

Le journal L'Evènement traitant de la procédure de passation d'un marché au ministère de la Culture, a rendu compte des multiples irrégularités constatées par l'inspection dudit ministère. Titré « Ministère de la Culture, des arts et du tourisme : Un marché irrégulier de plus de 39 millions de francs CFA » paru dans son édition du 10 décembre 2019. Le journal dans son écrit a relevé des irrégularités notamment l'absence d'autorisation d'exercice de la société de production, de carte professionnelle du réalisateur, des films non déclarés dans l'attribution du marché de 39 840 000 francs CFA à la société Zouhoko Production internationale de Gambila Casimir Sanfo.

2.2.2.2.4. La dénonciation de l'épineux problème du foncier

L'accaparement des terres rurales et péri-urbaines par les promoteurs immobiliers est une pratique qui a été dénoncée par plusieurs organes de presse au cours de l'année 2019. Ainsi, le Journal Le Reporter a publié des articles sous les titres suivants dans plusieurs de ses parutions :

- Commune rurale de Saaba : plus de 2000 ha distribués à des promoteurs immobiliers ;
- Mairie de Saaba : plus de 895 ha distribués à des sociétés immobilières ;
- Affaire de lotissement à Saaba : ça chauffe dans les couloirs ;
- Agence immobilière Koupouli : la promotrice disparaît avec près de 20 millions de FCFA ;
- Spéculation foncière : une réserve de plus de 3 ha illégalement attribuée à Inoussa KANAZOE.
- ventes illégales de parcelles : grosse arnaque des sociétés

immobilières ;

- Projet ville apprenante de Sourgoubila : une forte suspicion de promotion immobilière déguisée.

Le journal Courrier confidentiel a également traité de la problématique. Cela lui a d'ailleurs valu un procès intenté par le promoteur immobilier Abdoul Service International. Ce dernier a perdu son procès, le journal ayant été relaxé. Au contraire, le promoteur a été condamné au paiement des frais du procès. Cette décision de justice démontre de la réalité des pratiques dénoncées.

2.2.3. Focus sur trois affaires particulières.

2.2.3.1. Les traitements des dossiers des fonctionnaires

Les élèves fonctionnaires sortis des écoles de formation professionnelle font l'objet de proposition de corruption et même de racket dans le traitement de leur dossier. Ce phénomène concerne surtout les élèves fonctionnaires des Ecoles nationales des enseignants du primaire (ENEP) ou de l'Ecole normale supérieure de Koudougou (ENSK) ou encore des Ecoles nationales de santé publique (ENSP). Le gros des effectifs des fonctionnaires est formé dans ces écoles pour pourvoir au besoin des ministères de l'Education nationale et celui de la santé. A la fin de leur formation, les élèves fonctionnaires devaient normalement bénéficier de leur enrôlement comme agents publics, qui donne droit à leur matricule puis le mandatement, dans des délais raisonnables. En effet, le traitement des dossiers ne devrait pas excéder normalement un mois. Malheureusement l'obtention du matricule, les corrections de salaire et les avancements aux niveaux des ministères de la santé et de l'éducation sont des occasions de monnayage pour un traitement diligent des dossiers. Faute de quoi, une lenteur inexplicable et des motifs fallacieux de retard et d'indisponibilité ou de mauvais état du réseau informatique sont évoqués.

Dans les faits, pour obtenir son numéro matricule c'est la croix et la bannière. Autrement, d'autres s'en sortent grâce à leur relation. Un

enseignant des lycées et collèges frais émoulu raconte son histoire. « *Pour avoir le matricule, si tu ne connais pas quelqu'un à la DRH c'est la croix et la bannière. J'ai été victime. J'ai un promotionnaire de l'ENSK qui m'a dit qu'il a eu son numéro matricule grâce à son ami qui travaille à la DRH. Moi je me suis levé je suis allé à la DRH précisément à la porte ou est inscrit « Matricule », je leur ai dit que je suis venu pour chercher mon numéro matricule. Des agents de cette DRH m'ont répondu que les matricules ne sont pas encore disponibles. Ils ont ajouté que d'aller prier Dieu pour qu'on me mandate et que ça viendra avec le mandatement en dépit du fait que je leur ai répondu que j'ai un promotionnaire qui a pourtant déjà obtenu son numéro matricule. Par hasard en ressortant de ce bureau, j'ai croisé un autre promotionnaire avec qui j'ai fait le master à l'Université Joseph Ki Zerbo à qui j'ai expliqué l'objet de ma venue à la DRH. Sur le champ, il m'a amené dans son bureau en un clic sur son ordinateur il m'a remis mon numéro matricule* » explique un enseignant du secondaire frais émoulu.³³

Une fois le matricule obtenu, les nouveaux fonctionnaires doivent attendre leur mandatement pour percevoir leur salaire. Ceux qui remplissent les conditions du Service national pour le développement (SND) passeront cette étape. Un pécule leur est versé durant la période du SND. A la fin du Service national de développement, leur salaire doit être corrigé pour tenir compte de leur statut de fonctionnaire. A l'étape du mandatement ou de la correction, des niches de corruption ou de racket existent encore. Un enseignant en service dans la région du Centre qui a été témoin d'une situation de corruption explique : « *Pour les corrections, j'avoue que c'est la mafia. C'était en novembre 2019. Il y a un de nos aînés en plus de cinq autres de ses collègues qui ont dû cotiser chacun 60 000 francs soit 360 000 francs CFA pour obtenir les corrections. Un syndicaliste a été un intermédiaire entre eux et l'agent de la DRH. Après échange, le montant forfaitaire de 60 000 a été arrêté sinon la règle c'est 10% du montant que doit percevoir l'agent. Quand on est coincé on est obligé. Le pécule du SND sur lequel est retranché le prêt*

³³ Témoignage recueilli auprès de l'intéressé le 20 janvier 2020

bancaire on ne peut pas tenir face aux dépenses. Les corrections ont été faites à la fin du mois dans lequel l'accord a été obtenu. Dès que les collègues ont perçu leur salaire, l'argent a été collecté par l'intermédiaire et remis à l'agent de la DRH. C'est un tuyau il faut avoir le bon contact, pour être introduit ».

Effectivement, la pratique de la commission de 10% sur le montant à percevoir d'un enseignant après correction de son salaire ou avancement est une réalité. Un autre témoignage apporte des détails. « *Face à la lenteur dans le traitement de nos dossiers et tenaillé par les difficultés à joindre les deux bouts, notre proviseur qui a un contact à la direction des ressources humaines à Ouagadougou nous a promis de nous aider. Le système consistait en ce que chacun s'engage à verser 10% de ce qu'il devait percevoir au contact. Face à la maigreur de nos salaires, nous avons accepté. Il a donc rassemblé nos dossiers et transmis pour traitement. Le mois qui a suivi les salaires ont été corrigés. Personnellement je devais percevoir 100 000 de cette correction j'ai donc remis les 10 000 représentant les 10% du montant et remis au proviseur. Les autres collègues ont fait autant mais j'ignore les sommes versées* » raconte un enseignant en service dans la région du Centre Nord.

Le plus souvent, racontent les enseignants victimes, ce sont leurs collègues qui sont dans l'administration qui s'adonnent à cette pratique. La rétention des données et la lenteur dans le traitement des dossiers en prétextant l'indisponibilité de la connexion leur permettent de soutirer de l'argent à leurs collègues tenaillés par des difficultés.

2.2.3.2. Détournements de vivres destinés aux déplacés internes

Le Burkina Faso fait face à une crise humanitaire sans précédent avec la dégradation de la situation sécuritaire. Selon les chiffres du ministère de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire, le pays compte 486 360 personnes déplacées avec des camps de déplacés officiels à Barsalogo et Foubé dans la province du Sanmatenga, région du

Centre Nord. Le gouvernement dit avoir injecté 2 500 000 000 francs CFA en aide humanitaire. C'est dans ce contexte de besoins humanitaires que des cas de détournement de vivres et de non vivres ont été signalés dans les régions des Hauts-Bassins et du Sahel. A Bobo Dioulasso dans la région des Hauts-Bassins, les enquêtes ouvertes ont permis d'interpeler sept (7) personnes dont deux agents de la Direction régionale de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire des Hauts-Bassins, deux conducteurs de tricycle et trois receleurs. Ils sont poursuivis pour détournement de vivres notamment 200 sacs. Le jugement n'a pas pu se tenir au 31 décembre 2019.

A Dori, ville qui accueille des déplacés venus essentiellement de la province du Soum, les enquêtes, étaient en cours. Au 31 décembre 2019, la police judiciaire était toujours sur les faits. Tout juste sait-on que cinq (05) tonnes de riz, trente (30) nattes et trente (30) chaussures ont été retrouvées au domicile d'un agent de la direction régionale en charge de l'action humanitaire du Sahel. Ce sont les premiers cas de détournement de vivres dénoncés et traités par la justice. Les responsables du ministère de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire qui ont dans une déclaration le 22 novembre 2019 condamné « *ces actes intolérables et inacceptables surtout en ces moments particulièrement difficiles disent mettre tout en œuvre afin que les auteurs et leurs complices s'il y a lieu répondent de leurs actes* ». Espérons que ces propos seront traduits en actes concrets.

2.2.3.3. Les tracasseries dans les opérations de renouvellement de carte grise, de permis de conduire à la Direction générale du transport terrestre et maritime (DGTMM)

Dans le processus de changement des cartes grises et des permis de conduire, on peut relever des lenteurs excessives et des complicités internes à la DGTMM avec des démarcheurs. En effet, pour un dépôt de dossier le 17 octobre 2019, Mahamadi DIANDA a vu la validité de son récépissé prolongée d'un mois le 18 novembre 2019, puis d'un autre mois le 17 décembre 2019. Au 31 décembre 2019, il n'avait toujours pas son document définitif.

Monsieur OUEDRAOGO Joseph qui a déposé son dossier le 10 novembre 2019 à Ouagadougou déclare en commentaire sous un post de M. MADIEGA Tibiafouga sur sa page Facebook, qu'en plus des frais qu'il a honorés, il lui a été demandé la somme de douze mille (12 000) francs CFA pour que son document soit délivré avec célérité. Quant à Issa Burkindi SAWADOGO, il se demande s'il ne s'agit pas d'une complicité entre les agents et les démarcheurs. C'est d'ailleurs ce que confirme LOMPO Badani en témoignant que lui-même a mis 96 jours pour obtenir le précieux sésame. Il précise que dans le suivi de son dossier, il lui était demandé à chaque fois s'il est passé par un intermédiaire. Il finira par conclure qu'à la DGTTM, les démarcheurs sont plus puissants que les demandeurs. Un autre usager signale qu'à Bobo-Dioulasso, les agents de la direction ont transformé les guichets en boutiques. Ce qu'il dénonce c'est la vente des pochettes en plastique à 500 francs. En effet, une telle pratique est contraire à l'article 58 de la loi anti-corruption repris par l'article 332-16 du code pénal qui dispose que : *« Est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de trois cent mille (300 000) à un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA, tout agent public exerçant des activités commerciales ou lucratives autres que la commercialisation de ses productions agro-pastorales non industrielles, littéraires, scientifiques et artistiques »*. D'ailleurs la loi n°081-2015/CNT du 24 novembre 2015 réprime disciplinairement le fait de mener des activités commerciales non autorisées à l'article 40. L'article 40 alinéa 2 prescrit que : *« Le fonctionnaire ne peut exercer des activités commerciales ou lucratives autres que la commercialisation de ses productions littéraires, scientifiques et artistiques et agro-pastorales non industrielles, ni avoir par lui-même ou par personnes interposées, sous quelque dénomination que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays des intérêts dans une entreprise dont il a ou avait l'administration, la gestion ou le contrôle. »*

2.3. Recommandations

Dans ses précédents rapports sur l'état de la corruption au Burkina, le REN-LAC s'est toujours efforcé de faire des recommandations en vue du renforcement de la lutte anti-corruption. Le présent rapport ne déroge pas à cette règle, même si les précédentes recommandations sont pour l'essentiel inappliquées. Il reprend certaines recommandations déjà faites, mais non satisfaites et en formule de nouvelles.

En effet, la mise en œuvre d'un certain nombre de ces recommandations par les acteurs étatiques et non étatiques devrait permettre plus d'efficacité dans la prévention et la répression de la corruption et les autres infractions liées.

2.3.1. Les recommandations à l'endroit des acteurs étatiques

Les acteurs étatiques doivent :

- poursuivre le renforcement de l'arsenal juridique de prévention et de répression de la corruption. Il s'agit notamment des décrets d'application de la loi sur le droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs, des décrets d'application de la loi 082-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) ;
- émettre des ordres de recettes à l'endroit des ministres ayant perçu des sommes à titre de rémunération au-delà de la rémunération prévue par le décret 2008. L'ASCE-LC doit prendre cette pratique en compte dans son analyse de la gestion du gouvernement au titre des années concernées ;
- se conformer aux dispositions préventives de la loi surtout sur la simplification des procédures, l'élaboration et la vulgarisation des

manuels de procédure, les recrutements sur des bases de mérite.

- redoubler d'effort dans l'application des dispositions de la loi 04-2015/CNT du 3 mars 2015. Les juges sont interpellés d'une part sur la systématisation des enquêtes et/ou poursuite sur la base des dénonciations par voie de presse ou dans les rapports des acteurs publics ou privés de lutte contre la corruption. Les dossiers mettant en jeu des montants élevés doivent être traités avec attention et diligence pour diminuer ainsi le risque d'impunité des agents indéliçables et d'autre part sur le réflexe de viser les dispositions de la loi anti-corruption dans les actes de poursuite des infractions économiques et financières. Les magistrats sont aussi interpellés quant à la saine, totale et objective application, sans sentimentalisme, des dispositions relatives aux peines d'amendes et aux peines complémentaires telles que la confiscation du produit de l'infraction. Les possibilités légales d'aide à l'exécution des peines d'amende notamment la contrainte par corps doivent être explorées et appliquées. Pour cela, la spécialisation des magistrats, même dès l'école de formation, est une option incontournable ;
- poser des actions visant à avoir un régime juridique incitatif à la dénonciation des actes de corruption, de détournement ;
- mettre en place et faire fonctionner les conseils de discipline, promouvoir les valeurs d'intégrité par la récompense des agents les plus intègres et les plus travailleurs ;
- mettre en place une unité de police judiciaire spécialisée sous l'autorité du procureur du pôle spécialisé ECOFI ainsi qu'un pool d'assistants spécialisés ;
- relire la loi n°05-2017/AN en vue de l'érection des pôles en juridictions pleine, de la consécration de la nomination des animateurs conformément aux statuts de chaque corps et après une sélection par appel à candidature ;

- relire la Constitution aux fins de confier aux pôles judiciaires spécialisés toutes les infractions prévues au titre III livre III du code pénal (corruption et infractions assimilées), sans tenir compte de la qualité des personnes poursuivies au moment des faits (ministres et autres) ;
- poursuivre le renforcement des capacités des acteurs des pôles judiciaires spécialisés ;
- systématiser les enquêtes de moralité pour les nominations à des postes de responsabilité ;
- rationaliser les postes de contrôle et instituer un manuel de contrôle. Il est particulièrement demandé aux FDS de contrôler et non de racketter surtout dans un contexte d'insécurité ;
- appliquer les recommandations des rapports des enquêtes parlementaires. La justice doit vérifier la commission éventuelle d'infraction et organiser la mise en mouvement de l'action publique.

2.3.2. Les recommandations à l'endroit des acteurs non étatiques

Les acteurs non étatiques notamment les organisations de la société civile doivent d'une part poursuivre leur travail d'information, de formation et de sensibilisation sur le refus de la corruption et d'autre part sur la dénonciation, l'interpellation et les saisines notamment judiciaires. Pour cela, outre les nouvelles actions qui s'imposeront à ces acteurs, les recommandations du rapport de l'année en cours doivent être des sujets d'action.

De façon singulière, il est recommandé aux acteurs non étatiques les actions suivantes :

- être plus incisifs dans la traque de la corruption en initiant des enquêtes sur la grande corruption à travers un pool d'enquêteurs ;
- faire le plaidoyer auprès du gouvernement pour l'adoption de décrets d'application de la loi portant accès à l'information publique et aux

documents administratifs sur l'accès aux sources d'information et sur l'opérationnalisation de l'ASCE-LC ;

- vulgariser la loi anti-corruption et toutes les lois participant directement ou indirectement à la prévention et à la répression des pratiques de corruption ;
- organiser au niveau national et local des activités d'information et de communication en vue de mobiliser le potentiel d'éveil de consciences citoyennes autour du refus de la corruption et de maintenir l'élan de contrôle populaire de l'action publique ;
- encourager et soutenir les médias dans leurs efforts d'investigation sur la gestion publique ;
- mettre en place des réseaux de veille et d'alerte sur les cas de corruption sur toute l'étendue du territoire ;
- porter une attention particulière dans l'analyse des interactions entre le genre et la corruption afin de mieux prendre en compte les femmes dans la lutte contre le phénomène de la corruption ;
- privilégier les radiodiffusions pour passer les informations sur la corruption ;
- vulgariser davantage la plateforme numérique surtout auprès des populations jeunes pour son utilisation plus accrue.

2.3.3. A l'endroit des services perçus comme les plus corrompus :

- instituer urgemment des contrôles réguliers au niveau des activités perçues comme étant celles qui offrent le plus d'opportunités aux pratiques corruptrices ;
- instituer des séances de sensibilisation sur la corruption et ses méfaits au profit du personnel en général et en particulier des agents en charge de l'exécution des activités qui offrent plus d'opportunités aux pratiques de corruption ;
- dénoncer les agents fautifs en leur sein.

CONCLUSION

Au terme de ce rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso en 2019, un constat s'impose : la corruption est un fléau en progression au Burkina Faso. Les acteurs impliqués dans les affaires de corruption (corrupteurs et corrompus) se recrutent dans tous les secteurs d'activités de la vie publique et privée. Cette progression du fléau de la corruption s'explique en partie par le contexte de mauvaises pratiques ambiantes doublé du climat d'impunité. L'ampleur du phénomène et ses méfaits devraient inciter à engager une lutte farouche contre celui-ci.

Mais le constat est amer. Au niveau des acteurs étatiques de lutte contre la corruption, en dehors des activités de sensibilisation des citoyens sur les méfaits de la corruption et sur la nécessité pour eux de faire de la loi anti-corruption un instrument de veille citoyenne, une ferme volonté et un engagement soutenu d'impulser une dynamique anti-corruption vigoureuse des gouvernants pour juguler le fléau de la corruption font cruellement défaut. Les acteurs non étatiques cherchent leurs marques. Certes, des organisations et des structures comme le REN-LAC et la presse mènent des actions. Mais la portée de celles-ci reste fort limitée. Que faire alors ? Telle est la question qui interpelle toute la société, en particulier le pouvoir politique dont le rôle demeure déterminant dans la lutte contre la corruption.

Le pouvoir politique doit s'engager résolument dans la lutte contre la corruption. En effet, les attentes des populations en matière de lutte contre la corruption et les actions qu'ils ont préconisées pour combattre le phénomène ont peu de chances de porter des fruits si les autorités politiques ne prennent pas le taureau par les cornes.

Quant aux actions pour endiguer la corruption, les enquêtes sont unanimes pour retenir comme actions principales de lutte contre la corruption, la sanction et la sensibilisation. Il faut donc sanctionner les coupables et sensibiliser les citoyens. Bien entendu, cela n'exclut pas d'autres actions comme l'amélioration des conditions de vie et de travail et la promotion du

bon exemple. L'intérêt pour la lutte contre la corruption est manifeste à travers les actions proposées par les enquêtés.

Mais la grande question qui demeure est celle de leur mise en pratique par l'ensemble des acteurs (étatiques et non étatiques) de lutte contre le fléau. Y aurait-il suffisamment de volonté et d'engagement fermes de part et d'autre pour y parvenir ?

Le REN-LAC, quant à lui, de concert avec d'autres acteurs engagés dans la lutte contre la corruption, jouera sa partition. Il continuera d'œuvrer au renforcement de l'éveil des consciences et à la veille citoyenne ainsi que l'interpellation des gouvernants pour marquer de plus près l'hydre de la corruption.

BIBLIOGRAPHIE

1. Rapports

- **ARCOP**, *Rapport 2017 de l'Autorité de régulation de la commande publique*,
- **ASCE-LC**, *Rapport général annuel d'activités 2017*, 160 p.
- **CENTIF**, *Rapports des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019*,
- **REN LAC**, *Rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso 2018*,

2. Organes de presse

- *Archives Courrier confidentiel*
- *Archives L'Événement*
- *Archives Le reporter*
- *Libreinfo.net*
- *Archives BFI*
- *Archives Burkina Infos*

3. Textes juridiques

- *La loi n°036-2015/CNT portant Code minier au Burkina Faso*
- *Loi n°016-2016/AN relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso*
- *Loi n°025-2018/AN portant Code pénal au Burkina Faso*
- *Loi n°026-2006/AN du 28 novembre 2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux*
- *Loi N°057-2008/AN du 20 novembre 2008 portant promotion immobilière au Burkina Faso*
- *Loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso*
- *Loi n°054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel*

du corps des greffiers

- *La loi n°04-2015/CNT du 3 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso*
- *Loi n°050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature*
- *Loi organique n°073-2015/CNT du 6 novembre 2015 relative aux lois de finances*
- *Loi organique n°082-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC)*
- *Loi n°081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la Fonction publique d'Etat*
- *Loi n°005-2017/AN du 19 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement des pôles spécialisés dans la lutte contre le terrorisme*
- *Loi n°055-2017/AN du 14 décembre 2017 portant loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022*
- *Loi n°025-2018/AN du 31 mai 2018 portant Code pénal au Burkina Faso*
- *Loi n°033-2018/AN du 26 juillet 2018 portant modification de la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso*
- *Loi n°40-2019/AN du 29 mai 2019 portant Code de procédure pénale au Burkina Faso*
- *Décret n°98-375/PRES/MFPDI/MEF du 15 septembre 1998 portant attributions, composition et fonctionnement des organes consultatifs de la Fonction publique*

- *Décret n° 2008-891/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2008 portant rémunération du Premier Ministre, des Présidents d'Institutions et des Membres du Gouvernement*
 - *Décret n°2019-1227/PRES/PM/MJ/MINEFID du 5 décembre 2019 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du conseil de discipline du personnel des greffiers.*
-

ANNEXES

Annexe 1 : questionnaire sondage 2019 du REN-LAC

Bonjour. Je m'appelle _____. Je suis un agent enquêteur du Réseau national de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC), une organisation de la société civile. Nous étudions les opinions des citoyens burkinabè sur les faits et pratiques de corruption dans notre pays de janvier 2019 à ce jour.

[S'assurer que l'enquêté a une bonne connaissance de ce qu'on entend par corruption avant de commencer l'enquête : Si non il vous appartient en tant d'enquêteur d'expliquer à l'enquêté dans la langue d'entretien ce qu'on entend par corruption. C'est le fait de donner ou d'accepter une rétribution illégale en échange d'un service non soumis à payement]

Nous voudrions discuter de ces questions avec vous.

Vos réponses seront gardées confidentielles. Elles seront mises avec celles de 2000 personnes également interrogées afin d'avoir une vue d'ensemble. Il sera impossible de vous repérer à partir de vos réponses ; veuillez donc s'il vous plaît, vous mettre à l'aise pour nous dire ce que vous pensez vraiment. L'entretien durera environ une vingtaine de minutes. Vous n'encourez aucune sanction si vous refusez d'y participer. Acceptez-vous de participer à l'enquête ?

Note: La personne doit donner son consentement en répondant positivement (Oui). Si elle refuse de participer à l'enquête, passez à une autre personne.

Si le consentement est obtenu, procédez à l'entretien après avoir indiqué la date et l'heure.

I. IDENTIFICATION DU LIEU DE L'ENQUETE

Q1.1 (Numéro du questionnaire)
---------------------------------------	-------

Q1.2 Ville d'enquête :

[Enquêteur : inscrivez le code de la ville d'enquête correspondant dans la partie réservée à cet effet.]

1 = Banfora	2 = Bobo- Dioulasso	3 = Dédougou	4 = Dori	5 = Fada N'Gourma	6 = Gaoua
7 = Kaya	8 = Koudougou	9 = Manga	10 = Ouagadougou		11 = Ouahigouya
12 = Pouytenga		13 = Tenkodogo	14 = Ziniaré		
Code =					

Q1.3 Indiquez dans la case en face le N° du secteur où l'entretien s'est déroulé :	
Q1.4 Code enquêteur :	
Q1.5 Code superviseur :	

II. IDENTITE DE L'ENQUETE

Q2.1 Jour de l'entretien [Enquêteur : Inscrivez le jour]	..... / 11/19	
Q2.1bis Heure de début de l'entretien [Enquêteur : Inscrivez l'heure et les minutes, utilisez le temps de 24 heures]	..... h mn	
Q2.2 Coordonnées géographique : GPS		
Q2.3 Sexe de l'enquêté: [Enquêteur: Pas de question à formuler, identifiez et inscrivez le code du sexe correspondant dans la partie réservée à cet effet]	1 = Féminin	2 = Masculin
	Code =	
Q2.4 Pouvez-vous m'indiquer votre âge ? [indiquez l'âge exact de l'enquêté en année révolue]	.....
Q2.5 Quelle activité professionnelle exercez-vous ? : [Enquêteur : si la réponse le permet, identifiez la catégorie professionnelle d'après l'activité principale et inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet. Si la réponse est vague, l'enquêteur pose la question supplémentaire suivante : « est-ce votre activité principale ?, si non laquelle est votre activité principale » ? cette réponse doit lui permettre d'inscrire le code approprié.]		
1 = Aide familiale/servante/bonne	2 = Indépendant	3 = Salarié du public exécutant
4 = Salarié du public cadre	5 = Salarié du privé exécutant	6 = Salarié du privé cadre
7 = Employeur	8 = Apprentis	9 = Chômeur/quête du 1er emploi
10 = Agent d'exécution retraité		
11 = Cadre retraité	12 = Occupé au foyer/ménagère	13 = Elève/Etudiant
14 = Autres inactif (précisez) : _____		
Code =		

Q2.6 Avez-vous été scolarisé ? [Enquêteur : Inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet. Si la réponse est non allez à Q3.1]	1=Oui	2=Non
	Code =	

Q2.7 Quel est le niveau d'étude atteint ? [Enquêteur: D'après la réponse, identifiez le niveau de scolarisation et inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]	1= Primaire	2 = Secondaire	3 = Universitaire
	Code =		

III. PERCEPTION DE L'AMPLEUR DE LA CORRUPTION EN 2019

Q3.1 A votre avis, quelle est la fréquence des pratiques de corruption au Burkina Faso cette année (2019) ?

[Enquêteur : Lisez à haute voix les options de réponse sauf le **NSP**. Ne choisir qu'une modalité. Lisez le terme "**Pratiques de corruption**" en Français et ne traduire en langue locale que si le Répondant ne comprend pas le terme en Français. Inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]

1= Très fréquentes	2= Fréquentes	3 = rares	4= Inexistantes	-9= NSP
Code :				

Q3.1bis Justifiez votre réponse :

Q3.2 Comparativement à l'année précédente (2018), comment appréciez-vous cette année l'évolution de la corruption au Burkina Faso ?

[Enquêteur : Lisez à haute voix les options de réponse sauf le **NSP**. Ne choisir qu'une modalité et inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]

1 = Augmente	2 = Stationnaire	3 = Régresse	-9 = NSP
Code =			

Q3.2bis Justifiez votre réponse :

IV. EXPERIENCES DE CORRUPTION VECUES PAR L'ENQUETE

❖ En tant qu'usager des services publics/parapublics

[Au besoin il appartient à l'enquêteur d'expliquer à l'enquêté dans la langue d'entretien ce qu'on entend par service public/parapublic. C'est un ensemble de fonctions d'intérêt général gérées par l'Etat ou une collectivité locale, à l'usage de la communauté des citoyens et des ressortissants d'un pays. Exemples : Le service de la justice, la police, le service des impôts, l'administration générale et locale, l'éducation nationale, la santé, la sécurité sociale, les services de distribution d'eau, d'électricité, les services postaux, etc.]

Q4.1 Depuis janvier passé, avez-vous personnellement offert une ou plusieurs rétributions illégales en échange d'un service que vous avez sollicité auprès d'une administration ? <i>[Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet. Si la réponse est non allez à Q4.10]</i>	1=Oui	2 =Non
	Code =	
Q4.2 si Oui combien de fois		
Q4.3 Décrire les circonstances dans lesquelles, vous avez offert cette (ou ces) rétribution(s) ? <i>[Enquêteur : insistez pour que l'enquêté fasse une description claire et succincte de l'expérience vécue. Domaine, service, agent et l'acte de corruption concerné].</i>		
Q4.3a Cas 1 :		
Q4.3b Cas 2 :		
Q4.3c Cas3 :		

Q4.4 Vous m'avez dit que vous avez offert une (ou plusieurs) rétributions illégales en échange d'un service dans une administration publique/parapublique, qui devrait vous être gratuitement rendu. Qu'avez-vous exactement offert ? [Enquêteur : <i>inscrivez les codes correspondant dans la partie réservée à cet effet</i>] possibilité de choisir plusieurs réponses	1 = Argent	2 = Nature
	Code =	
Q4.5 Si nature précisez		
Q4.5bis Si nature estimez le montant du bien que vous avez offerts (estimez le montant total si plusieurs fois)		
Q4.6 si en espèce, Quel est le montant que vous avez payé ? [Enquêteur : <i>insistez pour avoir le montant exact ou approximatif de la rétribution ; en cas de paiements multiples, faites la somme des montants payés si plusieurs paiement en espèce</i>]		
Q4.6.a Précisez le montant le plus faible payé		
Q4.6.b Précisez le montant le plus élevé payé		
Q4.7 Vous m'avez dit que vous avez offert une (plusieurs) rétribution(s) illégales au cours de cette année. Dites-moi, si vous avez vous-même pris les devants pour proposer cette (ces) rétribution(s) à l'agent public ou si c'est lui qui vous l'a (les a) demandée(s) Possibilité de choisir plusieurs réponses		
1 = Usager	2 = Agent public/parapublic	3 = Intermédiaire
Code =		

Q4.8 Quelle est la principale raison qui vous a poussé à offrir cette rétribution illégale ? [Enquêteur : <i>Enquêteur : notez de façon précise la raison indiquée</i>] _____

Q4.9 Quel principal effet, votre rétribution illégale peut-elle avoir sur les prestations de l'administration publique ?

[Enquêteur : *Enquêteur : notez de façon précise la raison indiquée*]

❖ **En tant que agents publics/parapublics**

Q4.10 Depuis janvier 2019, avez-vous personnellement reçu une ou plusieurs rétribution(s) en échange de service(s) non soumis à paiement, demandé(s) par certains usagers de votre administration ? [Enquêteur : <i>inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet. Si la réponse est Non aller à Q4.20</i>]	1=Oui	2 =Non
	Code =	
Q4.11 Combien de fois ?		

Q4.12 Décrivez les circonstances dans lesquelles, vous avez reçu cette (ces) rétribution(s) ? [enquêteur : insistez pour que l'enquête fasse une description claire et succincte de l'expérience vécue. Domaine, service et l'acte de corruption concerné]
Q4.12a Cas1 :
Q4.12b cas2

Q4.13 Vous m'avez dit que vous avez reçu une (ou plusieurs) rétributions illégales en échange de services non soumis à paiement, demandés par un usager de votre administration, qu'avez-vous reçu exactement ? [Enquêteur: <i>inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet</i>] <i>possibilité de choisir plusieurs réponses</i>	1 = Argent	2 = Nature
	Code =	

Q4.14 Si nature précisez,

.....
.....

Q4.15 Estimez la valeur du bien

Q4.16 Quel est le montant que vous avez reçu ?

[Enquêteur : insistez pour avoir le montant exact ou approximatif de la rétribution ; en cas de paiements multiples, faites la somme des montants payés si plusieurs payement en espèce]

Q4.16.a précisez le montant le plus faible payé

Q4.16.b précisez le montant le plus élevé payé

Q4.17 Vous m'avez dit que vous avez reçu une (plusieurs) rétribution(s) illégales au cours de cette année. Dites-moi, si avez vous-même pris les devants pour solliciter cette (ces) rétribution(s) à l'usager de votre administration ou si c'est lui qui vous l'a (les a) proposée(s) ?

[Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]
Possibilité de choisir plusieurs réponses

1 = usager

2 = Agent
public/parapublic

3 = Intermédiaire

Code =

Q4.18 Quelle est la principale raison qui vous a poussé à recevoir cette rétribution illégale ?

[Enquêteur : notez de façon précise la raison indiquée]

Q4.19 Quel principal effet, votre acceptation de rétributions illégales peut-elle avoir sur les prestations de l'administration publique [Enquêteur : notez de façon précise et claire la raison indiquée]

❖ **En tant que témoin**

Q4.20 Avez-vous été personnellement témoin d'offres ou de sollicitations de rétributions illégales entre janvier passé et ce jour ? [Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet, si la réponse est **non** allez à **Q4.27**]

1=Oui

2 =Non

Code =

Q4.20bis Combien de fois ?	
-----------------------------------	--

Q4.21 Décrire les circonstances dans lesquelles, cette (ou ces) offre(s) de rétribution(s) a (ont) eu lieu *[Enquêteur : insistez pour que l'enquête fasse une description claire et succincte de l'expérience vécue. Domaine, service, agent et l'acte de corruption concerné.]*

Q4.21a Cas1 :

.....

.....

.....

Q4.21b

Cas2 :

.....

.....

.....

Q4.22 Quelle est la nature de ce qui a été payé par l'utilisateur ? <i>[Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la réservée à cet effet] possibilité de choisir plusieurs réponses</i>	1 = Argent	2 = Nature	-9 = NSP
Code =			

Q4.23 Si nature précisez

.....

.....

Q4.24 Si nature, estimez le montant de cette rétribution

Q4.25 Si argent quel est le montant total ? <i>[Enquêteur: insistez pour avoir le montant exact ou approximatif de la rétribution ; en cas de paiements multiples, demander les deux montants extrêmes et les notez soigneusement dans les parties réservées à cet effet]</i>	
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Q4.25a Précisez le montant le plus faible payé

Q4.25b Précisez le montant le plus élevé payé

Q4.26 Vous m'avez dit que vous avez été personnellement témoin d'offres ou de sollicitations de rétribution(s) illégales au cours de cette année. Dites-moi, qui de l'utilisateur ou de l'agent de l'administration a le premier pris l'initiative de la démarche d'offre ou de sollicitation de la rétribution illégale ?

[Enquêteur: inscrivez le code correspondant dans la réservée à cet effet]
Possibilité de choisir plusieurs

1 = Usager	2 = Agent de service	3 = Intermédiaire	-9 = NSP
Code =			

Supposons que vous devez classer les différents domaines/secteurs et les services de l'administration publique que vous avez personnellement utilisés entre janvier passé et ce jour ou qu'une proche connaissance de vous a utilisées pendant la même période (*dans les réponses à donner, vous répondrez en votre nom et en celui de cette connaissance*).

- **Catégorie 1** : service de administration publique/parapublique, acte/activité, est classé « première catégorie » si des services non soumis à paiement vous y ont été assurés sans que vous n'offriez une rétribution illégale à aucun des agents qui y travaillent ou sans qu'aucun de ses agents ne vous ait sollicité une rétribution illégale.
- **Catégorie 2** : service de l'administration publique/parapublique, acte/activité, est classé « **deuxième catégorie** » si des services non soumis à paiement dans cette administration vous ont été assurés contre des rétributions illégales que vous avez offertes de votre gré à certains agents (pas tous) qui y travaillent ou contre des rétributions illégales sollicitées auprès de vous par certains des agents de cette administration.
- **Catégorie 3** : un domaine/secteurs d'activités, un service administration publique/parapublique ou un agent, est classé « troisième catégorie » si des services non soumis à paiement dans cette administration vous ont été assurés moyennant une sollicitation systématique de rétribution illégale par des agents qui y travaillent.

Q4.27. Citez les domaines d'activités, services des administrations publiques et agent que vous avez utilisés entre janvier passé et ce jour, ou que l'un de vos proches a utilisés pendant la même période et classez chacun de ces domaines, services et agents dans l'une ou l'autre des trois catégories définies plus haut.

[Enquêteur : notez ou inscrivez avec précision le secteur, le service, le nombre de sollicitation ou les codes correspondants dans les parties réservées à cet effet]

Q4.27.a Service public ou parapublic ¹	Q4.27.b Domaine	Q4.27.c Autres domaines	Q4.27.d Nbre. de sollicitations	Q4.27.e Combien de fois avez été confronté à la corruption	Q4.27.f Catégorie : 1 = Catégorie 1 2 = Catégorie 2 3 = Catégorie 3	Q4.27.g Intervention de PACI ² pour être satisfait (e) 2 = Non 1 = Oui	Q4.27.h Acte/activité ³

¹Exemples de services : police, santé, gendarmerie, impôts, marchés publics, douane, justice, etc.

² PACI : il s'agit d'un parent, d'un ami, d'une connaissance ou un Intermédiaire qui a intervenu pour que l'usager ait le service sollicité
³ Exemples d'actes /activités : légalisation au commissariat Sapy, consultation au CSPS de Zouro, établissement d'acte de naissance à la mairie de Zoulou, impôt contribution du secteur informel, procès au Palais de Bandou, règlement d'un litige à la gendarmerie de Saka, réception des consommables de bureau au ministère de X

V : GOUVERNANCE ET ATTITUDES DE L'ENQUETE FACE AUX FAITS ET PRATIQUES DE CORRUPTION

Un usager s'est présenté dans un bureau d'une administration publique pour solliciter un service non soumis à paiement. L'agent de Bureau après avoir pris connaissance du service sollicité par l'utilisateur s'exclame : « *Nous qui sommes dans ce bureau-là, on ne mange pas les papiers ! Faites quelque chose-là !* ». Et l'utilisateur accéda à sa requête.

5.1 Comment appréciez-vous :

[Enquêteur : annoncez d'abord les modalités/réponses sauf le NSP, puis demander à l'enquêté(e) de choisir l'une d'elles puis inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]

1 = Inacceptable et condamnable	2 = Inacceptable mais compréhensible	3 = Acceptable	9 = NSP
----------------------------------------	---------------------------------------------------	--------------------------	-------------------

Q5.1.1 L'attitude de l'agent de Bureau ?	Code =
-------------------------------------------------	--------

Q5.1.2 L'accession de l'utilisateur à la sollicitation de l'agent ?	Code =
----------------------------------------------------------------------------	--------

Q5.2 Que pensez-vous des actions du gouvernement pour lutter contre la corruption ?

1= Très satisfaisant	2 = Satisfaisantes	3 = Acceptable
4 = Insatisfaisantes	5 = Pas du tout satisfaisantes	-9 = NSP

Code=

Q5.3 Selon vous, que doit faire le Gouvernement pour lutter contre la corruption au Burkina Faso ? : (choix multiple)

[Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]

1 = Améliorer les conditions de vie et de travail des populations		2 = Sanctionner les acteurs de corruption	
3 = Sensibiliser les populations sur la corruption		4 = Promouvoir le bon exemple	5 = Garantir la transparence des procédures d'offre de service public
-9 = NSP	6 = Autres (préciser).....		

Code =

VI. GENRE/CONNAISSANCE et DENONCIATION DES PRATIQUES DE CORRUPTION

Q6.1 Depuis janvier 2019, avez-vous entendu parler de la corruption ?		1 = Oui		2 =Non	
[Enquêteur : inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet. Si la réponse est non allez à Q6.3]		Code =			
Q.6.2 bis si oui, quels sont les canaux par lesquels avez-vous été informé(e) sur la corruption ? (choix multiple)					
[Enquêteur: Inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet] plusieurs choix possible					
1= Radio	2 = Télé	3 = Presse écrite	4 = Conférence	5 = Théâtre forum	
6 = Kiosque/maquis	7 = Grin de thé	8 =Avec des amis	9 = Réseau sociaux	10 =Autres (précisez) :	99 =NSP
Code =					
Q6.3 Quel principal canal d'information vous semble le plus approprié pour passer les informations sur la corruption ?					
[Enquêteur : notez de façon claire et précise le canal qui sera indiqué par l'enquête dans la partie réservée à cet effet]					
1= Radio	2 = Télé	3 = Presse écrite	4 = Conférence		5 = Théâtre forum
6 = Kiosque/maquis		7 = Grin de thé	8 = Réseau sociaux	9 =Autres (précisez)	-99=NSP :
Code =					

Q6.4A Pensez-vous qu'il y a des domaines où les femmes sont plus exposées que les hommes à la corruption ?		1=Oui	2 =Non
		Code :	
Q6.4B Si oui, précisez les domaines (Choix multiple)			
1. Education	2. santé	3. dans les affaires	
4. Justice	5. Emploi/Travail	6. Autres.....	
Code =			
Q6.5A Pensez-vous qu'il y a des domaines où les hommes sont plus exposés que les femmes à la corruption ?		1=Oui	2 =Non
		Code :	

Q6.5B. Si oui, précisez, les domaines/secteurs (Choix multiple)

1. Education	2. santé	3. dans les affaires
4. Justice	5. Emploi/Travail	6. Autres.....
Code =		

Q6.6 Pendant l'année 2019 avez-vous dénoncé un acte de corruption dont vous avez été victime ou témoins ?

[Enquêteur : Inscrivez le code correspondant dans la partie réservée à cet effet]

1= Oui 2 = Non

Code=

Q6.7 Justifiez votre réponse :

.....
.....

Q6.8a Avez connaissance d'une loi spécifique anti-corruption anticorruption

1= Oui 2 = Non

Code =

Q6.8b si Oui, quels sont les canaux par lesquels vous avez été informé

1= Radio	2 = Télé	3 = Presse écrite	4 = Conférence	5 = Théâtre forum
6 = Kiosque/maquis	7 = Grin de thé	8 = Avec des amis	9 = Réseau sociaux	10 =Autres (précisez) - 99=NSP

Code =

Q6.8d Si oui, que pensez-vous de son efficacité ?

1 = Très efficace	2 = Efficace	3 = Acceptable
4 = Inefficace	5 = Complètement inefficace	-9 = NSP

Code =

Q6.9a Avez connaissance de la plateforme de dénonciation des actes de corruption mise en place par le REN-LAC
www.veneem.bf

1 = OUI 2 = NON

Code =


Q6.9b si Oui, quels sont les canaux par lesquels vous avez été informé (Choix multiple)

1= Radio	2 = Télé	3 = Presse écrite	4 = Conférence	5 = Théâtre forum
6 = Kiosque/m aquis	7 = Grin de thé	8 = Avec des amis	9 = Réseau sociaux	10 =Autres (précisez) -99=NSP

Code =

Q6.10 Autres Commentaires et/ou suggestions de l'enquête

VIII. ENTRETIEN APPROFONDI ET FIN DE L'ENQUETE

Q7.1 Heure de fin de l'entretien [Enquêteur: Inscrivez l'heure et les minutes, utilisez le temps de 24 heures]					..... h mn	
Q7.2 Langue de l'entretien :						
1 = Français	2 = Moré	3 = Dioula	4 = Fulfuldé	5 = Gourmantc héman	6 = autre à préciser	
Q7.3 Souhaitez-vous approfondir certaines pratiques de corruption auxquelles que vous avez été confrontés				1 = OUI	2 = NON	
				Code =		
Q7.4 Enregistrement						
Signature de l'enquêteur :						
Q7.5 Jour du contrôle du superviseur [Enquêteur : Inscrivez le jour]					..... / 11 / 19	
Superviseur			Code du superviseur :			
			Signature :			

Annexe 2 : guide d'entretiens

I. Identification de l'enquêté(e)

- Région
- Ville
- Sexe
- Age
- Activité professionnelle
- niveau d'instruction

II. Expériences de corruption vécues par l'enquêté

1. Pour usager des services publics/parapublics

- Depuis janvier passé, avez-vous personnellement offert plusieurs rétributions en échange de services ?
- Pouvez-vous nous décrire les services rendus et les circonstances dans lesquelles, vous avez offert ces rétribution(s)
- Quelle est la nature des rétributions (argent, matériels, service rendu, etc.)
- Quels sont les montants d'argent payés ? *(du faible au plus élevé)*
- Qui a été l'acteur principal (incitation de l'enquêté ou exigence de l'agent) ?
- Quelle peut être la principale cause d'un tel acte ?
- vos appréciations sur ces faits marquants.

2. Pour agent public/parapublic

- Depuis janvier passé, avez-vous personnellement reçu plusieurs rétributions en échange de services ?
- Pouvez-vous nous décrire les services rendus et les circonstances dans lesquelles, vous avez reçu ces rétribution(s)

- Quelle est la nature des rétributions (argent, matériels, service rendu, etc.)
- Quels sont les montants d'argent payés ? (*du faible au plus élevé*)
- Qui a été l'acteur principal (incitation de l'enquête ou exigence de l'agent) ?
- Quelle peut être la principale cause d'un tel acte ?
- vos appréciations sur ces faits marquants.

3. Pour témoin

- Depuis janvier passé, avez-vous été personnellement témoin d'offres ou de sollicitations ou de réception de rétributions illégales par un usager ou un agent public/parapublic en échange de services.
- Pouvez-vous nous décrire les services rendus et les circonstances dans lesquelles, vous avez reçu ces rétribution(s)
- Quelle est la nature des rétributions (argent, matériels, service rendu, etc.)
- Quels sont les montants d'argent payés ? (*du faible au plus élevé*)
- Qui a été l'acteur principal (incitation de l'enquête ou exigence de l'agent) ?
- Quelle peut être la principale cause d'un tel acte ?
- vos appréciations sur ces faits marquants.

Annexe 3 : répartition du nombre de sollicitations des services classés selon le sexe des usagers

Service	Nombre de sollicitation			%
	<i>Homme</i>	<i>Femme</i>	<i>Total</i>	<i>Des femmes</i>
Santé	1577	2532	4109	61,6
SONABEL	2086	1295	3381	38,3
ONEA	1683	1316	2999	43,9
Mairie	948	530	1478	35,9
Police nationale	884	441	1325	33,3
Police municipale	267	120	387	31
Impôts/domaines	282	86	368	23,4
Justice	221	105	326	32,2
Education nationale	355	174	529	32,9
Administration générale	210	93	303	30,7
DGTTM	159	47	206	22,8
Gendarmerie	99	31	130	23,8
Enseignement supérieur	63	45	108	41,7
CCVA	48	1	49	2
Douane	38	2	40	5
Ministère des sports et loisirs	32	8	40	20
Action sociale	16	17	33	51,5
CARFO	25	7	32	21,9
CNSS	53	35	88	39,8

Annexe 4 : répartition de la perception de l'évolution de la corruption de 2018 à 2019 selon CSP

Désignation	Perception de l'évolution de la corruption (%)				Total	
	NSP	Augmente	Stationnaire	Régresse		
Sexe						
• Féminin	16,8	35,4	27,4	20,4	100	
• Masculin	7,4	44,4	24	24,2	100	
Niveau de scolarisation						
• Oui	9,3	43,5	25,3	21,9	100	
• Non	19,4	29,4	27,7	23,5	100	
Statut d'activité						
• Inactif	16,2	35,6	26,7	21,6	100	
• Actif	9,1	43,1	25	22,8	100	
Tranche d'âge						
• [18 - 35 ans [	13	39	25,6	22,4	100
• [35 - 55 ans [	9,4	41,1	26,6	22,9	100
• 55 ans et plus	16	41,6	22,7	19,7	100	

Annexe 5: répartition des enquêtés ayant personnellement fait une expérience de corruption selon la ville

Désignation	Avoir offert une rétribution illégale		Total
	OUI	NON	
Niveau de scolarisation			
• Non scolarisé	15,8 (78)	84,2 (416)	100 (494)
• Primaire	20,0 (90)	80,0 (360)	100 (453)
• Secondaire	21,1 (185)	78,9 (591)	100 (749)
• Universitaire	29,3 (87)	70,7 (210)	100 (294)
Statut d'occupation			
• Actif	25,6 (297)	74,4 (864)	100 (1061)
• Inactif	14,0 (116)	86,0 (800)	100 (829)
Ville d'enquête			
• Banfora	19,0 (11)	81,0 (47)	100 (58)
• Bobo-Dioulasso	24,1(92)	75,9 (289)	100 (381)

Désignation	Avoir offert une rétribution illégale		Total
	OUI	NON	
• Dédougou	10,0 (3)	90,0 (27)	100 (30)
• Dori	20,0 (6)	80,0 (24)	100 (30)
• Fada N’Gourma	12,5 (4)	87,5 (28)	100 (32)
• Gaoua	30,0(9)	70,0 (21)	100 (30)
• Kaya	18,4 (7)	81,6 (31)	100 (38)
• Koudougou	4,5 (3)	95,5 (64)	100 (67)
• Manga	10,0 (3)	90,0 (27)	100 (30)
• Ouagadougou	22,2 (252)	77,8 (883)	100 (1135)
• Ouahigouya	17,9 (10)	82,1 (46)	100 (56)
• Pouytenga	21,4 (9)	78,6 (33)	100 (42)
• Tenkodogo	9,7 (3)	90,3 (28)	100 (31)
• Ziniaré	3,3 (1)	96,7 (29)	100 (30)

Annexe 6 : répartition des expériences de corruption selon l’initiateur de l’acte de rétribution (il s’agit d’un choix multiple)

Désignation	Pourcentage des répondants
Usager	43,8
Agent public/parapublic	57,9
Intermédiaire	5,1
(N)	413

Annexe 7 : répartition des témoignages de corruption selon l’initiateur de l’acte de rétribution (il s’agit d’un choix multiple)

Désignation	Pourcentage des répondants
Usager	28,5
Agent public/parapublic	67,9
Intermédiaire	4,8
NSP	6,0
(N)	333

Annexe 8 : appréciation des actions du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption

Désignation	Appréciation des actions du Gouvernement en matière de lutte anticorruption en 2019				Total
	Satisfaisantes	Acceptable	Insatisfaisantes	NSP	
Sexe					
• Féminin	16,3	28,5	43,8	11,3	100,0
• Masculin	14,3	22,8	59,1	3,9	100,0
Statut d'occupation					
• Inactif	14,3	25,8	49,6	10,3	100,0
• Actif	16,1	25,5	53,3	5,1	100,0
Ville d'enquête					
• Banfora	0,0	25,9	48,3	25,9	100,0
• Bobo-Dioulasso	6,3	27,6	55,6	10,5	100,0
• Dédougou	10,0	23,3	66,7	0,0	100,0
• Dori	26,7	20,0	43,3	10,0	100,0
• Fada N'Gourma	18,8	34,4	34,4	12,5	100,0
• Gaoua	6,7	53,3	26,7	13,3	100,0
• Kaya	15,8	36,8	39,5	7,9	100,0
• Koudougou	28,4	28,4	43,3	0,0	100,0
• Manga	23,3	23,3	43,3	10,0	100,0
• Ouagadougou	17,3	23,7	53,2	5,8	100,0
• Ouahigouya	19,7	19,6	58,9	1,8	100,0
• Pouytenga	21,4	23,8	40,5	14,3	100,0
• Tenkodogo	16,1	32,3	48,4	3,2	100,0
• Ziniare	26,7	33,3	26,7	13,3	100,0

Annexe 9 : Eléments synthétiques du classement des services selon leur degré de corruption perçu par les enquêtés

N°	Service	Total de sollicitations	Total de cas de corruption	Taux de corruption	Rang
1	Police municipale	387	251	64,9	1
2	Douane	40	11	27,5	2
3	Police nationale	1325	250	18,9	3
4	DGTTM	206	31	15	4
5	Gendarmerie	130	16	12,3	5
6	CCVA	49	6	12,2	6
7	Education nationale	529	54	10,2	7
8	Action sociale	33	3	9,1	8
9	Justice	326	26	8	9
10	Impôts/domaine	368	20	5,4	10
11	Mairie	1478	58	3,9	11
12	Administration générale	303	11	3,6	12
13	CARFO	32	1	3,1	13
14	Santé	4109	121	2,9	14
15	Ministère de la jeunesse et sport	40	1	2,5	15
16	Enseignement supérieur/ Recherche	108	2	1,9	16
17	CNSS	88	1	1,1	17
18	SONABEL	3381	11	0,3	18
19	ONEA	2999	5	0,2	19
20	Trésor public	85	0	0	-
21	SONAPOST	66	0	0	-
22	Autres	52	0	0	-
23	Commerce (CCI, MICA, etc.)	36	0	0	-
24	LONAB	29	0	0	-
25	SONAGES	26	2	7,7	-
26	ANPE	22	0	0	-
27	Ministère de la culture	20	4	20	-
28	Ministère des affaires étrangères	20	0	0	-

29	Inspection du travail	14	0	0	-
30	Marchés publics/commande publiques	14	3	21,4	-
31	Urbanisme/habitat	13	2	15,4	-
32	Projet/programmes	11	0	0	-
33	Solde et ordonnancement	10	4	40	-
34	Service d'élevage	7	0	0	-
35	Agriculture	6	0	0	-
36	SONABHY	6	3	50	-
37	Environnement/Eau et forêts	5	1	20	-
38	SND	5	1	20	-
39	BBDA	4	0	0	-
40	SONATUR	4	0	0	-
41	Services communication/média	3	0	0	-
42	INSD	3	1	33,3	-
43	Présidence du Faso	3	0	0	-
44	SOFITEX	1	1	100	-
45	Sapeur-pompier	1	0	0	-
Total		16397	901	5,5	

Annexe 10 : répartition du nombre de rétributions illégales à la police municipale selon la ville d'enquête en 2019

Service	Nombre de cas rétribution illégales	Taille échantillon	%
Ouagadougou	221	1135	19,3
Bobo-Dioulasso	8	381	2,1
Ouahigouya	7	56	12,5
Gaoua	4	30	13,3
Koudougou	3	67	4,5
Kaya	3	38	7,9
Dédougou	2	30	6,7
Dori	1	30	3,3
Pouytenga	1	42	2,4
Total	250	1809	

Annexe 11 : Quelques récits des offres des rétributions illégales dans des services classés.

CARFO

En Février 2019, je suis allé à la CARFO pour mes problèmes de pension de retraite et ma rente d'incapacité car je gagnais uniquement la pension de retraite mais pas la rente qui devait s'ajouter. Je suis donc aller à la CARFO bobo pour ce problème et c'est là un agent me propose de donner 25000F pour qu'il règle ce problème le plus tôt possible et j'étais obligé de payer 15000F dans la négociation pour que ce problème soit résolu. (Inactif, Masculin, Bobo-Dioulasso, 65 ans).

CCVA

Cas1 : Je suis allé pour la visite technique d'un véhicule. Pour ne pas être recalé, j'ai payé 15000f car c'est ce que les gens font sinon ils vont te recalé. Cela a été fait sans reçu (Indépendant/Aide familiale, Masculin, Ouagadougou, 32 ans).

Cas2 : Pour le CCVA, c'est une routine l'offre de rétribution que j'aille ou que je délègue un employé, j'offre à chaque visite une rétribution allant de 2000F ou 3000F, donc je ne peux m'en souvenir le nombre de fois cette année 2019 (Employeur, Masculin, Ouagadougou, 39 ans).

CNSS

Mois D'août, à la CNSS centre-ville, pour l'encaissement de l'allocation familiale, un agent m'a informé qu'il faut une semaine, mais si je souhaite demain je peux toucher moyennant 4000 F et chose faite, je suis venu, il a touché en personne, je lui ai remis la rétribution de 4000 F (Indépendant/Aide familiale, Masculin, Ouagadougou, 46 ans).

DGTTM

Cas1 : En juillet dernier, je passais mon permis de conduire quant à l'examen, un moniteur m'a dit de payer 25000f si je veux réussir. J'ai fini par payer pour ne pas être recalé. Mais c'était sans reçu. (Salarié, Masculin, Ouagadougou, 38 ans).

Cas 2 : En septembre 2019, je suis allé à la direction régionale des transports pour faire la carte grise de ma voiture et un agent m'a proposé de me la faire à 10 000 F le plutôt possible et j'ai accepté sa proposition et j'ai payé les 10 000F pour qu'il fasse la carte grise (Indépendant/Aide familiale, Masculin, Bobo-Dioulasso, 64 ans).

Cas3 : j'ai été à la direction générale des transports de Ouagadougou 3 fois de suite, premièrement pour renouveler mon permis de conduire, ensuite pour immatriculer mon véhicule et enfin pour ma carte grise. Toutes les fois que je suis parti, j'ai constaté qu'il y avait trop de monde et les agents n'étaient pas motivés dans leur travail. Donc quand je pars dans les bureaux qui s'occupent de ces choses je donne 5000 f aux agents pour les motiver à faire mon travail rapidement. Cette année j'ai offert la somme de 15000 en tout (Inactif, Masculin, Ouagadougou, 63 ans).

Cas 4 : J'ai payé 25000f pour garantir mon succès à l'examen de mon permis de conduire (Inactif, Féminin, Ouagadougou, 33 ans).

Cas 5 : En Juin 2019, je suis allé à la direction générale des transports terrestres et maritimes pour faire les cartes grises de mes véhicules au nombre de 10 véhicules et pour avoir rapidement ces cartes grises j'ai dû payer 25000F à un démarcheur pour qu'il puisse rentrer voir un agent de la direction et le remettre pour que je puisse avoir ces cartes grises le plus vite possible (Indépendant/Aide familiale, Masculin, Ouagadougou, 48 ans).

DOUANE

Cas 1 : J'ai eu à faire une prise en charge des marchandises d'un client au niveau de la Douane de Ouaga inter où j'ai eu à donner une motivation de 30 000F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 49 ans).

Cas 2 : La douane de Tenkodogo m'a pris avec trente (30) sacs de sucre dans ma voiture. Par intervention de l'association des commerçants de Pouytenga, j'ai offert 500 000F à notre responsable de l'association pour gérer la situation. Finalement, l'agent a remis ma voiture sans le sucre. J'ai remis les 500 000F sans un reçu (Employeur, féminin, Pouytenga, 39 ans).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Cas 1 : En octobre 2019, à l'école primaire de Zagtoui, pour une place pour ma fille, j'en ai parlé à un ami. Ce dernier m'a mis en contact avec un agent de ladite école. Un paiement de la somme de 13 000F m'a été demandé, ce paiement couvrait à la fois les frais de scolarité 2000F et les 11 000F pour rétribution illégale. J'ai bien déboursé cette somme de 15 000F et ma fille a eu sa place (Salarié, masculin, Ouagadougou, 31 ans).

Cas 2 : Je suis allé à l'école primaire KOLMA C à BOBO pour chercher à inscrire mon enfant. Le directeur m'a fait comprendre qu'il n'y avait pas de recrutement cette année. J'ai demandé à un neveu d'intervenir pour moi et il est allé le voir puis est revenu me dire que si je donnais 20 000f j'aurais la place. Je lui ai remis l'argent ainsi que l'acte de naissance de l'enfant. Il est revenu me dire le même soir qu'il a eu la place. J'ai donc pu aller payer les frais de scolarité à hauteur de 7 000F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Bobo-Dioulasso, 56 ans).

Cas 3 : je suis allé pour chercher la place à l'école primaire publique de belle ville et le Directeur m'a fait comprendre qu'il n'y a pas de recrutement cette année. Je lui ai demandé de m'aider parce que les autres frères de l'enfant sont dans cette école. Il m'a dit de trouver 25 000f et revenir le voir, c'est ce que j'ai fait. Quand je suis reparti lui donner les 25 000f, j'ai eu la place et j'ai payé encore les frais de scolarité à hauteur de 7 500 F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Bobo-Dioulasso, 28 ans).

ENSEIGNEMENT POST-PRIMAIRE

Cas 1 : C'est au lycée wogtaaba du secteur 15 de la patte d'Oie. Pour Obtenir une place assise pour mon enfant en classe de 5^{ème} ; j'ai dû dépenser 75 000F sans les frais de scolarité (Inactif, féminin, Ouagadougou, 32 ans).

Cas 2 : En octobre 2019, Au CEG de BASSINKO, pour l'acquisition de deux 2 places pour mes enfants, un agent dudit établissement m'a fait savoir qu'il faut une rétribution de 50 000F pour chaque place et la scolarité est de 20 000F pour chacun des élèves, non compris dans les 50 000. J'ai effectivement payé la somme de 100 000F et j'ai obtenu les places pour les enfants (Salarié, masculin, Ouagadougou, 47 ans).

Cas 3 : En septembre 2019, je suis allé au lycée Professionnel de Bobo pour chercher la place en 4^{ème} pour mon enfant et un enseignant m'a proposé de me vendre la place à 50 000F et j'ai dû accepter ces conditions en payant pour avoir la place pour mon enfant (Inactif, masculin, Bobo-Dioulasso, 55 ans).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Dans le mois de février 2019, j'ai été au COSPB déposé les dossiers de la bourse nationale de ma petite sœur. Je me suis trompé déposer avec l'original de l'attestation d'inscription de la 1^{ère} année. Quelques jours après quand la petite sœur s'est rendu compte que j'ai déposé avec l'original elle m'a demandé de repartir retirer l'attestation. Quand je suis reparti l'agent de bureau que j'ai trouvé m'a fait payer 6000F via orange money sans reçu pour fouiller les dossiers et retrouver l'attestation (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 23 ans).

GENDARMERIE NATIONALE

Cas 1 : De passage au feu-tricolore vers de la pharmacie Progrès de Pissy, un gendarme m'a suivi à moto pendant que je revenais d'une livraison de la glace à 2h du matin. L'agent me dit que son supérieur me demande de revenir avec le tricycle car je suis en infraction. Sachant que mes documents n'étaient pas en règle, j'ai négocié avec 10 000F. L'agent a refusé au début mais après 5 min de négociation il a accepté de prendre les 10 000 et me laisse rentrer chez moi (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 42 ans).

Cas 2 : J'avais un problème et je suis allée à la gendarmerie de Paspanga quand j'ai expliqué mon problème au gendarme il m'a dit de donner 25000F et il va m'aider à avoir raison et moi aussi j'ai accepté (Indépendant/Aide familiale, féminin, Ouagadougou, 29 ans).

Cas 2 : Lors du contrôle des identités à Seitenga, l'agent de la gendarmerie nationale m'a exigé la somme deux mille franc (2000 F). J'ai accédé car cela est systématique pour tous les passagers. Ils s'en foutent de la Régularité de ta pièce (En règle ou pas) tu paies (Employeur, masculin, Dori, 60 ans).

Cas 3 : J'ai suivi un parent pour aller chercher des produits à Lomé. Arrivé au poste de contrôle à la rentrée de Ouaga, la gendarmerie sur la voie de Fada, nous avons payé 10 000F malgré que nos papiers étaient en règle avant de pouvoir passer. Le paiement a été fait sans reçu (indépendant/aide familiale, masculin, Ouagadougou, 32 ans).

Cas 4 : Le 13 novembre 2019, à la sortie de Fada après le péage il y a la gendarmerie. Là-bas il faut payer 2000F sans reçu malgré que les papiers soient à jour. C'est un poste de contrôle mais arriver il faut payer seulement sans qu'ils ne regardent tes papiers. Tu es à jour ou pas c'est 2000fr sans reçu (Salarié, masculin, Ouagadougou, 38 ans)

IMPÔTS / DOMAINE

Cas 1 : Au début de l'année 2019, les agents du service de recouvrement des impôts ont fermé mon entreprise pressing pour un non-paiement de frais d'impôt. En bonne et due forme la loi n°012-2010/AN du 01/04/2010 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées, m'épargne les charges d'imposition pour cause de handicap, je leur ai fait part de cette loi et leur est offert néanmoins la rétribution 10000F ils ont encaissé sans quittance (Indépendant/Aide familiale, masculin, Kaya, 40 ans).

Cas 2 : J'ai mes papiers de parcelle que je voulais arranger dans le mois de mai donc j'ai introduit ça au niveau du domaine sur Bassawarga. J'ai poursuivi ça en vain et un jour un monsieur m'a accosté en me disant que ce n'est pas la première fois qu'il me voyait et que si j'ai un souci il pourrait m'aider. Je lui ai expliqué tout et il me dit qu'il peut m'aider moyennant la 10 000F. J'ai accepté et en moins d'une semaine mon problème était résolu (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 32 ans).

Cas 3 : le 14/11/2019 un agent du cadastre de la direction général des impôts du Poni m'a pris 32 000f sans reçu. J'ai premièrement payé 67 000F qui me permettait de déplacer l'agent pour le bornage de mon terrain. A ma grande surprise l'agent m'a appelé pour dire qu'ils n'ont pas de matériel. Ils doivent louer une batterie, groupe donc je dois leur envoyer de l'argent pour la location et leur déplacement. L'agent m'a dit d'envoyer 60 000F mais finalement c'est 32000F que j'ai envoyé (Inactif, masculin, Ouagadougou, 52 ans).

Cas 4 : Les agents des impôts de Boulmiougou m'ont demandé de payer 150 000F comme impôt et lorsque j'ai demandé de diminuer, ils m'ont proposé de payer 80 000F et lorsque je leur ai donné les 80 000F, ils m'ont fait un reçu de 40 000 (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 37 ans).

JUSTICE

Cas 1 : Ça fait maintenant presque 2 ans que ma servante a fui de ma maison et sans même faire signe de vie à ses parents. Ses parents ont alors emmené l'affaire à la justice de Bobo. Il y a environ 4 mois au cours de cette année 2019 j'ai donc donné 100 000F à un fonctionnaire du palais de justice de bobo pour que la décision des responsables chargés de l'affaire tourne en ma faveur (Salarié, féminin, Bobo-Dioulasso, 39 ans).

Cas 2 : Cela c'est passer au TGI de Ouagadougou ; je voulais mon certificat de nationalité. J'ai dû débrousser 11 000F pour l'avoir le même jour (Inactif, masculin, Ouagadougou, 28 ans).

Cas 3 : J'ai été à la justice de koupéla pour une correction de mon prénom sur mon acte de naissance. Arrivé, on m'a indiqué la personne à qui je devrais m'adresser pour ce service et j'y suis allé. Après avoir reçu mon dossier il m'a dit que je devrais lui donner quelque chose pour son pourboire et je lui ai remis 10 000. Cela fait maintenant 4 mois que j'ai remis mon extrait à corriger sans avoir eu un retour. J'ai fini par abandonner (Inactif, féminin, Tenkodogo, 19 ans).

Cas 4 : j'ai été au palais de justice de Ouagadougou pour établir un casier judiciaire. J'avais besoin de ça sur place mais l'on m'a fait savoir que ce n'était pas possible. Un des agents a reçu mon dossier et m'a dit qu'il me fallait juste payer 2000f pour avoir mon casier le même jour et j'ai effectivement payé (Salarié, masculin, Ouagadougou, 36 ans)

Cas 5 : Je suis allé au palais de justice de Ouaga pour l'établissement de mon certificat de nationalité. Pressé de l'avoir, on m'a mis en contact avec un agent qui m'a dit de lui donner 10 000 et j'ai donné (Salarié, masculin, Ouagadougou, 19 ans).

Cas 6 : J'ai été au palais de justice de Ouagadougou cette année pour établir un certificat de nationalité. Mon dossier a été reçu par un GSP du palais qui m'a dit que le délai était d'une semaine que mais j'avais cette possibilité de payer 5000F pour l'avoir le lendemain. J'ai accepté et j'ai payé cette somme avec lui parce que j'étais dans l'urgence. Le lendemain quand je suis venu récupérer avec lui, il m'a encore dit de payer 1000F pour le service rendu et j'ai encore payé mais sans reçu (Inactif, masculin, Ouagadougou, 25 ans).

MAIRIE

A Cas 1 Au mois de janvier je suis allé faire l'extrait d'acte de naissance de mon fils à la mairie de REO, pour pouvoir vite avoir l'extrait j'ai proposé la somme de 5000F à l'agent qui s'occupait des actes, et celui-ci a accepté (Indépendant/Aide familiale, masculin, Koudougou, 42 ans,)

Cas 2 : A la mairie d'arrondissement 12 de Ouagadougou, je voulais faire des extraits pour ma nièce qui avait une urgence. Un monsieur m'a dit si c'est ainsi il va falloir que je donne 6000 pour 4 copies. J'ai accepté remettre les 6000F sans compter les frais de timbres et le lendemain je suis passé prendre les extraits (Salarié, masculin, Ouagadougou, 26 ans)

Cas 3 : Dans le mois de février 2019 j'ai donné 35 000F au superviseur de l'assainissement de la mairie de Dori. La mairie devrait réaliser des latrines pour la population. On ne donnait pas plus d'une latrine par concession. J'ai donné les 35000F pour obtenir trois latrines de plus et ça été fait comme je voulais (Salarié, Masculin, Ouagadougou, 48 ans).

Cas 4 : En Mars 2019, je suis allé à la Mairie de l'arrondissement de Konsa pour faire l'acte de naissance de mon enfant et l'agent de l'Etat civil m'a dit que si je veux avoir rapidement l'acte de payer 5000F et le soir je passe prendre. Comme j'étais dans le besoin j'ai payé les 5000F (Employeur, masculin, Bobo-Dioulasso, 35 ans).

Cas 5 : J'ai été à la mairie de Tenkodogo pour établir l'extrait et la déclaration de naissance de mon petit frère. Comme il a déjà 5 ans l'agent qui doit s'occuper de ce service m'a dit que la délivrance prendra du temps que mais d'amener 20 000F pour avoir rapidement et j'ai eu à payer cette somme. C'était depuis le mois d'août mais ce n'est que lundi passé j'ai eu l'extrait mais la déclaration n'est toujours pas prête. En me remettant l'extrait le même agent m'a fait payer 3000F de plus pour faire la déclaration (Indépendant/Aide familiale, masculin, Tenkodogo, 27 ans).

MAIRIE (suite)

Cas 6 : Lorsque j'ai voulu faire établir l'extrait de naissance de mon enfant de 9 ans. J'ai approché un agent de la mairie de Boulmiougou qui m'a dit de lui trouver 7500F pour qu'il m'aide. Je lui ai dit que l'enfant était au village et que si c'était nécessaire, j'allais le faire venir. Le Monsieur m'a rassuré qu'il pouvait gérer même à l'absence de l'enfant. Quelques jours après, je lui ai trouvé les 7500F. il y'a de cela plus de 5 mois et je n'ai toujours pas pu obtenir gain de cause (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 38 ans).

Cas 7 : Au niveau de la mairie d'arrondissement 10 j'ai déposé mes papiers pour signature depuis le mois passé. J'y suis allé à maintes reprises et ils m'ont dit que le maire n'est pas là et que personne ne peut le faire à sa place. Dernièrement j'ai alors remis 5000F à l'un des agents et dans la même semaine il m'a appelé de passer que mon papier est signé (Employeur, masculin, Ouagadougou, 41 ans).

Cas 8 : Je suis allé à la mairie de SAABA pour rechercher un titre foncier d'une parcelle d'un hectare que j'ai achetée dans les périphéries de SAABA. Les agents en charge de la question m'ont dit de faire quelque chose avant qu'ils ne s'occupent de mon cas. J'ai payé 200 000f et jusqu'à présent rien n'a bougé et c'était sans reçu (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 32 ans).

Cas 9 : Dans le mois d'août 2019, j'ai été à la mairie de Pouytenga pour retirer mon âne qu'on avait pris pour divagation. J'ai payé 10 000F et ils ont fait un reçu de 5000F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Pouytenga, 43 ans).

ONEA

Cas 1 : Il y'a environ 2 mois, l'ONEA bobo est venu enlever notre compteur d'eau parce qu'on avait des factures impayées. Après s'être acquitté de ses factures, l'ONEA tardait à venir remettre notre compteur alors mon mari a dû payer une somme de 2000F à un agent du siège central de l'ONEA Bobo pour qu'ils puissent enfin ramener notre compteur (Indépendant/Aide familiale, féminin, Bobo-Dioulasso, 30 ans).

Cas 2 : Je suis allé à l'ONEA plusieurs fois pour un compteur mais en vain. J'étais obligé de donner 5000F à un agent pour en avoir (Inactif, masculin, Bobo-Dioulasso, 30 ans).

Cas 3 : En Novembre, avec ONEA j'ai eu un problème de remise de compteur qui avait été enlevé, après avoir payé 35 000F pour les factures, le même jour un agent a ramené le compteur contre une rétribution de 5000F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 39 ans).

POLICE MUNICIPALE

Cas1 : En Août, vers le haut-commissariat, j'ai été interpellé par la police municipale pour communication. J'ai supplié le policier et il a demandé combien je pouvais payer, je n'avais rien sur moi. J'ai dû appeler un ami qui a échangé avec le policier sur son numéro et lui a transféré 3000F sur son compte orange monnaie. Il me dit ceci : <<**pour quelqu'un qui prétend t'aimer ce n'est que la somme de 3000F**>> Et il a demandé mon contact comme il restait 3000F. Par la suite il a commencé à me faire la cour. J'ai décliné son offre (Inactif, féminin, Ouagadougou, 34 ans).

Cas 2 : J'ai été interpellé par la police municipale vers la place le rond-point Tiéfo Amoro pour non-respect du feu tricolore. L'agent de police m'a dit que je devais payer 16 000F. j'ai donc entrepris de négocier et finalement il a accepté de me prendre 5000F et m'a remis mon engin. Je n'ai cependant pas eu de quittance (Inactif, féminin, Bobo-Dioulasso, 22 ans).

POLICE MUNICIPALE (suite)

Cas 3 : j'ai offert 7000 F à un agent de la police municipale au feu tricolore de la station Shell de pyssi. J'ai payé pour non-respect du feu tricolore. Nous avons peur de la police voilà pourquoi nous avons payé sans qu'il nous demande. Mais il ne nous a pas remis de reçu. Cela s'est passé courant mars 2019 (Indépendant/Aide familiale, Féminin, Ouagadougou, 20 ans).

Cas 4 : En mars 2019, la police municipale au niveau du rond-point de la Patte d'oie m'a interpellé pour un problème de positionnement, la contravention s'élevait à 6000F. Lors de la négociation, l'agent de la police me dit ceci : << à Ouaga Les gens disent couramment, que si la police t'arrête le tarif c'est 2000F ou 3000F et c'est ok ! Nous sommes au Parfum de cela. Cela a changé, maintenant c'est 5000F ! Vous allez payer 5000F ! Sinon, vous irez sans votre engin>>. J'ai effectivement remis les 5000F sans reçu (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 46 ans)

Cas 5 : Le 18/11/2019 sur le boulevard Kanazoe, mon petit frère a été pris par la police municipale pour double infractions (Non-respect du feu-tricolore et défaut de carte grise). Les policiers ont amené la moto dans leur service. J'ai été dans leur service à côté de la mairie centrale payé 10 000F sans reçu. J'ai réclamé le reçu et le policier m'a fait savoir qu'il n'y avait pas de reçu (Indépendant/Aide familiale, masculin, Ouagadougou, 37 ans)

Cas 6 : j'ai été interpellé par la police municipale au croisement du marché central de Gaoua pour non-respect d'un panneau Stop. L'agent m'a dit que je devrais payer 12500 et j'ai négocié et il m'a dit de donner 7500F, j'ai mis l'argent dans les papiers de la moto pour lui donner et il a retiré l'argent mais je n'ai pas eu de reçu (Inactif, masculin, Gaoua, 19 ans)

Cas 7 : En Juillet 2019, un policier municipal m'a pris à côté du grand marché de Gaoua en face de la pharmacie pour une surcharge de personne car j'ai remorqué une femme et son enfant sur ma moto et il m'a dit de payer 17000F pour avoir ma moto et j'ai payé sans reçu (Indépendant/Aide familiale, masculin, Gaoua, 20 ans).

POLICE NATIONALE

Cas 1 : j'ai été interpellé par la police nationale pour un contrôle de routine à la sortie de Bobo sur la route nationale 1. Ma visite technique était expirée et en tant que routier je connais la pratique. J'ai mis 2000F dans le livret et je l'ai remis à l'agent. Quand il l'a ouvert il a juste retiré le billet de 2000F et m'a remis le livret puis m'a souhaité bon voyage (Indépendant/Aide familiale, masculin, Bobo-Dioulasso, 39 ans).

Cas 2 : je suis allé au commissariat de police de DAFRA pour établir ma CNIB et on m'a donné un mois pour revenir la récupérer. Je suis allé une fois le délai arrivé mais la pièce n'était pas encore prête, j'y suis donc reparti une deuxième fois mais toujours rien. Alors un policier me prend de côté et me dit que si je donne 3000F j'aurai ma CNIB le lendemain. Je lui ai donné les 3000F et le lendemain, j'avais ma CNIB. Mais je n'ai pas eu de reçu pour les 3000F (Indépendant/Aide familiale, masculin, Bobo-Dioulasso, 27 ans)

Cas 3 : En octobre 2019, mon fils qui n'a pas de permis est sorti avec ma voiture et a eu un accident avec une dame. Un constat a été fait par la police nationale de kolog-naaba. Ils m'ont convoqué en me disant qu'il y a infraction et que je devais payer 35 000F et que de payer 6000F comme frais de constat. Après plusieurs aller et retour je leur ai dit que je n'avais pas assez d'argent de baisser le prix. Ils ont pris 15000F sans reçu et j'ai payé 3000 comme frais de constat contre un reçu (Salarié, féminin, Ouagadougou, 46 ans).

Cas 4 : En février j'ai accompagné mon cousin au service des passeports pour l'établissement d'un passeport. Après l'introduction du dossier ils nous ont dit de revenir dans un mois. Quand on est reparti ce n'était pas prêt. Une autre fois après on est reparti sans avoir gain de cause. J'ai donc contacté un ami qui y travaille et on lui a remis la somme de 15000F et 72h après le passeport était disponible (Inactif, masculin, Ouagadougou, 33 ans)

SANTE

Cas 1 : Dans le mois de septembre 2019, mon oncle était malade et avait besoin d'une intervention chirurgicale alors nous nous sommes rendus au CHU de Bobo. Les médecins étant en grève refusaient alors de faire l'intervention. Nous avons dû négocier avec un chirurgien du CHU en lui remettant une somme de 50 000F avant qu'il n'accepte de faire l'intervention (Employeur, féminin, Bobo-Dioulasso, 25 ans).

Cas 2 : En cette année 2019 il y a environ 4 mois, au CHU de Bobo mon oncle a été admis pour se faire soigner. Il avait besoin de sang et un agent de santé nous a vendu une poche de sang a 17 000F (Inactif, féminin, Bobo-Dioulasso, 20 ans).

Cas 3 : J'ai été au CSPS de Bissighin avec mon enfant de moins de 5 ans et à plus de 5 reprises pour des soins en consultation générale. A chaque fois que je suis parti, on m'a toujours remis un reçu qui me permet d'aller chercher des produits gratuitement au dépôt pharmaceutique. Mais à chaque fois chez la caissière elle me dit qu'il n'y a pas de produits mais garde le reçu avec. Si je comptabilise le tout vaut 4 000F (Inactif, féminin, Ouagadougou, 26 ans)

Cas 4 : Je suis allé pour un accouchement au CSPS le koweit vers le Yaar de 10. Après l'accouchement, en voulant prendre le placenta pour emmener, un agent nous a dit si nous ne payons pas 8 000F nous n'allons pas l'avoir. J'ai payé et demander un reçu mais il m'a dit qu'il n'y a pas de reçu (Inactif, féminin, Ouagadougou, 30 ans).

SONABEL

Je suis allé à la Sonabel pour une augmentation d'ampère de mon compteur, j'ai fait près de quatre mois sans gain de cause. Je suis allé voir un agent et lui proposer la somme de 10 000F ce qui fait que j'ai eu satisfaction (Inactif, masculin, Bobo-Dioulasso, 30 ans).

Annexe 12 : répartition des enquêtés ayant reçu l'information sur la corruption selon la ville d'enquête et leur niveau de scolarisation

Ville d'enquête	Avoir reçu l'information sur la corruption (%)	
	Oui	Non
Ville d'enquête		
• Banfora	72,4	27,6
• Bobo-Dioulasso	81,4	18,6
• Dédougou	96,7	3,3
• Dori	60	40
• Fada N'Gourma	96,9	3,1
• Gaoua	96,7	3,3
• Kaya	63,2	36,8
• Koudougou	88,1	11,9
• Manga	96,7	3,3
• Ouagadougou	88,6	11,4
• Ouahigouya	98,2	1,8
• Pouytenga	52,4	47,6
• Tenkodogo	96,8	3,2
• Ziniaré	60	40
Niveau de scolarisation		
• Non scolarisé	73,7	26,3
• Primaire	84,4	15,6
• Secondaire	90,1	9,9
• Universitaire	95,3	4,7
Total	85,5	14,5

Annexe 13 : répartition des canaux par lesquels les enquêtés ont reçu l'information sur la corruption selon le sexe

	Féminin	Masculin	Ensemble
Radio	52,6	63,7	58,2
Télévision	47,7	50,9	49,3
Presse écrite	3,9	10,2	7,1
Conférence	0,5	1,6	1,1
Théâtre forum	0,3	0	0,2
Kiosque/maquis	0,8	3,8	2,3
Grin de thé	0,6	6,9	3,8
Avec des amis	33,4	36,5	35
Réseaux sociaux	13,7	20,1	16,9
Autres	4,1	4,1	4,1
NSP	0	0,1	0,1
Total	981	1009	1990

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	IV
LISTES DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	VII
Liste des tableaux.....	VII
Liste des graphiques.....	VIII
RESUME	1
INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	5
1.1. Méthodologie de l'enquête	6
1.1.1. Le cadre, la population et les variables de l'étude	6
1.1.2. L'échantillonnage et l'échantillon.....	6
1.1.3. Les techniques et les outils de collecte des données	8
1.1.4 Le travail d'enquête de terrain.....	9
1.1.5. Le traitement et l'analyse des données	9
1.1.6. Les questions d'éthiques et la protection des sources d'informations	10
1.2. Méthodologie de l'élaboration de l'état de la lutte anti-corruption 	11
DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ETUDE.....	12
2.1. Résultats du sondage	13
2.1.1. Les caractéristiques de l'échantillon	13
2.1.2. La perception de la corruption par les enquêtés	14
2.1.2.1. La perception de la corruption au Burkina Faso.....	14
2.1.2.2 La perception de l'évolution de la corruption : corruption en hausse par rapport à 2018	18
2.1.3. Les expériences de corruption vécues par des enquêtés.....	23
2.1.3.1. Les expériences d'octroi d'avantage indu à un agent public.....	24

2.1.3.2. Les expériences d'acceptation ou de sollicitation de rétributions illégales	27
2.1.3.3. Les témoins d'actes de corruption	28
2.1.4. Perception des enquêtés sur les actions du gouvernement contre la corruption.....	32
2.1.5. L'exposition aux risques de corruption selon le genre	34
2.1.6. Pratiques de corruption dans les services publics et parapublics	35
2.1.7. La perception de l'efficacité de l'information et de la sensibilisation sur la corruption	39
2.2. Etat de la lutte anti-corruption	43
2.2.1. Les acteurs étatiques et la lutte contre la corruption	43
2.2.1.1. Le pouvoir exécutif en manque de volonté dans la lutte contre la corruption.....	43
2.2.1.2. Le pouvoir législatif en panne d'idées et d'actions en matière de lutte anti-corruption	56
2.2.1.3. Les actions de la justice : Le timide envol dans la répression des infractions économiques et financières.....	61
2.2.1.4. Une intervention timorée des autorités administratives de contrôle et de régulation.....	69
2.2.2. Les actions des acteurs non étatiques dans la lutte contre la corruption	78
2.2.2.1. La poursuite des actions du REN-LAC.....	78
2.2.2.2. La contribution des médias	95
2.2.3. Focus sur trois affaires particulières.	101
2.2.3.1. Les traitements des dossiers des fonctionnaires	101
2.2.3.2. Détournements de vivres destinés aux déplacés internes.....	103
2.2.3.3. Les tracasseries dans les opérations de renouvellement de carte grise, de permis de conduire à la Direction générale du transport terrestre et maritime (DGTTM).....	104
2.3. Recommandations.....	106
2.3.1. Les recommandations à l'endroit des acteurs étatiques.....	106
2.3.2. Les recommandations à l'endroit des acteurs non étatiques	108

2.3.3. A l'endroit des services perçus comme les plus corrompus :	109
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE	112
ANNEXES	115
Annexe 1 : guide d'entretien.....	116
Annexe 2 : guide d'entretien.....	130
Annexe 3 : répartition des sollicitations des services classés par sexe	132
Annexe 4 : répartition de la perception de l'évolution de la corruption de 2018 à 2019 selon CSP	133
Annexe 5: répartition des enquêtés ayant personnellement fait une expérience de corruption selon la ville.....	133
Annexe 6 : répartition des expériences de corruption selon l'initiateur de l'acte de rétribution (il s'agit d'un choix multiple)	134
Annexe 7 : répartition des témoignages de corruption selon l'initiateur de l'acte de rétribution (il s'agit d'un choix multiple)	134
Annexe 8 : appréciation des actions du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption	1135
Annexe 9 : Eléments synthétiques du classement des services selon leur degré de corruption perçu par les enquêtés	1136
Annexe 10 : répartition du nombre de rétributions illégales à la police municipale selon la ville d'enquête en 2019.....	137
Annexe 11 : Quelques récits des offres des rétributions illégales dans des services classés.	138
Annexe 12 : répartition des enquêtés ayant reçu l'information sur la corruption selon la ville d'enquête et leur niveau de scolarisation.....	151
Annexe 13 : répartition des canaux par lesquels les enquêtés ont reçu l'information sur la corruption selon le sexe.....	152

N° VERT
80 00 11 22

Appel gratuit avec le fixe
ONATEL, TELMOB et TELECEL

Plateforme : www.veenem.bf

01 BP2056 Ouagadougou 01, Rue Zomsaba, 17.572 - Porte 23, Pissy

Tél.: (226) 25 43 32 83 - Fax : (226) 25 43 32 82

Email : renlac@renlac.com - Site web : www.renlac.com

Collection REN-LAC ISSN : 0796-5915

Imprimé en Septembre 2019